

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

ESSAI SUR L'HISTOIRE
DES
JURIDICTIONS CRIMINELLES
EN ALGÉRIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le 2 juin 1899, à 1 heure

PAR

M. FOISSIN

Lauréat de l'École de Droit d'Alger

Avocat à la Cour d'appel d'Alger

Président : M. ESTOUBLON, *professeur.*

Suffragants { MM. LAINE, *professeur.*
LESEUR, *professeur.*

PARIS

LIRRAIRIE MARESCQ AINÉ

A. CHEVALIER-MARESCQ ET C^{ie}, ÉDITEURS

20. RUE SOUFFLOT, 20

—
1899

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

ESSAI SUR L'HISTOIRE

DES

JURIDICTIONS CRIMINELLES

EN ALGÉRIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le 2 juin 1899, à 1 heure

PAR

M. FOISSIN

Lauréat de l'École de Droit d'Alger
Avocat à la Cour d'appel d'Alger

Président : M. ESTOUBLON, professeur.

Suffragants { MM. LAINÉ, professeur.
LESEUR, professeur.



PARIS

LIRRAIRIE MARESCQ AINÉ

A. CHEVALIER-MARESCQ ET C^{ie}, ÉDITEURS

20, RUE SOUFFLOT, 20

1899



Digitized by the Internet Archive
in 2026

PRÉFACE

Lorsqu'au lendemain des désastres de l'année terrible, la France aimée, meurtrie sous la botte du vainqueur, ruinée par la guerre, appauvrie par la mort de ses héroïques enfants, écrasée par la force encore une fois triomphatrice du droit, avait dû consentir cette mutilation d'elle-même dont elle souffre encore et souffrira toujours, ses ennemis dans un chant de victoire avaient cru voir arrivée la fin de la grande nation.

Et voici que peu d'années après, sous l'impulsion de son immortelle jeunesse, la patrie renaissait plus vigoureuse de ses cendres et que, raffermie dans son territoire continental, confiante dans son avenir, elle envoyait de toutes parts ses fils conquérir le monde et y propager cette civilisation dont elle fut toujours la généreuse initiatrice. Dans tous les continents, ses pionniers étendaient l'empire de la métropole et partout fondaient des établissements prospères. Avant-coureurs de ces nouvelles France, ses explorateurs et ses mission-

naires s'avançaient dans l'intérieur des terres, gagnant pas à pas sur la barbarie et fécondant leur route pacifique de leur sang de martyrs, admirable semence de héros. Dans cette hâte fébrile à s'éloigner de la mère patrie, ses aventureux enfants laissaient de côté le premier et le plus beau des domaines coloniaux, celui que les autres nations envient à la France, cette Algérie conquise et colonisée au prix de tant d'efforts mal récompensés.

Aux portes de la métropole, séparée d'elle par un lac franchi en quelques heures, riche de son sol admirable, de ses immenses territoires incultes, de son commerce encore dans l'enfance, de son industrie naissante à peine, la colonie enchantresse attend tous les jours ceux qui doivent la faire prospérer et elle les voit s'éloigner de ses bords. L'œil fixé par delà les océans vers des contrées plus aventureuses, ils passent insoucieux devant ses rives et ne s'y fixent pas : l'Algérie n'est pas appréciée de la France.

Elle en souffre et dans son orgueil de fille aimante et soumise et dans l'anxiété de son avenir inquiet ; cherchant les motifs de cette indifférence, elle reconnaît qu'elle est trop souvent justifiée. Les causes en sont multiples et complexes et vouloir les résumer même sortirait de notre tâche.

Bien des erreurs ont contribué à les créer : la plus grande, la plus monstrueuse a consisté à croire à cette doctrine philosophique si néfaste de l'assimilation immédiate de l'Algérie.

Parce que la courte distance, la nature du sol, les productions de la colonie l'identifiaient à la métropole, parce qu'elle même était fière de ce titre glorieux de France Nouvelle dont on l'honorait, on a cru qu'elle était une parcelle détachée de l'ancienne France et l'on s'est comporté en face d'elle comme d'un département de la mère patrie. Et de jour en jour, en vertu de cette fiction d'une colonie identifiée, prolongement rattaché et semblable à la métropole, on lui a appliqué des institutions, des règlements faits pour une nation arrivée à sa pleine maturité, meurtriers pour un pays adolescent dont ils étouffent la croissance vigoureuse.

On commence, grâce à Dieu, à revenir de ces idées funestes et c'est une tâche sacrée que d'en montrer toute l'inanité et tout le decevant mirage.

C'est dans une très modeste sphère ce que nous avons voulu réaliser dans ce travail dont les trop nombreuses imperfections ne nous échappent pas. Montrer comment par une lente progression se sont formées les juridictions chargées de réprimer

les crimes (1) commis en Algérie, indiquer le développement et l'évolution historique et juridique des différents systèmes et des différentes compétences, examiner, dans l'état actuel de la législation, le triomphe des principes d'assimilation et les résultats désolants qu'ils ont entraînés, étudier enfin les projets mis à l'étude et les réformes proposées : telle est en résumé, la tâche que nous nous sommes assignée, le plan, qu'avec les précieux encouragements de notre vénéré maître et ancien directeur (2), nous nous sommes tracé dans cette étude. Nous avons dû bien souvent laisser à regret de côté des questions intéressantes, mais les limites précises que nous nous étions imposées nous obligeaient à renoncer à leur examen. Nous nous sommes efforcé d'étudier loyalement tous les sujets qu'embrassait notre programme ; qu'à défaut d'autre mérite cette bonne volonté nous serve d'excuse.

Et puis, pourquoi ne pas l'avouer, une ambition plus haute nous a également guidé et soutenu dans nos recherches. Nous avons trop sou-

1. Nous n'étudierons donc ni les questions relatives aux délits et contraventions, ni celles qui ont trait à l'instruction criminelle ou à la science pénitentiaire.

2. M. Estoublon, directeur honoraire de l'Ecole de droit d'Alger, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Paris.

vent, le cœur serré, entendu dire dans cette France chérie et vénérée de tous ici, qu'enfants trop gâtés les Algériens étaient d'éternels mécontents, dont l'ingratitude et les récriminations lassaient la métropole. Il nous a plu, dans notre infime champ d'études (et cette constatation est vraie en presque toutes les matières), de prouver combien cette qualification, dont nous souffrons, est souvent injuste et exagérée, de montrer que si nous nous plaignons, c'est que l'excès de nos maux vient de la patrie toujours aimée. Nous avons voulu, nous fils d'hommes qui ont conquis par les armes et colonisé par leur travail un peu de cette Algérie, adorée de tous ses enfants, nous avons voulu montrer une de ces erreurs néfastes des législateurs métropolitains.

Nous nous sommes aussi souvenu des paroles d'un prince de cette famille qui fit tant pour la colonie, fanatique lui-même de cette terre, théâtre de ses premières armes, de ce duc d'Orléans dont la statue, sur une place d'Alger, rappelle aux descendants de ses compagnons de lutte toute l'affection éclairée et toute la protection accordée jadis à notre pays natal. Avec lui, nous avons pensé :

« La conquête de l'Algérie est la plus grande entre-
« prise qui se soit offerte depuis longtemps à la
« France qui a le sentiment et le besoin des gran-

« des choses, et selon moi, tous ceux qui se consacrent à cette noble tâche ont bien mérité de la patrie ».

Pendant que dans l'Extrême-Sud nos soldats étendent chaque jour les possessions françaises et jalonnent les futurs chemins du grand empire africain, pendant que nos colons fécondent ce sol, sur lequel ont succombé leurs pères, vaincus dans leur labeur, d'autres travaillent à le faire connaître et aimer et tous concourent dans leur sphère à la prospérité de la Colonie.

Que l'on nous pardonne cet excès d'enthousiasme et ces vues trop élevées : elles sont de notre âge et témoigneront une fois de plus de notre désir, d'avoir travaillé, dans la mesure de nos faibles moyens, à l'étude de la législation appropriée à son état social, dont doit dépendre ou l'heureux avenir ou le malheur futur de notre Algérie.

CHAPITRE PREMIER

LA JUSTICE CRIMINELLE DANS L'ANCIENNE RÉGENCE D'ALGER

« C'est de la bonté des lois criminelles, écrit Montesquieu, que dépend la liberté du citoyen (1). »

Rien ne semble prouver plus entièrement la justesse de cette phrase du profond penseur que l'étude du droit criminel dans la Régence d'Alger, pendant la longue période qui s'étend de la prise du pouvoir par les Turks, en la personne du célèbre Baba-Haroudj (1515), jusqu'à la conquête française en 1830.

Au début d'un travail sur le développement de la justice criminelle en Algérie un examen succinct du droit pénal sous le gouvernement des Deys, est utile, et au point de vue historique, et pour montrer quels bienfaits dans tous les ordres d'idée, ont apporté à l'Algérie la conquête française, et l'établissement dans ce pays de la nation

1. Montesquieu, *Esprit des lois*, XII, 36.

qui a toujours eu à gloire de répandre dans l'univers entier, la justice et la civilisation.

A leur arrivée dans la Régence les Turks trouvèrent un droit pénal (1), si l'on peut appliquer ce terme aux usages locaux, droit pénal qui ressemblait assez sensiblement à leurs lois sur la matière. Quelque différentes en effet que fussent, à certains points de vue, les mœurs des Turks et des Arabes, la base du droit des deux peuples était la même ; et tous deux puisaient toutes les règles de leur droit civil, dans ce que les Musulmans appellent le « *Livre des Livres* » le Koran.

Pour tous les Musulmans, le Koran, expression intégrale de la pensée divine révélée au Prophète, est le livre de la loi, obligatoire pour tous, complet, parfait par son origine même, règle devant laquelle tout croyant doit s'incliner sans discuter. L'origine divine du livre sacré empêche qu'il soit modifié, suivant les besoins des individus, et l'évolution des peuples dont il est le livre de foi.

Tout au plus, en cas de silence ou d'obscurité du Koran, les commentateurs (et le droit musul-

1. Il est bon de noter dès le début de ce chapitre que par les mots droit pénal ou droit criminel, nous n'entendons nullement indiquer pour la période turque un recueil codifié quelconque sur la matière. Ces expressions veulent ici simplement dire, les coutumes qui régissaient dans la Régence, les matières répressives.

man en connut d'éminents), pouvaient-ils donner libre cours à leur esprit juridique. Quand le Prophète avait parlé, la règle était absolue.

On ne saurait donc s'étonner de voir que la législation pénale des Maures ou Arabes fût la même que celle des Turks. Basée sur les mêmes idées religieuses, formulée dans le même ouvrage, qui est à la fois l'expression des doctrines civiles, politiques et religieuses des musulmans, elle ne pouvait différer.

Or, en étudiant le Koran, on est frappé de voir que si les préceptes qui ont trait au droit civil sont très développés, les versets se rapportant au droit pénal, sont au contraire très rares, et se bornent même en certains cas, à frapper les coupables d'une sorte d'anathème religieux, sans édicter une sanction répressive.

On trouve pourtant quelques versets, ayant trait à la punition du vol, ou de l'adultère, et surtout l'affirmation du principe du talion pour les crimes contre les personnes. « Le talion vous est
« prescrit pour le meurtre : un homme libre pour
« un homme libre, un esclave pour un esclave,
« une femme pour une femme ».

« Les blessures seront punies par la loi du
« talion »(1) .

1. *Koran*, versets 173 et suiv.

Le Prophète recommandait aussi, autant qu'il était possible, une compensation pécuniaire en échange de cette sanction barbare.

Devant ce silence de la loi divine, les commentateurs avaient dû suppléer au défaut de texte ; et ce sont eux qui, s'inspirant des traditions locales et des coutumes, dont certaines remontaient à la période préislamique, fixèrent ce que l'on peut insuffisamment appeler, le droit pénal musulman.

Ces coutumes furent-elles jamais réunies en un corps de volume, le fait est peu probable. Dans le nord de l'Afrique, un pareil recueil ne semble pas avoir existé. Un auteur (1) affirme que les musulmans d'Espagne l'avaient écrit ; nous n'avons pu vérifier le fait.

Quoi qu'il en soit, et à proprement parler, le droit criminel, tel que nous l'entendons aujourd'hui, n'existait pas chez les musulmans, et notamment dans la Régence d'Alger. On pouvait dire avec autant d'à-propos que l'ancien avocat du roi Létrone : « Si l'on demande où sont les lois péna-
« les, nous sommes forcés de répondre qu'à peine
« sait-on où les trouver, et qu'elles s'exécutent
« plutôt comme tradition et usages, que comme
« lois formelles et écrites ».

1. Cuniac, *Des institutions judiciaires de la Régence avant la conquête*.

Ce droit rudimentaire et coutumier présentait le caractère commun à toutes les législations pénales de peuples encore dans l'enfance : il reposait, non pas sur une idée de répression dans un intérêt social, mais sur un désir de vengeance au profit des victimes ou de leurs parents. A tout instant, dans les auteurs musulmans, les mots représentants du sang, vengeance du sang, sont répétés, et tous les attentats sur les personnes font naître une « Dette du sang ».

On comprend, dès lors, l'application du talion comme pénalité ordinaire, et cette application avec une exactitude mathématique pour ainsi dire (1).

Il n'y a plus dans un crime que la naissance d'une créance pour la victime. créance héréditairement transmissible, faisant en quelque manière partie intégrante du patrimoine et qui n'était éteinte que par un paiement complet « œil pour œil, dent pour dent » (2).

La victime et les héritiers, d'ailleurs et en vertu du même principe, restaient presque toujours libres de remplacer ce paiement en nature par une

1. Voyez *infra*. p. 21.

2. C'est en ce sens que M. le professeur Charpentier dit très exactement, dans son remarquable cours, que « le meurtre est un prêt dont la quittance se donne sur un cadavre ».

autre prestation en argent, équivalente à leurs yeux.

Le Koran recommandait même cette indemnité pécuniaire, mais en aucun cas la loi n'intervenait pour imposer cette solution pacifique. Le rôle du magistrat se bornait à juger sur ces plaintes, et à ordonner cette peine du talion, presque automatiquement, et d'après des principes fixes : son seul but était d'éviter que les gens ne se fissent justice à eux-mêmes, au grand préjudice de la tranquillité des habitants.

On conçoit très bien que, dans une pareille organisation, l'institution du ministère public et la poursuite d'office n'aient guère eu de raison d'être : aussi n'existaient-ils que dans deux cas, tout à fait exceptionnels.

En matière de meurtre, lorsque les héritiers ne requéraient pas l'application du talion, la peine était uniformément de cent coups de courroie, et d'un an de réclusion (1).

De même la poursuite était exercée d'office et dans l'intérêt social, quand la victime d'un meurtre ne laissait aucun héritier « aceb » (2). Le gou

1. Perron, *Traduction de Sidi-Khelil*, V, 439.

2. Voici la définition des héritiers acebs donnée par M. le professeur Morand, dans son très savant cours de droit musulman, en conformité d'ailleurs avec le précis de Sidi-Khelil et l'article 608 du Code du statut personnel égyptien. « Dans

vernement devait alors punir le coupable de la loi du talion.

C'est dans ce rôle réduit d'exécutrice des vengeances personnelles, qu'il convient maintenant d'étudier la juridiction criminelle de la Régence d'Alger, et l'organisation que lui avait donnée le pouvoir central des Deys. Ce pouvoir central n'avait dans l'intérieur des terres, qu'une autorité assez relative : la justice criminelle en vrai pays arabe, dans la brousse, ne s'exerçait guère que sous sa forme sauvage de vengeance personnelle. Dans les villes, soit d'Alger, soit des provinces où la domination des Deys et de leurs représentants était acceptée, une organisation assez précise s'était établie, avec une hiérarchie, basée comme toutes les règles juridiques musulmanes, sur l'idée religieuse, et d'après les indications plus ou moins commentées et détournées de leur vrai sens du Livre des Livres, du Koran.

tous les rites, l'aceb est celui qui a une vocation éventuelle à la totalité de la succession, mais qui n'est appelé qu'après les héritiers fardhs ou réservataires. — Cette qualité est reconnue aux parents mâles du défunt qui lui sont reliés par les mâles : on les appelle « acebs » par eux-mêmes. » Il existe encore deux autres classes d'acebs, les acebs par un autre et les acebs avec un autre. Ce n'est pas ici le lieu de s'en occuper : ils n'avaient pas, semble-t-il, le droit de poursuivre la dette du sang, pas plus que les affranchis ou le « beit-el-mal » qui sont également héritiers acebs.

Au sommet de cette hiérarchie se trouvait le représentant direct de Dieu, le souverain pour la Régence, le Dey. En principe, c'est lui qui est le dispensateur suprême de la justice : c'est en son nom qu'elle est rendue, dans les provinces, par ses différents agents, beys ou cadis.

« La justice, dit le Koran, est le glaive de la « foi, le souverain y trouve sa grandeur et la nation sa force, » et nous trouvons dans un commentateur du droit musulman, une règle analogue à celle des légistes de l'ancienne France « Toute « justice émane du roi ». « Le cadi, écrit Benou-Ferhoum, dans son chapitre de l'exposé des « jugements, est le substitut du chef qui l'a « nommé, il est son fondé de pouvoirs. Son autorité n'est que celle d'un fondé de pouvoirs ».

Qu'il jugeât par lui-même ou qu'il délégât son pouvoir juridictionnel, le Dey n'en restait pas moins maître absolu de la justice. Et les parties pouvaient en tout temps en appeler à son tribunal, comme il pouvait évoquer en tout état de cause les procès en cours, ou casser les décisions déjà rendues, sous la seule condition de ne pas heurter de front les croyances orthodoxes (1).

Il ne faudrait pas croire pourtant que ce pou-

1. Rinn, *Les commissions disciplinaires*, dans la *Revue algérienne et tunisienne de législation et de jurisprudence*, 1885, 1, 54.

voir absolu des Deys fût sans frein ni limite. Dans la pratique, le Dey, souverain en apparence autocrate, était l'esclave des janissaires qui l'élevaient, et il suffit de relire la très curieuse formule du serment que prêtait le grand ulema, au nom de la milice pour se rendre compte de cet état de dépendance du Dey (1).

Rarement l'élection avait lieu sans effusion de sang. De 1700 à 1720, six Deys se succédèrent à la Kasbah d'Alger, quatre moururent assassinés, un quitta ses fonctions précipitamment pour éviter une mort violente; un seul mourut en charge.

« Quand un Dey meurt en charge, nous dit « un voyageur du siècle dernier, le cas paraît si « beau et si singulier qu'il est honoré comme un « saint » (2).

• On comprend dès lors, combien était difficile, la situation d'un souverain aussi menacé et aussi

1. Voici à titre de curiosité historique la formule du serment, telle qu'elle a été conservée et que nous l'avons retrouvée dans l'ouvrage cité de M. Cuniac : « Effendi, Allah vient de t'appeler au gouvernement du royaume et de l'invincible milice. Souviens-toi que c'est pour rendre à tous une exacte justice, pour punir les méchants, et soutenir les bons, veiller tandis que les autres dorment, fixer avec équité le prix des denrées, payer exactement la solde, entretenir la marine, travailler à toutes les heures du jour et de la nuit au bien du pays. Pour cela, nous te jurons obéissance et fidélité. »

2. Le Père Gomelin, trinitaire, *Relation d'un voyage à Alger*, en 1720.

peu indépendant, et la parole d'un de ceux qui connurent le mieux l'ancienne Régence ne paraît pas exagérée lorsqu'il écrivait : « Le Dey est plus « malheureux que le dernier de ses sujets » (1).

C'est surtout en ce qui concerne l'administration de la justice que le Dey avait le plus à craindre ses féroces sujets et électeurs. Ses journées se passaient à entendre les affaires qui étaient soumises à sa juridiction ; car il avait, comme nous l'avons écrit, la plénitude de juridiction, soit comme juge directement saisi par les parties, soit comme juge d'appel, soit par son droit d'évocation et l'exercice de sa justice retenue.

Nous verrons plus loin qu'il déléguait souvent une partie de ses pouvoirs juridictionnels, même à Alger : mais en principe il était tenu de juger tous ceux qui se présentaient à son tribunal.

Il se faisait généralement assister dans ce rôle de juge souverain par quatre hodjas ou secrétaires qui tenaient la plume. Dans toutes les affaires importantes et par un scrupule qui ressemblait assez à un moyen commode de se décharger de sa lourde responsabilité, le Dey jugeait avec l'assistance du Divan ou Grand Conseil (2). Dans cette

1. Laugier de Tassy, *Histoire des Etats barbaresques qui exercent la piraterie*, 1757.

2 Le Divan ou Diouan se composait des 60 Boulouk-Bachi

assemblée, il déclarait d'avance son sentiment, qui d'ailleurs était toujours approuvé. « Ce n'était qu'un stratagème politique pour se mettre à couvert des événements » (1).

Les formalités devant ce tribunal suprême étaient réduites à leur plus simple expression. Les parties se présentaient en personne; elles montaient au palais de la Kasba, touchaient la chaîne (2), qui pendait devant la porte du palais du Dey, et étaient introduites aussitôt. Elles expliquaient leur cause et le jugement était de suite rendu et exécuté (3).

On comprend que les nombreux soucis du pouvoir ne permettaient pas au Dey, d'employer tout son temps à l'exercice de son rôle de souverain juge.

Son délégué ordinaire était le cadi à Alger et dans l'intérieur, les cadis qui étaient surtout juges des causes civiles et religieuses, et les kaïds desquels relevaient les causes criminelles (4).

(capitaines de la milice turke) et des grands fonctionnaires de l'Etat.

1. Laugier de Tassy, *op. cit.*

2. Cette chaîne existe encore au-dessus de la porte du corps de bâtiment qui conduit au célèbre pavillon du coup d'Eventail. Ce bâtiment sert actuellement de quartier à une batterie d'artillerie de forteresse.

3. Pour l'exécution des sentences, voir *infra*, p. 20.

4. Voir sur l'organisation turque, le très intéressant ouvrage de M. le colonel Trumelet, *Blidah*, I, p. 770 à 780.

Avant d'étudier la compétence de ces juges ordinaires, passons rapidement en revue les attributions juridictionnelles d'ordre tout spécial, déléguées par le Dey à certains officiers. Il est d'ailleurs bon de noter, dès à présent, que les étrangers étaient soumis à une justice spéciale, dont nous aurons plus loin à parler (1).

Une partie des affaires peu importantes était généralement jugée par le plus ancien capitaine de la milice, le « Bachi boulouk bachi ». Quant aux affaires concernant la marine, elles ressortissaient du tribunal du Raïs de la marine, ou grand amiral.

Les cadis, juges ordinaires, siégeaient en permanence. Leur conviction se déterminait d'après un système de preuves, semblable au système des preuves légales en France.

L'étude en serait des plus intéressantes ; mais elle sortirait des cadres de ce travail. Il serait curieux notamment d'y relever jusqu'à la clameur de « haro » de notre ancien droit (2).

L'intérieur de la Régence était divisé en provinces ou baïliks, subdivisées elles-mêmes en outhan ou cantons. Dans chaque canton la justice criminelle, comme nous l'avons dit plus haut, était

1. Voir *infra*, p. 20.

2. Cuniac, *op. cit.*

administrée par le kaïd lui-même, substitué par un khelifa (lieutenant) qui exerçait en cas d'empêchement toutes les fonctions attribuées au kaïd. Tous les deux d'ailleurs, n'agissaient que comme délégués, et leur pouvoir répressif ne pouvait aller jusqu'à la condamnation à mort. Ce droit avait pourtant été délégué aux kaïds des Hadjoutes (Blidah et du Sébaou (Tizi-Ouzou) à cause de la nature particulièrement difficile des tribus qu'ils administraient (1).

S'il faut en croire un voyageur du siècle dernier, les caïds, dans les tribus tout au moins, se faisaient assister d'une sorte de jury de un à deux délégués par tente, et leur justice était assez paternelle (2).

Une catégorie spéciale d'indigènes avait gardé pourtant son autonomie à peu près entière : les Kabyles ne dépendaient que de leurs djemaas, et les Deys n'avaient jamais pu arriver à y rendre la justice.

Les Juifs indigènes ne relevaient pour la justice criminelle, que du Dey. En matière de sûreté générale, ils dépendaient plus particulièrement

1. Colonel Trumelet, *op. cit.*

2. D. Shaw, *Voyages dans le Nord de l'Afrique*, 1743, t. I, p. 402 et suiv., et aussi de Beaudicour, *La guerre et le gouvernement de l'Algérie* (1853).

de leur mokaddem, représentant souvent féroce du pouvoir central auprès de la communauté israélite (1).

Quant aux étrangers, ils étaient jugés par leurs consuls. Si la victime du crime était un musulman le Dey jugeait, et l'étranger était défendu par son consul. Enfin le consul de France était réputé consul et défenseur de tous les étrangers, dont le pays d'origine n'avait pas de représentants à Alger (Juifs non indigènes, Grecs ou Arméniens, par exemple) (2).

Il nous reste, avant de clore cette rapide étude de la justice criminelle dans la Régence, à donner quelques indications sur l'exécution des sentences et des peines qui frappaient les coupables.

Qu'ils fussent prononcés par le Dey, ses délégués ou le consul, les jugements étaient toujours exécutés, à Alger, par l'agha, un des premiers personnages de l'Etat (3), ou par ses officiers, et dans l'intérieur, par le mezouar de chaque outhan (4).

1. A. Cahen, *Les Juifs dans l'Afrique septentrionale*, p. 75-78.

2. Voir de Grammont, *op. cit.* ; Féraud-Giraud, *Juridiction française dans les Echelles du Levant et de Barbarie* (1871) et les chartes de 1528, 1535, capitulation de 1604 et traité du 28 décembre 1801.

3. L'Agha commandait en campagne la milice turke, ainsi que toutes les troupes du Maghzen.

4. Le Mezouar ou Kaïd el Lil (Kaïd de la nuit) remplissait à la fois les fonctions de percepteur de certains impôts et de

Nous avons déjà laissé entendre plus haut avec quelle rigueur et quelle cruelle précision la règle du talion était appliquée en pays arabe. La maxime : « Dent pour dent, œil pour œil » était une règle absolue. « On prend l'œil droit pour l'œil droit, et l'œil gauche pour l'œil gauche ». Pour une dent déracinée, la peine est le talion. La peine est encourue, alors même que cette dent se serait consolidée ultérieurement, ou qu'une nouvelle dent aurait repoussé, car le but de la loi est de faire souffrir au coupable ce qu'il a fait souffrir (1).

Le talion s'appliquait dans tous les cas de blessures ou homicides volontaires.

Pour les autres crimes la peine était la mort. Quant à l'emprisonnement, il n'était guère usité que contre le blasphémateur en attendant son repentir. Les attentats contre la propriété étaient punis d'une façon atroce. Le vol simple était puni

commissaire de police. C'est à ce dernier titre qu'il était chargé de la surveillance de la prison du Hakem et de l'exécution des peines corporelles.

Cet emploi, assez honoré, en principe, n'avait guère tardé à tomber en déconsidération.

Lire à son sujet et comme le tableau de la vie arabe avant la conquête, le chapitre *La patrouille du Mézouar à Blidah, en 1820*, dans l'ouvrage précité du colonel Trumelet, t. II, p. 803 à 848.

1. *Sidi-Khétil*, traduction Perron, V. 373.

de l'amputation du poignet droit. A chaque récidive, on amputait un pied ou l'autre main ; à la cinquième l'emprisonnement était la peine appliquée.

Le vol qualifié était puni de l'amputation croisée (un poignet et le pied opposé) (1). Quant à l'exécution de la peine de mort, elle consistait pour les Turks, dans la strangulation en secret ; pour les autres condamnés le feu, la pendaison ou le pal sur les crochets de fer de la porte Bab-Azoun ; pour les femmes, l'immersion en mer dans un sac (2).

Les exécutions étaient accompagnées d'une publicité qui, disent les contemporains, n'excitait plus aucune curiosité (3).

On comprend aisément qu'avec une aussi féroce répression, et grâce d'ailleurs à la très remarquable organisation de la police responsable (corporation des biskris), la sécurité fut presque absolue à Alger, au dire des auteurs qui ont connu la capitale de l'ancienne régence.

1. Voir au sujet des peines le très remarquable discours de M. l'avocat-général Eon, Alger, 1892 : *Les indigènes devant la loi pénale et les juridictions répressives*, p. 11 à 17.

2. D. Schaw, *op. cit.*, 410-411 ; De Hammer, vol. II, *Lois pénales de Soliman le Législateur*, X, 46 ; De Grammont, *Histoire d'Alger sous la domination turque*, 1887 ; Leroy, *Etat du royaume d'Alger en 1750*, p. 69.

3. Laugier de Tassy, *op. cit.*, p. 123 et 192.

Mais un peuple civilisé ne pouvait adopter une semblable organisation.

Confusion de la loi pénale et religieuse, justice souvent vénale et toujours dominée par la crainte, pénalités atroces, et généralement hors de proportion avec les infractions à réprimer : tels étaient les caractères du système judiciaire de l'ancienne Régence.

Le premier souci du conquérant devait être l'organisation de la justice. Nous verrons comment on y pourvut dès les premiers temps de la conquête.

CHAPITRE II

LES DÉBUTS DE L'ORGANISATION JUDICIAIRE (1830-1834).

Le 5 juillet 1830, le comte de Bourmont, général en chef du corps expéditionnaire et Hussein-Pacha, dernier Dey d'Alger, signaient la convention qui nous donnait l'Algérie. Dans ce traité, rien ne visait l'administration nouvelle de la justice, et rien pourtant n'était plus nécessaire qu'un pouvoir judiciaire ferme et nettement établi, au moment où, à la suite d'une conquête et d'un changement aussi radical d'ordre des choses, le plus grand désordre et l'anarchie la plus absolue régnaient dans la ville.

La commission de gouvernement, organisée par arrêté du 6 juillet 1830 et qui déploya un zèle, une activité dont la collection officielle des actes du gouvernement depuis l'occupation d'Alger,

nous a conservé le souvenir fidèle, vit encore ses travaux entravés à la suite du changement de personnel et de gouvernement qu'amenèrent la chute des Bourbons et l'établissement de la monarchie de Juillet.

La première mesure concernant l'administration de la justice est un arrêté du 9 septembre 1830, portant institution provisoire d'un tribunal spécial, composé d'un président, de deux juges et d'un procureur du roi, auxquels étaient adjoints des juges musulmans et israélites, lorsque des indigènes étaient en cause. La juridiction des consuls sur leurs nationaux était maintenue (1).

S'il faut en croire Ménerville, ce tribunal ne fut pas installé et ne siégea jamais. Il a été depuis démontré qu'il tint huit audiences et qu'il rendit treize jugements dont les minutes se trouvent au greffe du tribunal civil d'Alger (2).

Cette organisation, très embryonnaire, devait durer deux mois, mais entre temps, un important

1. Cet arrêté ne figure pas dans la collection des actes du gouvernement depuis l'occupation d'Alger jusqu'en 1834. Il est rapporté dans le dictionnaire de Ménerville, I, p. 383. Il en est également fait mention dans le savant *Recueil de jurisprudence algérienne*, de M. Estoublon, t. I, p. 1.

2. Eon, *op. cit.*, p. 20 ; Fau, *De l'organisation judiciaire en Algérie*, Alger, 1873 ; Vandier, *Histoire de la cour d'Alger*, p. 8, Alger, 1896.

arrêté venait pourvoir à la sécurité des Européens.

Cet arrêté daté du 15 octobre 1830, attribuait aux conseils de guerre la connaissance des crimes et délits commis par les indigènes au préjudice des Français tant sur leurs personnes que sur leurs propriétés (1). La procédure était celle des conseils de guerre telle qu'elle fonctionnait en France.

C'était une sage précaution ; on avait tout lieu de craindre que les cadis, malgré l'investiture du pouvoir français, n'appliquassent strictement les principes du droit pénal musulman et ne suivissent trop à la lettre les règles de Sidi-khétil à l'égard des infidèles. « Il n'y a pas d'acte de brigandage « à s'emparer violemment des choses appartenant à des infidèles. » « Jamais un musulman « n'est mis à mort pour le meurtre d'un infidèle, « car l'infidèle est trop inférieur par sa religion (2).

L'article 2 de cet arrêté contenait une disposition qui devait bientôt être reproduite dans tous les actes de l'autorité concernant la justice criminelle en Algérie. « Les jugements portant peines

1. *Collection des actes du gouvernement*, p. 14. Menerville, I, p. 409.

2. *Sidi-Khétil*, traduction Perron, V, 351 et 370.

« capitales, afflictives, ou infamantes, ne seront
« exécutés qu'après avoir été soumis à l'approba-
« tion du général en chef ».

L'arrêté du 13 octobre ne s'appliquait qu'aux malfaiteurs arabes, et il y avait urgence à pourvoir d'une façon à peu près définitive à l'organisation de la justice répressive.

C'est ce qu'avait compris le comité de gouvernement institué par l'arrêté du général en chef en date du 16 octobre. Une ordonnance fut élaborée par le membre du comité, délégué à la justice, M. Deval, consul de France, (1) et promulguée par le général Clauzel, le 22 octobre 1830.

C'est le premier texte réellement important de l'autorité concernant la justice en Algérie. Nous n'en étudierons que les dispositions relatives à notre sujet.

L'arrêté du 22 octobre consacrait le système des juridictions personnelles.

L'Inculpé était justiciable du tribunal de sa nationalité et passible des peines usitées chez les siens. Les Musulmans étaient jugés souveraine-

1. Ce M. Deval était-il le fonctionnaire qui reçut le coup d'éventail, aujourd'hui mis en doute par nombre d'historiens de l'origine de la conquête, ou son neveu? Camille Rousset, dans son admirable *Histoire de la Conquête*, semble dire qu'il s'agissait du consul battu par le Dey; M. Vandier, *op. cit.*, p. 9, affirme que c'était son neveu.

ment et sans appel par le cadi maure assisté, le cas échéant, du cadi turec, qui n'avait en ce cas que voix consultative (1). On avait tenu par là à rabaisser les fonctionnaires turecs, et à s'acquérir par une concession l'appui des nationaux du pays, presque tous Maures.

Les Israélites étaient jugés par un tribunal de trois rabbins également souverains et sans appel. Si des Musulmans et des Israélites étaient en cause dans une même instance, le cadi maure jugeait, mais à charge d'appel devant la cour de Justice, dont nous allons parler et dont la création constituait la principale innovation de l'arrêté.

Cette cour était, en matière criminelle, d'abord juge d'appel des jugements rendus par le cadi maure entre Musulmans et Israélites. Pour les affaires criminelles concernant les Français, la cour de justice remplissait l'office de juridiction d'instruction, et de chambre des mises en accusation, et les prévenus étaient renvoyés en France, pour y être jugés. Pour les causes criminelles, entre Français et étrangers, la cour avait les mêmes attributions; mais elle renvoyait devant le Général en

1. Par cadi maure, il faut entendre le cadi maleki. Dans l'ancienne Régence, la suprématie appartenait au cadi turec ou hanefi, le rite hanefi dominant en Turquie. A partir de la conquête française, la suprématie a toujours été donnée au cadi maleki, rite de la majorité des Algériens.

chef qui statuait. C'était là une première atteinte au pouvoir juridictionnel des consuls, qui en matière civile, restaient juges de leurs nationaux. Enfin, pour les crimes commis par des indigènes, sur les personnes ou les propriétés des Français, les conseils de guerre restaient compétents.

L'article 12 de l'ordonnance décidait que « Tout jugement portant condamnation à la peine capitale (1) ne sera exécutoire qu'après avoir obtenu l'approbation du général en chef ».

C'était là une sage précaution et qui devait être bientôt appliquée dans une circonstance assez singulière (2).

1. Il n'est plus ici question, comme dans l'arrêté du 15 octobre, des peines afflictives et infamantes.

2. Nous empruntons le récit de cette espèce assez curieuse à l'intéressant ouvrage précité de M. Eon, p. 21 : « L'apostasie est punie de mort par la loi musulmane. Peu de temps après la conquête, une jeune musulmane, Bent Nouar el Louz, mariée à un indigène d'Alger, avait fait la connaissance et s'était éprise d'un officier français. Elle s'adressa au cadi maleki d'alors, Si Abd-el-Aziz, pour obtenir le divorce, lui représentant qu'elle ne voulait plus vivre avec son mari qui, disait-elle, la maltraitait. Le magistrat éconduisit la jeune femme et lui ordonna de réintégrer le domicile conjugal : Bent Nouar ne se découragea pas ; elle alla trouver le général en chef et lui manifesta l'intention d'abandonner la religion musulmane. Le général l'accueillit avec bienveillance et prévint l'évêque. Peu de temps après, Bent Nouar embrassa la religion chrétienne. Cet événement fit scandale dans le monde indigène ; le cadi Si Abd-el-Aziz, gardien et exécuteur légal des prescrip-

Il était difficile, on le voit par ce rapide résumé de l'ordonnance, de rêver une complication plus parfaite de juridictions. Tel crime commis par un Arabe était du ressort du cadi sans appel, si la victime était un Arabe ; de celui du cadi sauf appel, si la victime était un Israélite ; de celui du conseil de guerre, si la victime était un Français ; de celui de la cour de justice, probablement, bien que l'arrêté fut muet sur ce point, si l'auteur arabe avait pour complice ou coauteur un Français. On s'éloignait, de plus, de ce système des tribunaux mixtes, si pratique surtout dans les débuts d'une colonisation, précédemment établi par l'arrêté du 9 septembre 1830. Et il semble même qu'on changeait ainsi de front, sans y être autorisé par le pouvoir central, puisque peu de jours après la promulgation de l'arrêté, le maréchal Gérard, ministre de la guerre, confirmant au général Clauzel, alors commandant en chef à Alger, l'intention du gouvernement de fonder à Alger une

tions du Koran, condamna à mort Bent Nouar el Louz pour crime d'apostasie. Mandé et invité par le général à rapporter ce jugement, le magistrat s'y refusa. Bent Nouar conserva néanmoins la vie, grâce à l'article 12 de l'ordonnance du 22 octobre ; mais, quelque temps plus tard, elle voulut faire valoir ses droits dans une succession, la demande fut repoussée par le cadi en vertu de la loi musulmane qui frappe les apostats de l'incapacité de succéder. »

importante colonie, mentionnait dans sa lettre du 30 octobre 1830, « l'organisation de tribunaux « mixtes destinés, en faisant concourir les indi- « gènes à l'administration de la justice, à les « initier à l'esprit de nos lois, c'est-à-dire à notre « civilisation. » (1)

Quand on examine l'arrêté du 22 octobre, on ne saurait le juger mieux qu'en disant avec l'illustre auteur de l'histoire de la conquête (2) : « Cet arrêté dénotait chez son auteur plus de bon vouloir que de connaissances juridiques ».

« Pour les Français notamment... et en matière « criminelle, l'action de la Cour de justice était « limitée à l'instruction des affaires ; les prévenus « devaient être renvoyés en France pour y être « jugés. Le législateur ne prévoyait pas que les « Cours d'assises du Rhône et du Var allaient se « refuser à connaître de faits commis hors du « territoire affecté à leur compétence...

« Malgré tous ses défauts, l'arrêté du 22 octobre « répondait à un si grand et si pressant besoin « qu'il fut accueilli avec satisfaction, et que les « décisions judiciaires furent acceptées sans trop « de plaintes, chose encore plus étonnante, quand

1. Cette lettre est rapportée dans une « Pétition des colons d'Alger à la Chambre des députés de 1833 ».

2. Camille Rousset, *Histoire de la conquête de l'Algérie*.

« on voit par quels hommes elles étaient en ce
« temps-là rendues.

« La Cour se composait d'un président, M. De-
« val, l'ancien consul de France, et de deux juges,
« l'un ancien contrôleur au théâtre de la Porte
« Saint-Martin, l'autre interprète attaché à l'ar-
« mée... Après tout, les juges étaient proportion-
« nés aux justiciables. Le personnel d'aventure
« qui avait suivi l'armée en Afrique appartenait
« en général à la catégorie peu estimable, qui,
« dans ce jargon des ports de la Méditerranée
« qu'on appelle langue franque, était désignée par
« le mot de « mercanti ».

Un dernier détail montrera combien hâtive et peu approfondie avait été la préparation de l'arrêté du 22 octobre. On avait oublié d'instituer près de cette juridiction nouvelle un ministère public, et ce n'est que par un arrêté du 3 février 1832 (1), que cette lacune fût comblée ; un des membres du tribunal correctionnel, (créé par l'arrêté du 22 octobre et que nous n'avons pas à étudier ici), fut chargé des fonctions de procureur du roi près les deux juridictions.

On comprend sans peine quelle confusion et

1. Cet arrêté qui ne figure pas dans la collection des actes du gouvernement est mentionné dans les ouvrages précités de M. Fau et de M. Vandier, p. 9 et 10.

quel désordre dans l'application de la justice, devaient entraîner les prescriptions confuses de l'arrêté du 22 octobre. Un document de l'époque affirme bien, il est vrai, que l'organisation inaugurée par cet arrêté, a donné les meilleurs résultats ; mais des mesures officielles devaient bientôt démentir ce plaidoyer « *pro domo* » (1).

Le 20 juin 1831, en effet, le général en chef, baron Berthézène, prenait un arrêté instituant une commission, chargée de réviser les différents arrêtés pris pour l'administration de la justice et de proposer des améliorations (2).

L'exposé des motifs contient un considérant qui prouve à lui seul la nécessité où l'on était de mettre un peu d'ordre dans la législation de cette matière. « Considérant, est-il dit en effet, que cet
« arrêté rendu dans les premiers mois qui ont suivi
« l'occupation ne satisfait plus aux besoins qui se
« sont compliqués par suite de l'accroissement
« considérable de la population européenne depuis

1. « Notice sur le mode de gouvernement provisoirement établi dans le royaume d'Alger », par l'Intendant, président du Comité de gouvernement. Alger, 1^{er} janvier 1831, p. 10 à 13.

2. La Commission était composée de MM. de Guiroye, sous-intendant militaire, secrétaire général de la Commission administrative de la Régence, président ; Deval, consul de France, membre de la Commission administrative et Roland de Bussy, président du Tribunal.

« cette époque, et que l'expérience y a d'ailleurs
« révélé des lacunes qu'il est urgent de rem-
« plir » (1).

Le premier résultat des travaux de cette commission fut un arrêté du 16 février 1832, qui ne devait qu'augmenter la confusion (2). Cet arrêté déférait les recours contre les décisions judiciaires, au Conseil d'Administration.

On aperçoit de suite la singularité de cette disposition législative qui ne fixait ni les limites, ni les cas de ce droit d'appel, et qui instituait juge d'appel un corps purement administratif (3). Cette bizarre attribution de juridiction serait due, d'après M. Vandier, à l'influence du baron Pichon, intendant civil, conseiller d'Etat, enclin naturellement à faire prédominer la justice administrative (4).

Les formes de ce droit d'appel furent réglées par un arrêté du 1^{er} mars 1832.

1. *Collection des actes du gouvernement* (vol. de 1830 à 1834), p. 106-107.

2. *Collection des actes du gouvernement* (vol. de 1830 à 1834), p. 167-168.

3. Le conseil d'administration de la colonie se composait, en effet, aux termes de l'arrêté constitutif du 1^{er} décembre 1830, du général en chef, de l'intendant civil, du commandant de la station navale, de l'inspecteur général des finances, du directeur des domaines, etc.

4. Vandier, *op. cit.*, p. 11.

Le désordre ne faisait qu'augmenter dans l'administration de la justice par suite des scrupules des autorités civiles et militaires qui refusaient souvent de juger en présence de ces textes obscurs et compliqués. Il avait été porté à son comble par l'intendant civil Genty de Bussy, qui, d'après C. Rousset, « était un grand paperassier faisant beaucoup de bruit et de besogne; mais dont le bruit assourdissait les gens, et dont la besogne n'était pas meilleure » (1).

Pourtant c'est à son initiative, que l'on dut l'arrêt du 16 août 1832, qui vint mettre un peu de clarté dans les règles de la matière, et qui créa le premier tribunal criminel en Algérie (2).

L'exposé des motifs de cet arrêt constitue la critique la plus exacte de l'arrêt de 1830, et montre combien sa modification était nécessaire, et quelle importance devait avoir la nouvelle législation.

Il est ainsi conçu :

« Vu les instructions criminelles commencées
« contre les nommés..... considérant qu'il y a incertitude dans quelques unes des dispositions
« des arrêtés sus énoncés, sur la compétence,
« soit des conseils de guerre, soit des tribu-

1. C. Rousset, *Histoire de la conquête de l'Algérie*.

2. *Collection des actes du gouvernement* (vol. de 1830 à 1834), p. 222 à 223, Ménerville, I, 384.

« naux civils; que les juridictions, établies par
« eux, ne se trouvent point définies d'une manière
« assez précise dans leurs limites et dans leurs
« effets; qu'ils ne contiennent d'ailleurs aucune
« prévision pour des cas qui peuvent se pré-
« senter, et qui se présentent en effet fréquem-
« ment;

« Considérant qu'il résulte de ces incertitudes
« et de ces lacunes, que, soit les tribunaux civils,
« soit les Conseils de guerre, refusent respective-
« ment de connaître de crimes ou de délits dont
« la connaissance ne leur est pas expressément at-
« tribuée par les arrêtés; qu'ainsi les attentats les
« plus graves restent souvent sans répression ou
« que la détention des prévenus se prolonge sans
« qu'ils puissent obtenir d'être jugés;

« Considérant qu'il convient d'étendre à tous les
« habitants de la Régence, à quelque nation qu'ils
« appartiennent, une protection et une répression
« qui sont toutes deux d'ordre public;

« Considérant que les dispositions qui n'attri-
« buent à la Cour de Justice que l'instruction des
« affaires criminelles entre Français, ou entre
« Français et Etrangers, sauf le renvoi des préve-
« nus devant les tribunaux de France, ou devant
« le Général en chef, sont non seulement d'une

« exécution difficile, mais d'un effet préjudiciable
« à la bonne administration de la Justice :

« **Considérant** enfin qu'il y a urgence et qu'il
« importe de pourvoir à des besoins immédiats,
« sans attendre l'organisation générale et défini-
« **tive de la Justice à Alger** ».

L'arrêté était assez logiquement édicté et s'occupait successivement des Européens, des Arabes et des Israélites. Son article 1^{er} conservait aux conseils de guerre leur juridiction pour les crimes, emportant peine afflictive ou infamante, commis par les indigènes contre les personnes ou les propriétés des Français ou des étrangers. Entre Arabes les causes criminelles étaient toujours déférées au cadi maure ; entre Israélites elles ressortissaient du tribunal des rabbins. Mais désormais ces deux juridictions ne prononçaient plus qu'en premier ressort ; l'appel était porté devant le conseil d'administration (article 6).

La grande innovation de l'arrêté consistait dans la création de la cour criminelle, composée de magistrats de la cour de justice et du tribunal correctionnel, au nombre de sept membres, et jugeant d'après les formes et les règles établies par les lois sur la procédure en matière correctionnelle (art. 3).

Il s'agissait bien là désormais, d'une juridic-

tion de jugement, et non plus comme sous l'empire de l'arrêté du 22 octobre, d'une chambre d'instruction.

Cette cour criminelle connaissait d'abord des causes entre Israélites et Musulmans, qui étaient retirées au *cadi maleki*, précédemment compétent (art. 7.)

Elle avait pour mission surtout de juger, « les
« crimes emportant peine afflictive, ou infamante
« commis par des Français ou des étrangers, ou
« quand il y avait des Français ou des étrangers
« parmi les prévenus. »

Cette cour elle aussi ne jugeait qu'en premier ressort et ses décisions étaient également déférées au Conseil d'administration de la Régence, (art. 2 et 4).

La peine capitale ne pouvait toujours être exécutée qu'après approbation du général en chef (1).

1. On a pu remarquer le caractère provisoire que donnait à l'arrêté le dernier considérant de l'exposé des motifs. C'est qu'en effet, à cette date, rien n'était moins décidé dans les hautes sphères gouvernementales que notre établissement définitif en Algérie.

Le 1^{er} mars 1831, à la Chambre des Pairs, le maréchal Soult, répondant à une question du comte de Montalembert sur notre établissement en Algérie, se bornait à dire que « l'on
« doit compter que le gouvernement fera tout ce qu'il doit
« pour l'honneur et la dignité de la France ».

Le 20 mars 1832, à une question du maréchal Clauzel à la

Si l'on tient compte du peu de certitude de notre occupation à Alger à cette époque, et aussi de la complexité des questions à résoudre, de leur difficulté et du manque d'expérience, que l'on en avait, il faut reconnaître que l'arrêté de 1832, constituait un progrès immense sur la législation antérieure.

Chambre des députés, le maréchal Soult répondait, tout en affirmant la solidité de l'occupation : « Je ne puis pas dire positivement ce qui en adviendra. » Et le lendemain, Casimir-Périer confirmait ces paroles.

Le 19 février 1833, le duc de Broglie, ministre des affaires étrangères, déclarait que « jusqu'à présent, il n'est pas entré dans la pensée du gouvernement d'évacuer Alger ». Même après la loi du 23 avril 1833, cette incertitude durait encore, et elle ne prit fin qu'en avril 1835, après un débat de plusieurs jours, où l'avenir de la colonie fut en danger.

C'est dans ce débat que, sans parler du député Desjobert et de sa phrase sur le « boulet algérien », on vit successivement les députés Passy, déclarer qu'il donnerait volontiers l'Algérie pour une bicoque du Rhin ; Piscatory, qu'il serait heureux pour la France de n'avoir pas conquis Alger ; de Sade, dire qu'il fallait évacuer au plus tôt ; Dupin, lui-même, affirmer qu'il fallait libérer le plus tôt possible la France d'un fardeau qu'elle ne pourra et ne voudra pas supporter plus longtemps. Le premier ministre, maréchal Soult, avait déclaré se désintéresser de la question. L'Algérie ne demeura française que grâce à l'intervention éloquente d'un des membres de la Commission d'enquête, dont nous parlerons bientôt, M. Laurence, appuyé par Lamartine et aussi grâce à l'action très énergique, exercée sur l'esprit du roi Louis-Philippe, par le duc d'Orléans, qui avait le fanatisme et la passion de l'Algérie.

Il évitait ces conflits permanents de juridiction, en réglant toutes les questions de compétence jusqu'alors indéterminées. En faisant juger à Alger même, les crimes commis par des Européens, il supprimait des impossibilités juridiques et des retards bien souvent nuisibles à l'administration de la justice, en même temps qu'il assurait d'une façon plus complète l'exemplarité de la répression en déférant désormais à la cour française les affaires criminelles où des Juifs ou des Musulmans étaient simultanément en cause. Il enlevait les Israélites au cadi, qui, par tradition religieuse et par haine de race, pouvait être animé à leur égard d'un esprit d'hostilité partielle.

Enfin en proclamant l'appel des jugements des tribunaux indigènes, il prévenait les abus et répondait aux traditions même du passé pour le peuple arabe, puisqu'il instituait le recours au souverain, et à la Cour son délégué, recours qui, nous l'avons vu, avait de tout temps, fonctionné dans l'ancienne Régence.

Par une disposition assez bizarre et sans précédents dans l'histoire de nos institutions judiciaires, les fonctions de juge d'instruction et de ministère public près la cour criminelle, étaient remplies cumulativement par un seul et même magistrat, le procureur du roi,

Le grand défaut de l'arrêté du 16 août 1832 en matière criminelle avait été de continuer à investir le Conseil d'administration du jugement des appels.

Cette attribution insolite de juridiction répressive, à un corps administratif, ne tarda pas à le transformer en une vraie juridiction judiciaire, en même temps qu'elle absorbait toutes ses séances, et le détournait de sa véritable attribution « l'organisation et l'administration du pays ». Aussi un arrêté du 8 octobre 1832 vint-il étendre en cette matière la compétence de la Cour criminelle (1).

Désormais elle connaissait en dernier ressort de tous les crimes commis par des étrangers, sauf en cas de condamnation à la peine capitale, auquel cas l'appel était possible devant le conseil d'administration.

D'autre part, elle devenait, au lieu et place du conseil d'administration, tribunal d'appel de tous les jugements rendus par les cadis ou les rabbins. La compétence anormale du conseil d'administration était donc réservée en cause d'appel au seul cas de condamnation à mort « d'individus appartenant à toutes « autres nations qu'à celles maures ou juives. »

1. *Collection des actes du gouvernement* (vol. de 1830 à 1834) p. 267-268, Ménerville, I, 385.

L'arrêté du 16 août 1832 devait être le dernier grand acte du gouvernement local concernant la justice en Algérie.

L'opinion publique en France commençait en effet à s'occuper de plus en plus de nos possessions d'Afrique. La conquête poursuivie avec une ténacité et un courage héroïques, s'étendait chaque jour.

Dans les hautes sphères gouvernementales, un parti peu nombreux, mais actif et intelligent, à la tête duquel étaient le prince héritier, duc d'Orléans et le maréchal Clauzel, s'efforçait de faire triompher la cause de l'Algérie. A la suite de débats longs et passionnés, les Chambres votèrent la loi du 23 avril 1833, par laquelle l'Algérie était désormais soustraite aux fluctuations des arrêtés locaux et réglementée par des ordonnances royales. Une commission fut chargée d'aller en Algérie se rendre compte de l'état de la colonie (1).

Elle commença ses travaux en juillet et à son retour à Paris, une commission supérieure fut

1. Cette commission, présidée par le lieutenant-général, pair de France, Bouet, se composait, en outre, du comte d'Hauversart, pair de France, de MM. Laurence, Piscatory, de la Pinsonnière, Reynard, députés ; du maréchal de camp Montfort, inspecteur du génie et du capitaine de vaisseau Duval d'Ailly.

chargée de présenter des projets définitifs d'organisation (1).

Cette commission se prononça par 17 voix contre 2 pour l'occupation définitive (2).

C'est lors de la discussion de son rapport qu'eut lieu le débat décisif pour l'avenir de l'Algérie, que nous avons relaté dans une précédente note.

L'un des membres les plus distingués de cette commission, M. Laurence, député, avait spécialement été chargé de la partie concernant l'organisation judiciaire.

C'est à lui que revient l'honneur d'avoir préparé le premier texte approfondi réglant en Algérie ces délicates matières, l'Ordonnance Royale du 10 août 1834 (3).

1. La commission supérieure, présidée par le duc Decazes, comprenait les enquêteurs venus en Algérie, et en outre, le général Guilleminot, pair de France, MM. Duchâtel, Dumon, Passy, de Sade, Baude, députés, le général Bernard, le vice-amiral de Rosamel et l'intendant Volland.

2. Les deux opposants irréductibles étaient MM. de Sade et Passy, députés.

3. Il importe de mentionner pour cette période une curieuse disposition du néfaste traité Desmichels, du 26 février 1834, qui portait que les déserteurs français nous seraient rendus par Abd-el-Kader, et les malfaiteurs arabes lui seraient remis. En fait, cette extradition semble n'avoir guère été appliquée

CHAPITRE III

PREMIÈRES GRANDES MESURES DU POUVOIR CENTRAL (1834-1842).

L'ordonnance royale du 10 août 1834, qui devait au criminel régir les possessions françaises du nord de l'Afrique pendant plus de huit années, porte la marque des idées très personnelles souvent originales, et toujours assez complexes de M. Laurence. Cette mesure législative, qui laissait entrevoir l'organisation définitive de la justice en Algérie préparait la voie à une assimilation de plus en plus complète avec la mère-patrie.

Celui qui l'avait élaborée était tout indiqué pour la mettre en pratique. Deux jours après la promulgation de l'ordonnance, le roi, par ordonnance du 12 août 1834, nommait M. Laurence, membre de la Chambre des députés, commissaire spécial de la justice, dans les posses-

sions du Nord de l'Afrique, et procureur général par intérim, près le tribunal supérieur des dites possessions (1).

Il ne faut guère chercher, dans l'ordonnance royale du 10 août 1834, une classification bien précise de toutes les matières qu'elle étudie. Les nombreuses dispositions qu'elle comporte sont assez entremêlées, et l'ordre qu'elle adopte, en apparence très logique, est en réalité assez compliqué. C'est, en ne suivant pas le texte même littéralement, mais en rapprochant les idées qui doivent être examinées ensemble, que nous allons étudier cette ordonnance; elle mérite, et par son importance, et par sa complexité, d'être vue de très près (2).

Une des innovations capitales de l'ordonnance de 1834, innovation en principe des plus heureuses, et qui, restreinte dans les cas d'application trop absolue qu'elle entraînait à son début, a persisté, et s'est maintenue jusqu'à nos jours, est la division de la colonie, en territoire civil, et territoire militaire, établie tacitement par les articles

1. *Bulletin officiel des actes du gouvernement* (vol. de 1834 à 1839, p. 49). (M. Laurence ne conserva ses fonctions que jusqu'en juillet 1835).

2. L'ordonnance de 1834 est rapportée au *Bulletin officiel*, I (vol. de 1834 à 1839), 3, et dans Ménerville, I, 385.

4 et 37 de l'ordonnance. L'autorité judiciaire, les règles de procédure diffèrent essentiellement, et il importe de les étudier séparément.

§ I. — *Territoire civil.*

Le territoire civil qui devait, par la suite et au fur et à mesure des progrès de la colonisation, devenir de plus en plus étendu, se composait d'une zone, déterminée par arrêté du gouverneur général autour des trois villes, d'Alger, Oran et Bône (1).

Dans chacune de ces trois villes, était installé un tribunal de première instance composé, à Alger, de deux juges : dans les deux autres sièges, d'un seul. Le principe établi, et il était assez original, était cette institution du juge unique, chère à M. Laurence, qui devait durer jusqu'en 1842.

Au-dessus de ces trois tribunaux, et comme juridiction criminelle, soit de premier ressort, soit d'appel, était créé un tribunal supérieur, siégeant

1. L'étendue de ces ressorts judiciaires fut fixée, pour Alger, par les arrêtés du 8 juillet 1837 et du 15 avril 1839 ; pour Oran, par l'arrêté du 7 mai 1838 ; pour Bône, par les arrêtés du 28 juillet 1838 et du 23 septembre 1840. D'autres arrêtés complétèrent ces mesures à la suite des progrès de la conquête.

à Alger, et jugeant au nombre de quatre juges au moins.

Mentionnons encore que les cadis conservaient en certains cas leur juridiction, et qu'enfin certains hauts pouvoirs étaient maintenus au gouverneur général. Nous en aurons terminé avec l'étude de ce personnel en faisant remarquer, que désormais les consuls perdaient tout droit de juridiction sur leurs nationaux, et que le tribunal des rabbins, en matière criminelle tout au moins, était formellement supprimé.

Passons maintenant à l'étude de la compétence des diverses juridictions instituées ou maintenues par l'ordonnance de 1834.

« Les tribunaux français connaissent désormais
« de tous les crimes commis par des Français, des
« Israélites ou des étrangers, ou par des indigènes
« musulmans, au préjudice de Français, d'Isra-
« élites, ou d'étrangers. Ils ne peuvent appliquer
« que les peines établies au Code pénal fran-
« çais » (1).

A Alger même, le tribunal compétent pour connaître de ces crimes était le tribunal supérieur. L'instruction était faite par le juge du tribunal

1. Cette règle nouvelle devait avoir des conséquences imprévues et en opposition avec l'idée de faveur aux indigènes qui l'avait dictée à l'auteur de l'ordonnance.

de première instance, et le renvoi prononcé par le procureur général.

A Oran et à Bône, si le crime n'était pas puni par la loi d'une peine supérieure à celle de la réclusion, le juge unique en connaissait en dernier ressort ; sinon son jugement n'était rendu qu'à charge d'appel devant le tribunal supérieur.

La composition de ces juridictions n'était d'ailleurs plus la même lorsqu'elles avaient à juger des Musulmans. En ce cas, le juge unique était assisté d'un assesseur musulman, ayant voix simplement consultative, et le tribunal supérieur de deux assesseurs musulmans, ayant voix délibérative sur la déclaration de culpabilité, et consultative sur l'application de la peine. Ces assesseurs, qui participaient également aux audiences civiles, étaient désignés par arrêté du gouverneur.

C'était, on le voit, le retour au système de l'arrêté du 30 septembre 1830, et l'application absolue du principe du jugement de l'accusé par ses pairs (1). Enfin, les arrêts du tribunal supérieur pouvaient toujours être attaqués par la voix du pourvoi en cassation.

1. Notons dès à présent qu'un mouvement très important de retour au système des assesseurs indigènes s'est dessiné dans ces dernières années, et qu'il forme un des articles communs à plusieurs des projets de réforme que nous étudions plus loin.

On a remarqué que l'ordonnance n'avait donné compétence aux tribunaux français, lorsque l'auteur du crime était un Arabe, que si la victime était européenne ou israélite. Quand l'Arabe était en effet prévenu de crime contre la personne ou la propriété d'un autre Arabe, le cadi restait compétent, jugeait d'après la loi du pays et condamnait à une des peines admises par la coutume musulmane.

Néanmoins, et par mesure de précaution, aucun jugement de condamnation ne pouvait être exécuté sans le visa du procureur général, et de plus, appel pouvait toujours être interjeté devant le tribunal supérieur. De même le tribunal supérieur pouvait, si le cadi négligeait ou refusait de juger, évoquer la poursuite.

Dans ces deux hypothèses, le tribunal supérieur devait appliquer la loi du pays, à moins que la peine prononcée par la loi française pour une espèce semblable ne fût moindre, auquel cas c'était cette loi qui devenait applicable.

Dans un cas, le cadi était juge en dernier ressort : c'était lorsque le crime n'était pas prévu par la loi française.

Notons enfin que l'ordonnance donnait au gouverneur le droit d'ordonner un sursis à l'exécution de toute condamnation et que l'autorisation

formelle et écrite de ce haut fonctionnaire était nécessaire comme par le passé pour l'exécution des jugements portant condamnation à mort (1).

§ II. *Territoire militaire.*

Si les conseils de guerre avaient perdu la connaissance des crimes commis par des indigènes sur des Européens en territoire civil, ils devenaient, de par l'ordonnance de 1834, juges criminels de droit commun dans tout le reste du territoire de la colonie, sous une réserve que nous allons déterminer d'ailleurs à l'instant.

Les conseils de guerre connaissaient donc des crimes commis par un indigène au préjudice d'un Européen (Français, Israélite, ou étranger), des crimes commis par un indigène, au préjudice d'un autre indigène, alors seulement, que le fait à punir intéressait la souveraineté française, ou la sûreté de l'armée, enfin des crimes commis par un Français contre un indigène.

Les deux premières attributions de compétence

1. Ces pouvoirs du gouverneur, qui s'étendaient également aux juridictions de territoire militaire, furent confirmés dans l'article 14 de l'arrêté ministériel du 1^{er} septembre 1834, réglant les attributions du gouverneur général.

étaient naturelles et mêmes nécessaires dans un pays à peine conquis, et où il importait de se montrer particulièrement sévère dans l'application des lois répressives. La troisième, celle qui rendait des Français, étrangers à l'armée, justiciables des conseils de guerre était plus sujette à critiques et on ne tarda pas dans de nombreuses brochures, à s'élever contre cette mesure, dont le maintien parut surtout injustifiable dans l'ordonnance de 1842. A la population un peu hétéroclite qui suivait les armées en conquête, s'était alors substituée la race honnête et héroïquement laborieuse des colons qui devaient faire de l'Algérie la grande et puissante colonie qu'elle est, et qu'elle sera surtout, lorsque les dernières crises de son adolescence se seront apaisées, et qu'elle pourra marcher résolument dans la voie de son progrès définitif(1).

On a remarqué que deux sortes de crimes ne rentraient pas dans la compétence des conseils de guerre. C'était, tout d'abord, les crimes commis par des Européens sur des Européens : le texte, par

1. Les Européens, résidant en territoire militaire, furent rendus à la juridiction civile par le décret du 15 mars 1860. Le rapport à l'empereur, qui précède ce décret, indique nettement les motifs de ce changement de compétence, et les raisons qui avaient fait maintenir aux conseils de guerre leurs pouvoirs anormaux en cette matière.

une inadvertance assez singulière dans son minutieux exposé, n'avait pas songé à s'en occuper.

On en conclut pourtant que les conseils de guerre devaient également en connaître, puisqu'ils étaient juges de droit commun et investis de la plénitude de juridiction en territoire militaire. De plus on inféra également du silence du texte qu'aucune voie de recours n'était ouverte contre les décisions des juges militaires.

L'ordonnance de 1842 (art. 42) devait donner à ces deux difficultés une solution légale. Elle étendit à tous les crimes d'Européens la compétence des conseils de guerre en ouvrant d'abord dans tous les cas aux condamnés le recours en revision, et de plus, mais seulement pour incompétence ou excès de pouvoir, le pourvoi en cassation.

La seconde espèce de crimes, dont ne connaissaient pas les conseils de guerre, étaient ceux commis par des Arabes au préjudice d'Arabes, lorsque le fait à punir n'intéressait ni la souveraineté française, ni la sûreté de l'armée. L'ordonnance de 1834 les laissait formellement à la juridiction des cadis et devant le silence du texte, la jurisprudence avait décidé que ces décisions du juge musulman étaient en dernier ressort. (Tribunal supérieur d'Alger, 27 novembre 1838).

Ajoutons que certains indigènes devaient bien-

tôt, théoriquement tout au moins, échapper à nos juridictions, en vertu de l'article 12 du traité de la Tafna (30 mai 1837) qui établissait que « les criminels des deux territoires seront réciproquement rendus ». On sait que l'inexécution de cette clause fut un des motifs apparents de la rupture de nos relations avec l'émir Abd-el-Kader en 1839.

Avant de poursuivre l'étude du développement historique de la justice criminelle en Algérie (1), il est intéressant de nous arrêter un instant et d'étudier, d'après les très curieux témoignages des contemporains l'effet, que produisit l'ordonnance de 1834 et la façon dont les populations de la colonie apprécièrent cette grande mesure préparatoire d'assimilation judiciaire à la mère-patrie.

S'il faut en croire les documents officiels, tout fut pour le mieux ou plutôt pour le moins mal ; et tout le monde dut trouver parfait le fonctionne-

1 C'est pour faciliter l'exposé des idées que nous avons employé le terme « Algérie » en parlant de la colonie dans les pages qui précèdent. Le titre officiel de notre conquête avait d'abord été « Ancienne Régence d'Alger », puis « Possessions françaises dans le Nord de l'Afrique ». Le vocable « Algérie » est employé, pour la première fois, dans un arrêté de nomination de fonctionnaire du gouverneur général, maréchal comte Valée, du 15 novembre 1839, *Bulletin officiel*, II (de 1838 à 1851), p. 39.

ment des nouveaux tribunaux criminels. C'est du moins ce que permettrait de croire le discours d'installation, prononcé le 25 octobre 1835, par le nouveau procureur général, M. Réalier-Dumas (1). Le chef de la justice en Algérie s'étendit longuement sur les mérites de l'ordonnance et les réformes à apporter au fonctionnement de l'organisation judiciaire de la colonie. Sa mercuriale ne parle pas de la justice criminelle, ni pour en blâmer ou en louer le mécanisme, ni pour y proposer des modifications.

Des esprits, peut-être chagrins, se plaignaient au contraire de l'incapacité des juges chargés en Algérie d'appliquer les lois. Nous en trouvons un écho assez pittoresque dans deux anecdotes, citées dans un mémoire, souvent pamphlétaire, d'un ancien lieutenant de police à Alger, et sur lesquelles nous ne voulons pas insister (2).

Si des juges, nous passons aux justiciables européens, nous trouvons également une pareille diver-

1. Discours prononcé le 25 octobre 1835, par M. Réalier-Dumas, procureur général près les Tribunaux dans les possessions françaises du nord de l'Afrique.

2. *Alger*. De son occupation depuis la conquête en 1830 jusqu'au moment actuel. Appel au public impartial, par d'Aubignosc, ex-membre de la commission de gouvernement et lieutenant général de police. Paris, juillet 1836, p. 36 à 38.

gence entre les témoignages des contemporains. S'il faut en croire l'un des auteurs de l'époque, qui ont le mieux connu les hommes et les choses algériennes, les colons français méritaient toute la défiance dont avait fait preuve à leur endroit le rédacteur de l'ordonnance de 1834, visiblement trop « arabophile », pour employer un terme très en faveur aujourd'hui.

« Les Européens de la Mitidja, à cette époque, « étaient des voisins assez incommodes pour les « indigènes, du moins en général, car il y avait « des exceptions. On ne saurait croire à quels « excès d'injustes extravagances, ils poussaient « quelquefois leurs prétentions. L'un d'eux, nouveau Cacus, propriétaire assez équivoque d'ailleurs d'un champ où deux chemins se croisaient, avait établi, de son autorité privée, un poste armé au carrefour, et de là, faisait main basse sur tout le bétail qui passait sur ces chemins fréquentés de tout temps et dont il se portait propriétaire exclusif. Un autre ayant tué un Arabe d'un coup de fusil s'excusait en disant qu'il l'avait pris pour un malfaiteur hadjoute, et trouvait fort étrange que la justice se permit d'examiner le fait » (1).

1. Pellissier de Raynaud, *Annales algériennes*, II, 342.

Vers la même époque, un autre contemporain qui devait, plus tard, devenir secrétaire général du gouvernement de l'Algérie, le capitaine d'état-major Sol, écrivait ces lignes que nous tenons à citer, parce qu'elles réhabilitent en partie les colons algériens de l'âge héroïque (1).

« Sous l'influence de funestes préventions qu'elle
« apportait de France, l'administration nouvelle
« est arrivée avec la pensée que l'autorité précé-
« dente s'était souvent livrée à des actes de vio-
« lence, que les naturels du pays avaient toujours
« été, dans leurs transactions, victimes des Euro-
« péens, et que ceux-ci, abusant de leur position,
« avaient commis de grandes injustices. Elle
« s'est crue appelée à redresser tous ces torts et a
« d'abord pris une attitude assez peu rassurante
« pour les colons venus d'Europe. Les Arabes
« habiles à profiter de ces circonstances, ont
« cherché par de faux rapports à entretenir ces
« dispositions dans les esprits. De là une indul-
« gence extrême envers des indigènes coupables
« de plusieurs crimes. Nous n'accusons ici per-
« sonne : l'autorité peut avoir été guidée par un
« sentiment de bien public ; mais nous jugeons
« des faits et nous les jugeons avec la franchise

1. Sol, *Du système à suivre pour la colonisation d'Alger*, articles publiés dans le *Spectateur militaire* d'août 1835, p. 495-496.

« et la liberté qui appartiennent à des hommes
« qui n'obéissent qu'à une conviction intime, et
« auxquels une longue connaissance du pays
« donne quelques droits d'émettre leur opinion.
« C'est une politique mauvaise, dangereuse, fatale,
« que celle qui consiste à tolérer la violation des
« propriétés et les désordres qui en sont la suite.
« Aucun peuple ne possède à un plus haut degré
« que les Arabes le sentiment de la justice ; c'est
« la seule force à laquelle ils se soumettent sans
« se plaindre. Il ne faut pas croire qu'ils sachent
« le moindre gré à l'autorité de la conduite qu'elle
« a tenue envers des coupables. Ignorants, mais
« pleins d'orgueil, c'est à la faiblesse, à la pusil-
« lanimité, et non pas à la clémence qu'ils attri-
« buent ces ménagements. L'indulgence, poussée
« trop loin, n'est pour eux que l'impunité, et un
« encouragement à mal faire. Un tel système, s'il
« continuait à être suivi, serait fait pour retarder,
« plutôt que pour hâter un rapprochement que
« nous appelons de tous nos vœux.... Nous savons
« que le temps fera justice de toutes ces préven-
« tions que des magistrats nouveaux ont portées à
« leur arrivée ; nous savons qu'un plus long sé-
« jour dans le pays, qu'une connaissance plus
« parfaite des hommes et des choses changeront
« leurs opinions, qu'ils jugeront alors avec moins

« de sévérité les actes de leurs prédécesseurs, et
« qu'ils acquerront la certitude que le caractère
« fin et délié des naturels leur a donné souvent
« un funeste avantage dans leurs relations avec
« les Européens ».

Les Arabes, dont le rédacteur de l'ordonnance avait ainsi épousé les justes sujets de plainte ou les habiles récriminations, accueillirent-ils du moins favorablement cette mesure de visible bienveillance ?

Il semble que non. Habitué qu'ils étaient au système des peines corporelles, la substitution de nos mesures privatives de liberté ne leur parut en rien un progrès, et il faut avouer que dans certains cas, ils avaient raison.

L'espèce suivante permettra d'en juger. Un nommé Mohammed ben Embarck, accompagné de plusieurs indigènes restés inconnus, vola des mules au préjudice d'un cultivateur arabe de la tribu des Beni-Moussa. Ce vol était qualifié par les circonstances aggravantes de nuit, port d'armes, violence et pluralité d'agents. Le cadi maleki condamna, le 9 août 1839, Mohammed ben Embarck à la peine de cinquante coups de bâton. Sur appel du procureur général, le tribunal supérieur reforma la décision du juge indigène, et condamna Mohamed ben Embarck à la

peine de cinq années de travaux forcés et à l'exposition (1).

De semblables décisions ne pouvaient que paraître injustes aux Arabes, et elles furent fréquentes.

Ce qui les rend encore plus curieuses, c'est que par une sorte d'ironie bien originale, le texte sur lequel elles se basent dans cette substitution de peines, l'article 41 § 2 de l'ordonnance de 1834 est ainsi conçu : « Dans ce cas (d'appel) le tribunal
« supérieur applique la loi du pays. Il doit appli-
« quer la loi française *si elle prononce une peine*
« *moindre* ».

On conçoit assez aisément que les indigènes n'aient pu considérer, comme une mesure favorable à leur endroit, ce remplacement de cinquante coups de bâton par cinq années de travaux forcés, et on comprend leurs doléances, qu'exposait, avec sa profonde connaissance du sujet, M. Laurence, dans un discours prononcé à la Chambre des députés le 9 juin 1836 « L'indigène, disait l'ancien
« procureur général, le musulman ne connaît
« que sa loi ; il l'invoque, il la réclame ; elle lui
« est chère, à tort ou à raison, peu importe. Ce
« qu'il y a de certain, c'est qu'il la réclame, et
« moi, magistrat au nom de la France, chargé

1. Nous empruntons cette espèce à l'intéressant ouvrage de M. Eon, p. 29.

« d'administrer et de faire administrer la justice,
« j'ai entendu des Arabes donner la préférence
« au châtimement du cadi sur le châtimement français,
« J'ai vu des Arabes venir me dire à moi-même,
« que nos lois étaient insensées, qu'ils en trou-
« vaient, quant à eux, l'application injuste ; car,
« disaient-ils, quand j'ai quitté le tribunal du
« cadi qui m'a puni, je rentre dans ma famille,
« je peux cultiver mon champ, et donner du pain
« à mes enfants, tandis que toi, tu m'arrêtes avant
« de me juger, tu me retiens après m'avoir jugé,
« et pendant que je languis dans l'ombre, man-
« geant ton pain dans la prison, ma femme et
« mes enfants n'en ont pas ».

« Voilà la logique des Arabes. S'il m'avait été
« permis de considérer les peines dans leurs
« rapports avec ceux qui doivent les subir,
« j'aurais dû faire droit à leurs réclamations, et
« les renvoyer au cadi ».

Mal appliquée, semble-t-il, trop injuste au moins dans son esprit envers les colons qui en souffraient dans certains cas, trop favorable aux indigènes, qui n'appréciaient pas cette mesure de bienveillance, l'ordonnance de 1834 devait néanmoins régir pendant près de neuf ans la justice criminelle en Algérie.

Deux atteintes y furent cependant portées.

La première est l'ordonnance royale du 28 février 1841, première œuvre d'un homme qui devait donner à la magistrature algérienne, et à l'organisation judiciaire de la colonie sa charte définitive (1).

Cette ordonnance qui remplaçait le tribunal supérieur par une cour royale, siégeant à Alger, décidait que désormais les juges d'Oran et Bône ne connaîtraient des causes criminelles qu'à charge d'appel. On se souvient qu'en vertu de l'ordonnance de 1834, ils jugeaient en dernier ressort dans tous les cas où la peine était inférieure à la réclusion. De plus, et toujours en territoire civil, les crimes d'indigènes contre indigènes, précédemment maintenus aux cadis, étaient désormais justiciables des tribunaux français.

Une autre ordonnance royale du 1^{er} avril 1842 enleva au gouverneur général, son droit d'intervention, dans les jugements portant peine capitale, droit qui, depuis la conquête, lui avait toujours été reconnu (2).

Aucune exécution à mort, on se le rappelle, ne pouvait avoir lieu sans l'autorisation écrite du gouverneur. L'ordonnance ne lui conserva plus

1. *Bulletin officiel* (de 1838 à 1841), p. 268. L'ordonnance avait été préparée par le procureur général Henriot.

2. *Bulletin officiel*, III (de 1842 à 1843), p. 30.

ce droit que dans le cas d'extrême urgence, et à charge d'en rendre immédiatement compte au ministre de la guerre.

C'était au roi que l'on devait désormais normalement en référer, et l'exécution, n'était possible, dit l'ordonnance, « qu'autant que le souverain avait décidé de laisser un libre cours à la justice. »

CHAPITRE IV

L'ORDONNANCE DE 1842 (1842-1854)

La présence à la tête des services judiciaires algériens de M. Henriot, procureur général, devait donner à l'Algérie une règle qui, en matière criminelle, la rapprochait de plus en plus de la métropole et lui faisait franchir une nouvelle étape dans la voie de l'assimilation. C'est à l'activité féconde de ce savant magistrat, que la justice algérienne allait devoir l'ordonnance du 22 octobre 1842, mise en vigueur le 1^{er} janvier 1843 (1).

L'ordonnance du 22 octobre maintient, elle aussi, la distinction des deux territoires civil et militaire, et comme dans le précédent chapitre,

1. *Bulletin officiel*, III, p. 116 ; Ménerville, I, p. 391. La date du 22 octobre est celle de la promulgation. L'ordonnance a été signée le 26 septembre 1842 (*Code de l'Algérie*, annoté de MM. Estoublon et Lefébure, 22).

nous suivrons dans son examen la même division.

§ I. — *Territoire civil.*

Le personnel judiciaire criminel se trouvait désormais complètement modifié. Plus de juge unique. Le système, séduisant à certains points de vue de M. Laurence, devenait un simple souvenir historique.

Désormais la justice est rendue par des corps, semblables en composition à ceux de la métropole. Ce sont les tribunaux de première instance d'Oran, Bône et Philippeville, jugeant à trois juges, et la cour royale d'Alger jugeant à cinq conseillers. L'unité de juridiction criminelle est également établie ; la suppression des tribunaux rabbiniques confirmée à nouveau et la justice répressive enlevée définitivement aux tribunaux musulmans.

Enfin les juridictions criminelles ne pourront plus appliquer même aux indigènes que les peines établies par la loi française. C'était, on le voit, en principe tout au moins et sauf des distinctions assez importantes que nous aurons d'ailleurs à étudier, un pas considérable effectué vers l'assimilation complète, avec la métropole.

Examinons de suite la compétence des différents tribunaux. Les tribunaux de première instance connaissent de tous les crimes commis dans leur ressort à quelque nation ou religion qu'appartienne l'inculpé, mais toujours à charge d'appel. L'ancienne disposition, qui leur attribuait la compétence en dernier ressort toutes les fois que la peine était inférieure à la réclusion, et qu'avait abrogée l'ordonnance de 1844, disparaissait définitivement de ce fait. L'appel des jugements des tribunaux d'Oran, Bône et Philippeville était porté devant la cour royale d'Alger.

Cette cour voyait augmenter le nombre de ses magistrats, justement en vue des nouvelles attributions qui lui étaient conférées (1).

La Cour en effet, était, comme on vient de l'indiquer, tribunal d'appel des jugements criminels des tribunaux des autres provinces. Pour la province d'Alger (territoire civil), elle était juge de premier et dernier ressort, investie directement de toutes les affaires de la compétence des cours d'assises. Enfin, et pour tout le territoire, elle jugeait directement et en dernier ressort, les crimes pré-

1. Pellissier de Raynaud, *Ann. alg.*, III, 103 : « L'ordonnance de 1842 porta à 7 le nombre des conseillers, ce qui permit de constituer la Cour en deux chambres, l'une pour le civil, l'autre pour le criminel. »

vus par le chapitre III du titre IV du livre II du Code d'instruction criminelle dans tous les cas où la connaissance en est déférée aux cours royales de France (1).

On peut noter cette singularité qui privait les inculpés de la province d'Alger de la garantie accordée à ceux des autres provinces par la voie de l'appel. Le recours en cassation était d'ailleurs toujours possible comme sous la législation antérieure.

Enfin, conformément à l'ordonnance du 1^{er} avril 1842, c'est au roi que devaient être soumis, avant leur exécution, tous les arrêts emportant peine capitale, et cela d'ailleurs aussi bien en territoire civil qu'en territoire militaire.

Les compétences « *ratione materiæ* » et « *ratione loci* » des différents tribunaux déterminées, passons à l'étude de la compétence « *ratione personæ* ».

Pour les Européens et les Israélites, l'ordonnance ne faisait en somme que reproduire les dispositions de celle de 1834. Les tribunaux connaissent seuls des crimes qui leur sont reprochés. Les juridictions consulaires ont depuis longtemps dis-

1. Les crimes visés dans ce chapitre sont ceux commis par des juges hors de leurs fonctions et dans l'exercice de leurs fonctions.

paru, et les tribunaux rabbiniques ne peuvent plus s'occuper que des infractions relatives à la loi religieuse mosaïque.

La grande innovation de l'ordonnance de 1842 consistait dans une série de mesures de réaction contre les tendances trop favorables à l'endroit des indigènes, accusées par l'ordonnance de 1834. On se souvient que l'ordonnance du 28 février 1841 avait enlevé aux tribunaux indigènes la connaissance des crimes commis par des musulmans, connaissance maintenue aux cadis dans l'ordonnance de 1834. L'ordonnance de 1842 confirmait définitivement cette suppression de la justice criminelle des cadis, ne leur laissant plus que l'examen des crimes non prévus par la loi française.

De plus, et pour assurer aux colons une sécurité plus grande, l'ordonnance nouvelle décidait que l'article 463 du Code pénal, n'était pas applicable aux crimes commis par des indigènes :

- 1° Contre la sûreté de l'Etat,
- 2° Contre la chose publique,
- 3° Contre la personne ou au préjudice, d'un Français, d'un Européen, ou d'un indigène au service de la France.

Cette prohibition d'appliquer les circonstances atténuantes était une mesure des plus rigoureuses

et des plus sévères. Elle n'a jamais été abrogée, ni implicitement, ni explicitement et on peut dire en droit qu'elle est toujours en vigueur (1).

La jurisprudence, longtemps hésitante, s'est définitivement fixée vers 1852, et depuis cette époque les circonstances atténuantes ont toujours été accordées aux inculpés qui en paraissaient dignes (2).

Cette mesure de rigueur n'était pas la seule prise contre les indigènes. Un autre article prévoyait que les musulmans condamnés à une peine excédant six mois de prison pourraient être transférés en France pour y subir leur peine. A l'expiration de leur détention, ils pouvaient être contraints d'y résider tout le temps déterminé par le gouvernement. Le retour en Algérie pouvait leur être interdit à temps ou pour toujours.

Enfin, et dans le même ordre d'idées, les assesseurs musulmans étaient supprimés. Avait-on craint que leur influence ne pût quelquefois rendre les juges français trop indulgents pour leurs coreligionnaires inculpés ? Avait-on voulu enlever aux indigènes, tout motif de croire à une éga-

1. Ce point curieux de l'histoire de la législation algérienne a été mis pour la première fois en lumière par M. Eon, *op. cit.*, p. 35 et suiv.

2. Nous reviendrons d'une façon plus approfondie sur cette question dans le même chapitre.

lité de pouvoirs entre conquis et conquérants ? C'est ce qu'il est impossible de savoir.

Nous en aurons fini avec le texte même de l'ordonnance, en disant que le procureur général à Alger, les procureurs du roi dans les autres provinces, outre leurs fonctions ordinaires d'accusation, remplissaient aussi le rôle des Chambres des mises en accusation en France.

§ II. — *Territoire militaire.*

L'ordonnance maintenait en territoire militaire la compétence absolue des conseils de guerre, telle que l'ordonnance de 1834 l'avait déjà déterminée. Cette compétence était même étendue, en ce sens que les termes généraux de l'article 42 qui l'établissait, semblaient extrêmement compréhensifs et paraissaient s'appliquer, d'abord, à tous les crimes commis par les Européens, et ensuite, à tous les crimes commis par des indigènes.

On se rappelle que l'ordonnance de 1834 ne donnait aux conseils de guerre que la connaissance des crimes d'Européens, contre des indigènes, et celles des crimes d'indigènes, seulement lorsque le fait à punir intéressait la souveraineté française ou la sûreté de l'armée.

Sur le premier point l'extension ne faisait pas de doute, et tous les prévenus européens se trouvaient désormais justiciables des conseils de guerre.

La seule atténuation de cette attribution de compétence, qui eut souvent des résultats déplorables consistait dans le pourvoi en revision militaire, qui était toujours ouvert aux Européens, et de plus dans le recours en cassation, mais seulement pour incompétence ou excès de pouvoir, qu'instituait l'ordonnance en faveur des Français ou Européens étrangers à l'armée.

Quelqu'opinion que l'on puisse avoir sur l'opportunité de cette attribution de juridiction à des tribunaux militaires sur des civils, il est certain qu'elle est indiscutable. L'ordonnance ne s'était pas montrée aussi claire en ce qui concerne les indigènes.

Nous venons de voir que son article 42 semblait attribuer aux conseils de guerre compétence générale pour tous les crimes commis en territoire militaire (1).

C'était la suppression de la juridiction crimi-

1. « Art. 42. — Demeure réservée aux conseils de guerre ;
« la connaissance des crimes et délits commis en dehors des
« limites, telles qu'elles auront été déterminées en exécution
« de l'article 4. » Il s'agit des limites du territoire civil,

nelle des cadis, qui ne pouvaient plus connaître, comme en territoire civil, que des infractions à la loi religieuse non prévues par la loi pénale française.

Malheureusement l'article 43 de l'ordonnance contenait une disposition équivoque, dont les termes ambigus permirent aux cadis de conserver encore pendant dix années leur pouvoir de justice criminelle.

Cet article est ainsi conçu : « En dehors des limites fixées conformément à l'article 14 les cadis musulmans., conservent leurs anciennes attributions, sauf la juridiction des conseils de guerre et les autres exceptions déterminées par la législation locale ».

Anciennes attributions, c'était, semble-t-il à première vue, la connaissance des crimes de musulmans n'intéressant pas la souveraineté de la France ou la sûreté de l'armée, telle que l'avait déterminée l'ancienne législation, l'ordonnance de 1834.

Il nous semble pourtant qu'en approfondissant un peu la question, on eût dû conclure que les mots « sauf la juridiction des conseils de guerre » indiquaient que le principe, la base, déterminant le commencement de la compétence des cadis, était précisément la limite où s'arrêtait la juridiction des conseils de guerre. Le terme

« anciennes attributions » s'expliquait alors tout naturellement, et le texte devait ainsi s'entendre :
« La compétence des tribunaux militaires une fois déterminée, les cadis conservent le surplus de leurs anciennes attributions que l'ordonnance ne défère pas aux conseils de guerre ».

Sans doute, les termes « demeure » de l'article 42, et « conservent » de l'article 45, semblaient indiquer une intention de maintenir pour ces deux ordres de juridictions, le « *statu quo* » établi par la législation antérieure.

Mais il nous suffirait de dire, pour répondre à cet argument, que le mot « conservent » était juste, puisque les attributions, restreintes à notre avis, qu'entendait maintenir aux cadis, l'ordonnance de 1842 étaient bien des attributions conservées, et que d'autre part, le mot « demeure » s'appliquait à la distinction entre le territoire civil et militaire, et indiquait que, comme par le passé, les conseils de guerre demeuraient compétents hors des ressorts des tribunaux d'Oran, Bône et Philippeville ou de la cour d'Alger.

Au surplus, et sans nous arrêter plus longtemps à des arguties de discussion littérale, le terme « demeure » de l'art. 42, ne pouvait s'appliquer au maintien de l'état antérieur des différentes compétences en territoire militaire, puisque dans

ce même article, on étendait implicitement le pouvoir de juridiction des conseils de guerre, en y comprenant tous les crimes d'Européens même contre des Européens, et que d'autre part, on y instituait le recours en cassation dont nous avons parlé plus haut. Quoi qu'il en soit, les cadis conservèrent leur pouvoir de juridiction criminelle, comme sous l'empire de l'ordonnance de 1834.

Ce pouvoir fut en quelque sorte sanctionné par une ordonnance royale du 17 juillet 1843, qui décida que les crimes emportant peine capitale, échapperaient désormais à l'examen des cadis, et seraient jugés par les conseils de guerre (1). C'était décider implicitement que les autres crimes seraient toujours jugés par les cadis.

Ce pouvoir ne fut définitivement enlevé aux juges musulmans que par l'article 3 du décret du 1^{er} octobre 1854 qui donna aux tribunaux français, civils ou militaires, la connaissance de tous les crimes prévues par la loi française (2).

Nous connaissons maintenant les dispositions

1. *Bulletin officiel*. III, 293. Le gouverneur général, maréchal Bugeaud, interprétait également en ce sens l'ordonnance de 1842, dans une très curieuse brochure publiée avec son approbation et sa signature, en 1844, et intitulée : *Exposé de l'Etat actuel de la société arabe, du gouvernement et de la législation qui la régit*, p. 84.

2. *Bulletin officiel*. IV, p. 1208.

de l'ordonnance, et il nous faut l'apprécier, en examinant les critiques assez nombreuses qu'elle souleva.

Là encore nous sommes obligés de la suivre dans sa division des territoires, parce que les reproches qu'on lui a adressés ne s'appliquent pas de la même façon aux deux ordres de juridiction.

En territoire civil, il est certain tout d'abord, qu'un grand nombre des garanties accordées en France aux accusés et des privilèges de la défense n'existaient pas. Sans parler de cette bizarre disposition qui accordait aux inculpés d'Oran, de Bône ou de Philippeville, une voie d'appel qui n'était pas ouverte à ceux d'Alger, la concentration, entre les mains des magistrats du Parquet, de tous les pouvoirs conférés en France aux procureurs, aux tribunaux délibérant en Chambre de conseil et aux Chambres des mises en accusation, leur donnait une compétence parfois dangereuse pour les accusés. Sans doute ce pouvoir avait pour but de faciliter et rendre plus exemplaire la répression ; sans doute aussi, il avait son correctif dans le pouvoir discrétionnaire du président et les débats contradictoires de l'audience ; mais il n'en était pas moins dangereux par le fait qu'il donnait pour premier juge de la valeur des charges rele-

vées contre un inculpé, celui-là même qui devait plus tard s'employer à soutenir l'accusation, et n'y avait-il pas lieu de craindre, qu'emporté par son tempérament ou son habitude, l'accusateur ne remplacât pas trop l'instructeur ?

L'ordonnance de 1842 prévoyait bien que c'était un juge du siège, qui instruirait les causes criminelles ; mais le procureur n'en restait pas moins maître des mesures à prendre en cours d'instruction, et de la décision définitive ; et il semble qu'en fait, il dirigeait toute la marche des recherches (1).

La procédure elle-même portait une atteinte grave à la liberté de la défense. On suivait les règles de la procédure correctionnelle. De sorte que, après une longue instruction dans laquelle il ne connaissait fréquemment, ni bien exactement les faits qui lui étaient reprochés, ni les charges relevées par l'information, ni les témoins qui déposeraient, l'accusé était assigné à comparaître dans les vingt-quatre heures. Il n'avait bien souvent pas le temps matériel de se concerter avec son défenseur, de faire citer et venir des témoins : il était livré pieds et poings liés à l'accusation.

1. Dieuzaide, avocat à Oran, *Considérations sur l'organisation judiciaire en Algérie*, p. 43 à 47. Alger, vers 1851.

Si l'ordonnance présentait de tels inconvénients pour la population européenne, elle était encore moins favorable aux Arabes (1). Rédigée dans un esprit véritablement hostile à leur endroit, elle avait montré cette partialité par le refus des circonstances atténuantes dans certains cas que nous avons déterminés.

C'était là une mesure quelquefois rigoureuse. Parti de cette idée très juste qu'il fallait à tout prix sauvegarder les colons, on avait cru devoir interdire au juge toute possibilité d'indulgence en lui défendant d'appliquer à certains condamnés indigènes, qui peut-être le méritaient, le bénéfice de l'article 463...

Ce qui aggravait encore, au point de vue moral, cet excès de répression, c'était que, par suite de la disposition même du texte, il ne se pouvait appliquer qu'aux indigènes sujets algériens, et que la cour d'Alger décida qu'un indigène marocain pouvait voir prononcer en sa faveur des circonstances atténuantes, (Alger, 28 janvier 1843, rap-

1. Nous ne voulons pas étudier ici cette très grave question de l'assimilation des indigènes aux Français au point de vue de la loi pénale, de sa conception et de son application. Les défauts en sont déjà nettement et succinctement exposés dans un opuscule ancien de M. Dieuzaide : *De la colonisation et des institutions civiles en Algérie*, Oran, 1849, p. 29-30.

porté dans la Jurisprudence Algérienne de M. Estoublon I, 1843, 2).

Quelque sévère que fût la disposition prohibitive de l'article 47 de l'ordonnance de 1842, elle était indiscutable, et la cour l'appliqua d'une manière persévérante, jusqu'en 1848.

A cette époque, et sous l'influence des idées généreusement libérales qui marquèrent le changement de régime en France, sa jurisprudence devint hésitante. On la voit à deux mois de distance accorder, dans une même espèce, des circonstances atténuantes et les refuser en réformant un jugement du tribunal correctionnel d'Alger, qui en avait fait bénéficier l'accusé. (Arrêts du 8 janvier 1848 et du 9 mars 1848, Estoublon, *op. cit.* I, 1842, 2).

Les idées d'indulgence dominaient de plus en plus, mais néanmoins, la cour n'appliquait que très rarement en termes formels l'article 463 (arrêts du 2 mars 1848 et du 21 juin 1851).

Le plus souvent, elle conciliait ses intentions humanitaires avec le respect dû à la lettre de la loi en écartant en fait des circonstances aggravantes matériellement établies. (« Voir toute une série d'arrêts » : « Des 13 avril 1848 — 5 mai 1848 — « 13 octobre 1848 — 11 janvier 1849 — 8 février « 1849 — 14 avril 1849 — 7 septembre 1849 -- « 26 octobre 1849 --- 8 février 1850 — 15 février

« 1850 » Arrêts cités dans l'ouvrage de M. Eon, auquel nous avons déjà eu souvent recours).

La Cour appliqua le 19 décembre 1861 pour la dernière fois, dans un arrêt de réformation, la disposition trop rigoureuse de l'article 47 de l'ordonnance. Un pourvoi contre cet arrêt fut rejeté par la cour de cassation, le 22 janvier 1852, mais la cour suprême gardait le silence au sujet de l'application de l'article 463.

Depuis cette date, on ne trouve plus trace de décision, visant l'article 46 de l'ordonnance. Ce texte est tombé en désuétude. La jurisprudence a ainsi fait disparaître l'inégalité créée par la loi entre indigènes et Européens, et personne n'a protesté; car c'était justice de se rapporter à l'appréciation consciencieuse des magistrats sans leur fixer une règle inutile dans certains cas, trop sévère dans d'autres.

On avait encore imposé, par une application peut-être trop précoce de nos idées humanitaires, tout notre système répressif aux Arabes. On se rappelle les critiques élevées par M. Laurence contre cette conception (1) et on les retrouve dans un opuscule officiel de l'époque (2). Après avoir constaté que l'emprisonnement était pres-

1. Voir *suprà*, p. 59.

2. Bugeaud, *op. cit.*, p. 92.

que toujours une cause de ruine pour la famille du coupable et parlant du maintien de la bastonnade, dans les cas où les cadis jugeaient encore, le gouverneur général disait :

« Nous n'avons rien à dire de l'usage qui consacre l'application des coups de bâton comme peine judiciaire, si ce n'est que ce genre de châtiment paraît aux Arabes préférable à une détention prolongée ».

C'est en effet la bastonnade qu'infligeaient les cadis lorsqu'ils jugeaient les infractions non prévues par la loi française. Ils conservèrent ce droit jusqu'au décret du 31 décembre 1859, qui reste muet sur ce point. Ce silence a été considéré comme une abrogation tacite. Il semble, d'ailleurs que depuis 1854 les cadis n'appliquaient plus leurs droits de répression (1).

Notons, pour terminer sur ce point, un procédé assez primitif et des plus rigoureux, destiné à assurer d'une manière plus prompte la découverte des coupables. Il est mentionné dans une de ces circulaires sans autorité légale, du maréchal Bugeaud, qui furent cependant appliquées par les généraux de subdivision (2). Si dans les soixante jours d'un

1. On trouvera une collection assez intéressante de ces décisions de cadis dans l'ouvrage précité de M. Eon, p. 40-41.

2. Circulaire du 2 janvier 1844, relatée dans l'ouvrage précité du maréchal Bugeaud, p. 164 et suiv.

crime le coupable n'est pas découvert, la tribu entière est frappée d'une amende, le kaïd et l'Agha, personnellement mis à l'amende et destitués. Même peine était portée contre les kaïds ou aghas, sur le territoire desquels on trouvait un malfaiteur d'une autre province, ou qui laissaient vendre sur leur territoire des objets volés. L'histoire ne nous dit pas si ces mesures d'une sévérité extraordinaire donnèrent les résultats qu'en attendait leur auteur.

On a vu à quelles observations donnait lieu en territoire civil l'application de l'ordonnance de 1842. Les reproches qu'on lui adressait au point de vue de la procédure devaient être facilement corrigés. Sa trop grande défaveur à l'encontre des indigènes s'atténua avec le temps et les sages restrictions apportées par la jurisprudence à un principe rigoureux à l'excès.

Plus graves étaient les critiques, la réprobation même, que soulevaient, en certaine matière, les règles de l'ordonnance régissant le territoire militaire.

L'attribution générale de compétence aux conseils de guerre apparaissait comme encore plus grave que sous le régime de l'ordonnance de 1834. Qu'elle s'appliquât aux indigènes dans les crimes qu'ils commettaient contre la souveraineté française

ou la sûreté de l'armée, ce qui n'était là qu'une sage mesure de répression, et l'on agissait avec une juste prudence en déférant à des tribunaux sévères la connaissance de ces crimes dangereux pour les Français. On aurait même dû étendre cette compétence et rendre les Arabes toujours justiciables des conseils de guerre.

Mais où l'ordonnance de 1842, confirmée par un arrêté du gouverneur du 5 août 1843 (1), soulevait les plus légitimes protestations, c'est lorsqu'elle faisait juger des Européens, des Français, étrangers à l'armée, sans rapports avec elle, par les conseils de guerre et avec l'application de toutes les formes sommaires, et de toutes les pénalités terribles de la loi militaire.

Voici ce qu'écrivait en 1851 un des hommes les plus considérables de la colonie : « Des Français habitués à vivre sous la protection de la loi
« civile, à se sentir libres, dans leurs pensées et
« dans leurs actions, comme individus, comme
« pères de familles, comme propriétaires, comme
« citoyens, à ne relever que de magistrats administratifs, judiciaires, hiérarchiquement contenus dans leurs attributions par des lois écrites,

1. Cet arrêté, relaté au *Bulletin officiel*, III, 395, décide que dans les places où l'autorité civile n'existe pas encore, la population civile sera soumise à la juridiction militaire.

« générales et fixes, dont le but constant est d'as-
« surer et de sauvegarder également la liberté, la
« propriété et le travail de chacun, ont été assi-
« milés, dans les territoires dits militaires, pure-
« ment et simplement à des soldats. Ils ont vu
« leurs personnes, leurs industries, tous leurs
« biens abandonnés à la merci du jugement, de la
« volonté ou du caprice d'officiers, qu'aucune
« étude n'avait préparés au rôle de juges et d'ad-
« ministrateurs; et qui, s'imaginant dans la naï-
« veté de leurs bonnes intentions qu'une popula-
« tion civile ne doit pas être gouvernée autrement
« qu'un régiment ou qu'une compagnie, ont la
« plupart du temps, par la rigueur et l'étrangeté
« de leurs actes, froissé les consciences et pesé
« sur les intérêts de la manière la plus fâ-
« cheuse » (1).

Quelque sévère que paraisse cette appréciation, et nous en avons trouvé d'encore plus dures dans d'autres brochures contemporaines (2), elle était, semble-t-il, au-dessous de la vérité.

Nous avons eu occasion de recueillir, dans de nombreux témoignages d'Algériens de cette épo-

1. Henry Didier, représentant du peuple, *Du gouvernement de l'Algérie*, Alger, 1851.

2. Voir notamment Dieuzaide, *De la colonisation et des institutions civiles en Algérie*, p. 30.

que, des exemples de sévérité excessive dans la répression de fautes que la justice civile eût à peine condamnées. En matière de presse surtout, des arrêts presque révoltants étaient cités. L'un d'eux donna lieu à un débat très élevé devant la cour de cassation, et le plaidoyer de l'avocat des prévenus est un des documents les plus intéressants sur cette dureté des conseils de guerre (1).

Les arguments les plus sérieux de droit constitutionnel permettaient de croire à l'illégalité de l'ordonnance sur ce point.

Qu'on la tint ou non pour constitutionnelle d'ailleurs, elle n'en était pas moins excessive.

L'ordonnance de 1834, avait pu, à bon droit, considérer comme encore attachés à la suite de l'armée les rares Européens qui se risquaient hors des places du territoire civil. Mais déjà, en 1842, et à plus forte raison, pendant les années suivantes jusqu'en 1860, il n'en était plus de même.

Toute une race héroïque de colons s'était établie sur le territoire algérien, et avait remplacé le personnel de rencontre de la première heure. Epuisés

1. Une partie en a été publiée sous le titre suivant : *De l'inconstitutionnalité de la juridiction militaire en Algérie à l'égard des citoyens français non militaires*, par L.-B. Bonjean, avocat à la Cour de cassation, Paris, 1843.

par un travail surhumain dans des contrées encore malsaines, menacés chaque jour, dans leurs biens et leurs personnes, par les malfaiteurs indigènes, méconnus des autorités locales, qui ne leur prêtaient souvent pas le concours auquel leur courage admirable et leur dévouement à l'œuvre colonisatrice leur donnaient droit, ces pionniers de la France fondaient, au prix de leurs vies, un empire magnifique à la mère-patrie, qui ignorait leurs efforts.

A ces vaillants, à ces artisans d'une épopée, dont nous, leurs enfants, ne pouvons évoquer le souvenir sans une pieuse émotion et une respectueuse admiration, n'eût-il pas été juste d'accorder, pour la protection de leur liberté, et le jugement de leurs actes, les mêmes droits et les mêmes garanties qu'à leurs frères, plus heureux et moins exposés de la métropole ?

La charte constitutionnelle avait proclamé que « nul ne pouvait être distrait de ses juges naturels ». Mais, en Algérie, tout arbitraire semblait devenir légitime, et ce n'est que seize ans plus tard, en 1860, que les Français non militaires, devaient être rendus aux juges civils.

Cette réforme capitale avait été précédée d'un nouveau changement dans les juridictions. On avait donné à l'Algérie les cours d'assises, non

telles qu'elles fonctionnaient en France, mais jugeant sans jury.

A défaut de la chose, on avait le nom grâce au décret du 19 août 1854. Nous l'étudierons dans le prochain chapitre.

CHAPITRE V

LES COURS D'ASSISES SANS JURY (1834-1870)

Le grand mouvement des esprits qui prépara et accompagna en France les journées de février 1848 et la chute de la monarchie, devait avoir sa répercussion jusqu'en Algérie où il provoqua, comme partout ailleurs, beaucoup de réunions orageuses, de nombreuses séances de clubs plus ou moins démocratiques, énormément de bruit et d'articles emphatiques de journaux, mais guère de résultats appréciables. L'agitation locale autour d'idées très nobles au point de vue idéal, mais sans grande portée pratique, eut pourtant ce résultat d'attirer une fois de plus l'attention sur l'Algérie, et de faire prendre en sa faveur la mesure la plus parfaite qu'on ait encore trouvée de donner un semblant d'acquiescement aux volontés popula-

res, sans les satisfaire d'une façon réelle : la nomination d'une Commission.

Instituée par arrêté du chef du pouvoir exécutif en date du 7 décembre 1848, et sur rapport du ministre de la guerre, général Lamoricière, (un vieil africain), cette commission était chargée de préparer une révision complète de la législation algérienne : elle n'aboutit à rien ; et dans notre domaine très spécial, on peut s'étonner qu'elle n'ait pas réalisé des réformes nécessaires en rendant notamment les inculpés français non militaires des territoires de commandement aux tribunaux civils.

C'est sous l'Empire que devait intervenir une série de mesures empreintes de l'esprit le plus sage.

Elles amenèrent la juridiction criminelle à un état d'organisation que bien des esprits regrettent aujourd'hui, et que certains d'entre eux voudraient voir revivre. Nous ne trouvons plus, dans les décrets à l'étude desquels nous allons arriver, les procédés doctrinaires de la monarchie de juillet, réglant dans un seul texte, sorte d'amplification au petit pied d'un fragment de la charte constitutionnelle, tous les problèmes ayant trait à un même ordre de matières.

Ici, les questions sont sérieées, pour employer

l'heureuse expression d'un ministre contemporain. Chaque décret ne s'occupe que des règles à réformer ou à modifier, sans s'égarer à confirmer des principes dès longtemps établis ou des abrogations antérieurement effectuées.

Le premier de ces décrets, celui du 22 novembre 1854, dont une partie, étendant la compétence des des tribunaux de paix, est encore en vigueur, faisait table rase de toute l'organisation judiciaire criminelle du territoire civil (1). Désormais plus de tribunaux criminels, jugeant à charge d'appel dans les provinces, plus de cour criminelle, juridiction de dernier ressort pour Alger, d'appel pour le reste de la colonie.

Une organisation plus rationnelle est substituée par la création des cours d'assises. Dans chaque chef-lieu d'arrondissement où siège un tribunal de première instance, et tous les quatre mois la cour d'assises juge tous les faits qualifiés crimes par la loi. La nomination du président et des assesseurs, leur remplacement en cas d'empêchement, les fonctions du ministère public à l'audience, la procédure surtout sont régies par les mêmes règles qu'en France.

La différence avec les cours d'assises de la métropole, et elle est considérable, consiste en ce

1. Ménerville, I, 397 ; Estoublon et Lefébure, 170.

que les cours d'assises algériennes jugent sans l'assistance du jury.

Par contre, et pour assurer aux accusés la garantie d'une justice plus approfondie, les magistrats composant la cour sont au nombre de cinq, le président compris. On sait qu'en France ce nombre avait été depuis longtemps réduit à trois.

A Alger, le président et ses quatre assesseurs étaient des conseillers de la cour impériale ; dans l'intérieur, les assises étaient tenues par trois conseillers et deux magistrats du tribunal local (1). Le décret ne s'occupait, on le voit, que du territoire civil : rien n'était innové aux règles judiciaires du territoire militaire.

Si l'on examine de près le décret de 1854, on peut de suite s'apercevoir qu'il remédiait à une partie des graves critiques soulevées par l'ordonnance de 1842. La juridiction criminelle, unifiée désormais, ne connaissait plus cette bizarre attribution de l'appel, accordé aux condamnés, d'Oran, de Bône ou Philippeville, et refusé à ceux d'Alger. Les règles de la procédure criminelle, substituées pour l'audience à celles de la procédure correctionnelle, fortifiaient les garanties de la défense.

1. Les tribunaux d'arrondissement siégeaient alors à Alger, Blidah, Oran, Mostaganem, Constantine, Bône et Philippeville.

Et l'on s'est bien souvent demandé si, pour le territoire civil, et surtout après le décret de 1858 que nous allons étudier à l'instant, l'organisation des cours d'assises sur le modèle du décret de 1854, n'était pas la forme qui correspondait le mieux aux nécessités de la colonie : c'est une question que nous aurons à examiner plus loin (1).

Le décret présentait pourtant au point de vue de l'administration intérieure de la justice un grave défaut. A tout moment, cinq ou trois des conseillers de la cour, souvent plus, en cas de tenue simultanée de plusieurs sessions étaient détachés et laissaient retomber le poids déjà trop lourd des affaires civiles sur leurs collègues surchargés et trop peu nombreux (2).

Le décret du 18 décembre 1858 allait en partie remédier à cet inconvénient en même temps qu'il réparait un oubli du décret de 1854.

La haute main sur l'instruction et notamment la mise en accusation étaient toujours l'apanage du procureur général. Nous avons signalé dans le précédent chapitre quelles conséquences en-

1. Voyez *infra*, ch. XI.

2. La Cour se composait seulement à cette époque d'un président, un vice-président et douze conseillers, en vertu d'une ordonnance du 30 novembre 1844 (Ménerville, I, 396).

trainait cette concentration de pouvoirs si différents entre les mains du chef du parquet. Une réforme était nécessaire. Rien ne le prouve mieux que le rapport du ministre de l'Algérie prince J. Napoléon à l'Empereur, qui précède le décret (1).

« En matière criminelle, la création d'une cham-
« bre des mises en accusation est la base essen-
« tielle du décret. Par elle se réalise une série de
« réformes qui suppriment de graves anomalies
« et introduisent dans la procédure criminelle un
« immense progrès. On peut citer notamment la
« prérogative d'évocation rendue à la cour, le
« droit d'incarcération préventive, enlevé au mi-
« nistère public, ainsi que la faculté qui lui était
« accordée par l'article 61 de l'ordonnance du 26
« septembre 1842 de faire cesser les poursuites en
« tout état de cause ; la liberté provisoire, soumise
« aux formes du Code d'instruction criminelle ;
« les informations judiciaires réglées par des or-
« donnances, émanées non plus du procureur
« général, mais du juge d'instruction et la mise
« en vigueur de la procédure relative aux contu-

1. Ménerville, I, 399 ; Estoublon et Lefébure, 218. C'est ce même décret qui assimile la Cour d'Alger aux Cours de France, en fixant la composition de ce haut corps judiciaire à un premier président, deux présidents de chambre et dix-sept conseillers.

« maces. Telle est, Sire, l'économie du décret.
« Dans le présent, il donne satisfaction à des inté-
« rêts légitimes : dans l'avenir, il est certaine-
« ment destiné à hâter les progrès de l'Algérie.

« L'histoire et l'expérience ont, en effet, démontré
« que les institutions judiciaires occupent une
« grande place dans la fondation des colonies.
« Pour attirer une population civile, nombreuse,
« intelligente et laborieuse dans un pays nouveau
« et pour l'y enraciner, il ne suffit pas que ce
« pays abonde en richesses variées ; il faut encore
« que cette population y trouve un régime qui ga-
« rantisse ses libertés et sa propriété. Sans cette
« protection certaine et efficace, les colons s'avan-
« turent à la recherche de la fortune, mais ne se
« lient pas au sol par des entreprises agricoles,
« sérieuses et de longue durée ».

Le décret mettait désormais en vigueur toutes les règles de l'instruction criminelle de France. A part le jury (que l'on devait instituer plus tard) les accusés des territoires civils algériens étaient traités comme ceux de France, et toutes les garanties nécessaires leur étaient accordées.

Un dernier pas restait à faire vers le mieux. Après avoir réglementé l'organisation judiciaire criminelle en territoire civil, l'Empire allait, avec justice, enlever aux tribunaux militaires des terri-

toires de commandement, le jugement des Européens étrangers à l'armée : ce fut l'objet du décret du 4 avril 1860 (1).

On se souvient des jugements souvent iniques auxquels avait abouti cette attribution de compétence aux conseils de guerre sur des civils. Nous avons assez longuement insisté sur ce sujet pour qu'il ne soit pas nécessaire d'y revenir.

Malgré les tendances militaires du gouvernement, le ministre de l'Algérie, comte de Chasseloup-Laubat, avait été frappé des manifestations unanimes de l'opinion, que nous avons relatées ; et pour y faire droit, il faisait signer le décret que nous allons étudier.

Ce décret est précédé d'un rapport à l'Empereur, dont nous extrayons les passages les plus importants.

Après avoir rappelé la législation en vigueur en vertu de l'ordonnance de 1842, le ministre ajoutait :

« La situation de l'Algérie, à l'époque à laquelle
« cette ordonnance a été rendue, nécessitait ces
« mesures. La population civile proprement dite
« se tenait alors enfermée dans les villes du littoral ou groupée dans leur banlieue. Elle était

1. Estoublon et Lefébure, 240 ; Ménerville, I, 400 ;

« donc placée ainsi presque toute entière dans
« les ressorts des tribunaux ordinaires, tels qu'ils
« avaient dû être déterminés en exécution de l'or-
« donnance même de 1842. Au delà de ces limi-
« tes l'état de guerre était flagrant, et les individus
« que le trafic attirait à la suite de l'armée
« auraient pu, par suite même de leur position
« spéciale dans les camps, et sans qu'il fût besoin
« de dispositions expresses, être considérés
« comme relevant légalement de la juridiction mi-
« litaire. (Article 63, C. p. militaire).

« Aujourd'hui cet état de choses s'est considé-
« rablement modifié....

« Grâce à nos armes, la sécurité s'est faite, les
« limites indiquées par la prudence ont pu être
« franchies. Des routes ont été ouvertes, des villa-
« ges, des fermes, des usines ont été créés à l'in-
« térieur du pays ; et ce ne sont plus quelques
« Européens isolés et pour ainsi dire nomades,
« c'est une véritable population civile qu'on ren-
« contre fixée en territoire militaire.

« Sans doute par l'extension des territoires
« remis à l'autorité civile, une partie des popula-
« tions qui se trouvaient d'abord placées dans la
« juridiction des conseils de guerre, rentre dans
« le ressort des tribunaux ordinaires ; mais ces
« extensions qui ne doivent être faites qu'avec

« circonspection, ne sont elles-mêmes possibles,
« que lorsque dans les territoires auxquels elles
« s'appliquent, déjà la colonisation a fait d'assez
« sérieux progrès, pour qu'on y puisse trouver
« les éléments d'une administration civile et des
« intérêts qui la réclament....

« Or c'est précisément pour la formation de
« ces centres de population, qu'il est bon, qu'il
« est utile de montrer à nos nouveaux colons qu'ils
« retrouveront, aussi bien dans les territoires
« militaires que dans les territoires civils, et leurs
« lois et leurs juges. Après sa religion, ce que
« veut le plus conserver avec lui l'homme qui va
« fonder un établissement dans de nouvelles con-
« trées, c'est la loi de son pays. Cette loi qu'il
« connaît, qu'il aime, qui sert de règle à sa con-
« duite, ainsi que le magistrat qui l'applique,
« c'est presque la Patrie.

« Aussi ce désir d'être soumis à la juridiction
« des tribunaux ordinaires a-t-il été plus d'une
« fois exprimé par les populations civiles placées
« en territoire militaires.

« Les conseils généraux s'en sont rendus les
« interprètes, non pas, il faut se hâter de le dire,
« que les conseils de guerre ne présentassent à
« leurs yeux toutes les garanties d'une parfaite
« impartialité, d'un soin scrupuleux à remplir les

« devoirs qui leur étaient confiés, mais parce que
« cette attribution à la juridiction ordinaire de
« tous ses justiciables naturels semble être la
« constatation la plus sérieuse d'un état de choses
« régulier permanent. J'ai cru, Sire, que le mo-
« ment était venu de donner satisfaction au vœu
« qui avait été si souvent exprimé à cet égard. »

Le décret de 1860 déférait au juge civil les crimes et délits, commis en territoire militaire par des Européens ou des Israélites. L'instruction était toujours confiée aux autorités militaires. Mais dans tous les cas où les officiers de police judiciaire civile étaient saisis ou pouvaient instrumenter, la procédure des recherches revenait de droit aux autorités civiles.

Enfin, les cours d'assises, conformément au droit commun étaient compétentes, alors même qu'à côté d'Européens ou d'Israélites se trouvaient poursuivis comme co-auteurs ou complices des militaires ou des individus assimilés aux militaires.

Le décret de 1860 devait être, relativement à la justice criminelle la dernière mesure importante du gouvernement impérial et en même temps celle qui fixait d'une façon définitive les compétences judiciaires dans la colonie.

Avant d'étudier le pas définitif vers l'assimila-

tion de l'Algérie à la métropole et le décret de 1870, établissant le jury sur la terre africaine, il est bon de s'arrêter à ce dernier palier de notre étude progressive et d'examiner d'une vue d'ensemble l'organisation de la justice criminelle, à la veille des grandes mesures, dont la colonie souffre encore.

Les Européens et les Israélites sont jugés, sur quelque point du territoire que soit commis leur crime, par les cours d'assises statuant sans jury. Les indigènes des territoires civils sont également déférés aux cours d'assises. Ceux des territoires militaires relèvent des conseils de guerre qui ne peuvent appliquer que des pénalités prévues par la loi française (1).

Lorsque l'on voit ces règles si simples et si précises, lorsque l'on se rappelle aujourd'hui la sécurité qui régnait alors dans l'Algérie et que l'on compare cet âge d'or aux dangers de l'heure présente, il semble que rien n'était plus à faire et que la colonie avait enfin trouvé avec les décrets que nous venons d'étudier la forme définitive de son organisation judiciaire criminelle, en matière indigène tout au moins.

1. Nous laissons ici volontairement de côté l'étude du très curieux organisme des commissions disciplinaires. Nous en parlerons dans le prochain chapitre.

C'était bien ce que pensait l'empereur. Dans la célèbre lettre sur la politique de la France en Algérie adressée au maréchal de Mac-Mahon, gouverneur général, pas un mot n'a trait à l'administration de la justice criminelle. Et c'en était le plus bel éloge, quand on songe aux blâmes qu'infligeait le chef de l'Etat à tous les services de la colonie, dans cette œuvre à la fois très profonde et très chimérique (1).

Les populations algériennes réclamaient plus encore. Egarés dans un désir d'assimilation complète avec la mère-patrie, emportés par des théories d'un idéalisme trop élevé pour répondre aux besoins vrais de la colonie, ceux qui menaient le

1. Le duc d'Aumale, dans un opuscule intitulé : « *La question africaine*, à propos de la lettre adressée par l'empereur au maréchal de Mac-Mahon, » écrivait justement, p. 6 : « Phénomène curieux de notre état politique actuel ! Le souverain prend le rôle qui, sous un autre régime, semble dévolu à l'opposition ; c'est lui qui met à nu les vices de son gouvernement ; c'est lui qui dénonce au public les embarras créés par les erreurs de ses agents. Etablissement et perception de l'impôt, administration de la justice..., tous les services publics sont passés en revue par l'empereur et il leur distribue le blâme, il constate leurs fautes ou leurs mécomptes avec une sincérité qui mérite d'être louée, admise même, quand on songe qu'à l'auteur de cette sévère critique appartient, depuis dix-sept ans, la haute direction de ces mêmes services, et que la forme particulière de notre constitution lui impose la mission de tout savoir et de tout ordonner. »

mouvement des idées sur la terre algérienne, avaient entrepris une grande campagne, déterminée par l'enquête du comte Lehon en 1868, et aussi suscitée par les haines des très nombreux déportés contre le régime impérial.

Les desiderata des colons se condensèrent à la suite d'un vaste pétitionnement, dans les « Cahiers Algériens », déposés pour la session législative de 1870. Le rapporteur du comité de rédaction des cahiers était le Dr Warnier, ancien directeur des affaires civiles de la province d'Oran. Ces cahiers étaient faits sous forme d'amendements aux différents articles du budget de l'Algérie. Au point de vue de nos études spéciales, deux réformes étaient demandées avec instance. L'avenir n'en réalisa qu'une, et l'on est presque unanimement d'accord pour regretter qu'elles ne soient pas toutes deux restées au rang des espérances, pour partie tout au moins.

Ce que voulaient les Algériens de l'époque, c'était d'abord la justice criminelle civile étendue aux indigènes du territoire militaire, et ensuite l'institution du jury, que devait leur donner le gouvernement de la défense nationale, en même temps qu'une autre réforme, aussi ardemment souhaitée et aussi vite regrettée (1).

1. Il s'agit du décret de naturalisation en masse des Israélites indigènes, plus ordinairement appelé : Décret Crémieux.

Au sujet des indigènes : voici comment s'exprimaient les cahiers :

« Le maintien de la justice militaire pour les
« indigène est un démenti donné au Sénatus Con-
« sulte de 1863 qui les déclare Français. Il est de
« plus un démenti donné à toutes nos lois, qui veu-
« lent que des populations civiles, n'ayant con-
« tracté aucun engagement militaire, soient justi-
« ciables des tribunaux civils, sauf l'exception de
« l'état de siège.

« Enfin par ce fait que le conseil de guerre est
« la justice exceptionnelle de l'état de siège le
« maintien de cette justice pour les indigènes des
« tribus dociles, soumises, acquittant régulière-
« ment l'impôt, est un acte qui révolte la cons-
« cience publique, et qui doit faire douter aux in-
« digènes eux-mêmes de la mission civilisatrice
« que nous nous attribuons sur eux. La seule
« raison plausible donnée pour justifier son main-
« tien est qu'elle ne coûte rien. Pauvre raison !
« car c'est reconnaître que la France n'est pas
« assez riche pour payer les charges d'une de ses
« conquêtes.

« Mais cette justice, qui dit-on, ne coûte rien,
« est-elle réellement la justice ! Il est permis d'en
« douter.

« Les statistiques judiciaires démontrent, là où
« la justice militaire est appliquée :

« 1^o Que les quatre cinquièmes des crimes
« sont impoursuivis, ce qui est la négation de la
« justice ;

« 2^o Que sur 593 crimes, suivis de poursuites,
« il y a 204 acquittements contre 389 condamna-
« tions, ce qui implique une instruction préalable
« très sommaire.

« Or l'absence d'une justice efficace est le prin-
« cipal obstacle au progrès dans toutes les sociétés
« musulmanes....

« L'impunité est une prime d'encouragement
« au crime, à l'assassinat, au vol, à tous les atten-
« tats contre les personnes et les biens. Tant
« que nous n'aurons pas doté les indigènes d'une
« justice digne de ce nom, nous ne pouvons faire
« régner l'ordre parmi eux, et toutes nos tentati-
« ves de civilisation resteront impuissantes. Ce-
« pendant on proclame très haut que nous devons
« avant tout civiliser les indigènes.

« Avec la promiscuité qui règne dans les tribus,
« avec le mariage, qui n'est qu'une vente de la
« fille par son père, avec la polygamie et le
« divorce, les crimes d'adultère, de viol, d'infan-
« ticide, d'assassinat des femmes par des maris
« ou des amants jaloux sont très communs chez

« les indigènes. Faire juger de tels crimes par
« des militaires, faire comparaître des enfants,
« des jeunes filles, des femmes devant des officiers
« célibataires et les obliger à administrer la preuve
« du motif de la plainte, n'est-il pas contraire à
« toutes les lois de la décence et de la pudeur ?

« A chacun son métier ! Que des militaires
« jugent des militaires, leurs pairs, rien de mieux,
« car ce n'est que l'application d'un principe de
« droit commun.

« Mais, au nom de Dieu et de la justice, comme
« disent les indigènes dans une de leurs adjura-
« tions les plus fréquentes, qu'ils laissent aux
« magistrats de l'ordre civil, à des hommes dont
« c'est la mission spéciale, le soin de connaître
« des crimes et des délits commis dans la vie
« civile : l'intérêt public comme la moralité y
« trouveront leur compte. (1) »

Ces idées, très généreuses sans doute, n'ont pas été adoptées, et l'on a tout lieu de s'en féliciter. La justice de la répression, son égalité, et aussi la sécurité ont été bien mieux assurées en territoire militaire, grâce aux conseils de guerre ; et les quelques inconvénients, s'ils existaient même, du privilège de juridiction militaire se sont trouvés considérablement amoindris par les

1. *Cahiers algériens*, p. 119 à 121.

arrêtés d'août 1880, soumettant toute l'Algérie, sauf l'Extrême-Sud, au régime civil, à partir du 1^{er} octobre 1880.

La seconde revendication des auteurs des cahiers devait être un peu plus tard couronnée de succès. Ils demandaient de la façon la plus énergique la création du jury en matière criminelle. Ils ne se dissimulaient certes pas les graves inconvénients pratiques que soulèverait cette réforme. Ils avaient présent à la mémoire ce qu'en disait, en 1831, un homme de loi algérien, dont nous avons déjà plusieurs fois relaté les opinions (1).

« L'établissement du jury ne nous paraît pas possible pour des causes multiples. Le grand nombre des crimes commis journellement par les indigènes, les difficultés des communications, le nombre trop restreint des colons français doivent être rangés en première ligne..... »

Ils savaient que ces obstacles existaient toujours ; mais avec une insistance qui fit certainement effet sur les législateurs, ils demandaient malgré tout, qu'on leur accordât cette faveur.

« Nous ne nous dissimulons pas les difficultés, » écrivaient-ils (2), la population de l'Algérie

1. Dieuzaide, *Considérations sur l'organisation judiciaire en Algérie*, p. 40.

2. *Cahiers algériens*. p. 137 à 139.

« comprenant 2.500.000 indigènes et 100.000
« étrangers, d'adjoindre aux cours d'assises des
« jurés ne pouvant être pris que dans l'élément
« français, aujourd'hui au nombre de 125.000
« âmes environ, soit 40.000 citoyens électeurs au
« maximum. Nous ne nous dissimulons pas que
« chacun de nous est très occupé de la gestion de
« ses affaires privées, et que l'obligation de con-
« sacrer quinze ou vingt jours pour aller, quelque-
« fois loin de son domicile et de sa famille, faire
« partie d'un jury, sera une lourde charge pour
« ceux que l'autorité administrative comprendra
« sur les listes des jurés et que le sort désignera
« à chaque session d'assises. Mais notre désir de
« voir l'Algérie soumise au régime du droit
« commun métropolitain est tellement grand,
« les avantages de toutes natures à en obtenir
« nous paraissent si considérables, que nous n'hé-
« sitons pas à solliciter la faveur du jury, comme
« un des plus grands bienfaits, que le corps légis-
« latif puisse nous accorder, si onéreux que doive
« être pour nous l'honneur d'être compris sur les
« listes des jurés.....

« Nous insistons pour obtenir le jury en matière
« criminelle et nous demandons au corps législa-
« tif de ne pas craindre le poids de la charge que
« cette institution ferait peser sur nous... L'assi-

« milation judiciaire est un de ces besoins de la
« colonie, auquel on ne saurait trop faire de sacri-
« fices... »

Quand on relit à vingt neuf ans de distance ces lignes empreintes d'une fierté et d'un enthousiasme juvéniles, et que l'on songe aux critiques de tous ordres que soulève en Algérie l'institution du jury, on en vient à se demander comment les mirages d'une belle théorie pouvaient éblouir à tel point des hommes qui connaissaient admirablement les besoins de la colonie, et qui auraient dû se rendre compte, s'ils avaient pu se distraire un instant du prisme chatoyant de leur imagination idéaliste, de toutes les impossibilités pratiques auxquelles se heurterait la réalisation de leur rêve obstiné.

S'ils avaient à formuler aujourd'hui leurs cahiers, les notables algériens n'écriraient-ils pas plutôt, avec M. Béhic, l'éminent rapporteur du projet de constitution algérienne de 1869 :

« Le moment n'est pas venu d'énervé l'action
« de la justice répressive en Algérie pour le seul
« avantage de donner satisfaction à une abstrac-
« tion philosophique... Il faudrait s'en tenir à un
« jury exclusivement composé de Français ou tout
« au moins d'Européens. Or ce jury ainsi cons-
« titué aurait à connaître, en territoire civil, des

« crimes commis non seulement par des Euro-
« péens, mais aussi et principalement par des in-
« digènes.

« Son intervention satisferait sans doute l'Eu-
« ropéen, qui croirait y trouver une garantie. Ne
« paraîtrait-elle pas un danger auprès de l'indi-
« gène, qui, au lieu d'un tribunal organisé et per-
« manent, se verrait livré à une réunion de juges
« accidentels choisis parmi ceux qu'il considère
« trop souvent comme les ennemis de sa race ».

Ces sages conseils ne devaient pas être entendus et la nouvelle République allait accorder, avec plusieurs autres dons tout aussi funestes de joyeux avènement cette institution du jury, si ardemment désirée par avance, et que l'on devait si vite brûler après l'avoir adorée très peu de temps.

CHAPITRE VI

L'INSTITUTION DU JURY.

LA LÉGISLATION CRIMINELLE ACTUELLE DE L'ALGÉRIE (de 1870 à nos jours)

Emportés par leurs idées aventureuses de colons vivant loin de la mère-patrie, dominés aussi par les haines des déportés politiques qui peuplaient l'Algérie, la plupart des habitants de la colonie, sans reconnaissance pour les nombreuses et sages mesures prises par le gouvernement impérial en faveur de la France africaine, avaient dès longtemps manifesté des sentiments républicains d'avant l'heure et en avaient donné des preuves nombreuses lors des plébiscites en votant « non » à des majorités assez considérables (1).

1. Voici entre autres et à ce sujet la phrase qu'écrivaient, en 1870, les rédacteurs des *Cahiers algériens*, p. 136. « Nous espérons bien qu'un autre régime doublera et quadruplera rapidement notre nombre. » Et l'on ne songeait pas alors à les accuser de séparatisme.

La délégation du gouvernement de la défense nationale à Tours voulut les en récompenser. Choissant avec un rare à-propos et une ignorance complète des vrais besoins du pays deux des mesures réclamées avec insistance, mais qu'une étude sérieuse aurait dû faire avant toutes autres écarter pour partie tout au moins, les membres de la délégation signaient le 24 octobre 1870 et promulguaient le 10 novembre deux décrets, dont la répercussion sur les progrès de la colonie se fait encore douloureusement sentir (1).

L'un d'entre eux, celui qui se rapporte à la naturalisation en masse des Israélites indigènes, soulève trop de questions irritantes et est trop en dehors de notre sujet pour que nous nous en occupions.

L'autre, le décret portant institution du jury en Algérie, nous appartient et veut être examiné dans tous ses détails (2).

En voici l'exposé des motifs qui contient autant d'erreurs que de paragraphes et montre bien à quel point de vue de sentimentalisme politique et de générosité humanitaire les signataires du dé-

1. Ces décrets sont signés de MM. Ad. Crémieux, L. Gambetta, Glais-Bizoin et L. Fourichon.

2. *Bulletin du gouvernement général de l'Algérie*, n° 343, Ménerville, III, 187; Estoublon et Lefébure, p. 375.

cret se sont placés pour prendre cette mesure : ils ne se soucient pas plus d'en justifier la valeur aux yeux de la postérité, qu'ils n'avaient probablement pris la peine d'en étudier l'opportunité.

« Considérant que l'assimilation du régime
« politique et administratif de l'Algérie à celui de
« la métropole appelle l'assimilation de leurs
« institutions judiciaires..... Considérant que le
« jugement par jurés des causes criminelles est
« l'un des principes de notre droit public, et que
« le développement de la colonisation rend aujour-
« d'hui son application nécessaire en Algérie ;

« A partir du 1^{er} janvier 1871, les cours d'as-
« sises de l'Algérie statueront avec l'assistance
« de jurés. »

L'Algérie était une fois de plus victime de ce mot et de cette théorie, dont on commence, grâce à Dieu, à comprendre l'inanité, plus encore, l'incontestable danger. Nous voulons parler de l'assimilation à outrance d'une race, qui, distante moralement de la nôtre par plusieurs siècles, ne saurait, comme l'ont voulu les idéologues en chambre qui trop longtemps nous ont gouverné de loin, franchir, en quelques jours, l'incommensurable distance qui la sépare de nous.

Donner aux Français africains, aux étrangers même le jury, ce n'était que justice, puisque

aussi bien leurs frères de la métropole bénéficient de cette institution.

En affliger les indigènes, c'était donner, sans examen et à la hâte, satisfaction aux rêveries philosophiques d'esprits généreux et louables, mais que l'admiration obstinée d'un principe abstrait détournait trop des exigences réelles de la situation algérienne (1).

Le décret du 24 octobre déclarait applicable à l'Algérie le décret du 14 octobre 1870 remettant provisoirement en vigueur en France, avec certaines modifications, le décret du 7 août 1848, et il y ajoutait certaines dispositions spéciales à la colonie.

Les cours d'assises qui, en vertu du décret de 1854, siégeaient dans chaque arrondissement, étaient réduites à quatre pour tout le territoire algérien : Alger, Oran, Constantine et Bône.

Les assises ordinaires devaient se tenir tous les quatre mois. Dans la pratique d'ailleurs, les sessions extraordinaires ne tardèrent pas à deve-

1. Ces quelques mots de critique sont placés ici pour expliquer dans quelle mesure nous blâmons le décret de Tours. Nous reviendrons d'une façon approfondie sur les résultats de l'institution du jury dans le chapitre suivant. Il demeure également bien entendu que tous les reproches contre le jury ne s'adressent, d'une part, qu'à son organisation et, d'autre part, qu'à son application aux indigènes.

nir très nombreuses. La liste annuelle du jury comprenait 400 noms pour le département d'Alger, 300 pour ceux d'Oran et Constantine, 200 pour l'arrondissement de Bône. La liste spéciale se composait, quel que soit leur nombre, de tous les jurés résidant dans la ville où siège la cour d'assises.

Le décret ajoute : « sans que l'insuffisance du « nombre des jurés puisse empêcher les opéra- « tions des cours d'assises. » Cette disposition finale indiquait à elle seule quelle crainte on avait déjà de ne pas réunir le nombre de jurés nécessaires pour la formation de la liste générale.

Cette crainte apparaissait comme plus évidente encore dans la disposition qui ne dispensait du service de juré qu'une fois sur deux sessions ordinaires ou extraordinaires. En vertu de cet article, un juré pouvait donc être rappelé en toute rigueur au bout de 8 mois, tandis qu'en France, en vertu de l'article 21 de l'ordonnance de 1848 remise en vigueur, il ne pouvait être repris pour le service des assises, que trois ans après avoir siégé (1).

Par une circulaire du 3 décembre 1870 le commissaire extraordinaire de la République en Algé-

1. La loi du 30 juillet 1884 a en partie remédié à cette anomalie.

rie transmettait aux préfets, pour être appliquée dans leurs départements respectifs, une circulaire du garde des sceaux Marie en date du 10 septembre 1848, et qui détaillait l'organisation du jury (1).

Une loi du 30 juillet 1881 est venue sur quelques points de détail modifier l'organisation du jury algérien.

C'est ainsi que la tenue des assises est désormais fixée tous les trois mois, sans préjudice des sessions supplémentaires. La liste annuelle des jurés est de 600 noms à Alger et Oran, de 500 à Constantine et de 300 à Bône.

La liste de session ne comprend que 24 jurés titulaires et 10 suppléants. Enfin nul ne peut être contraint de remplir les fonctions de juré plus d'une fois en deux années. La loi prévoit le cas où les listes annuelles du jury deviendraient insuffisantes et confère au chef de l'Etat le droit de les augmenter par un simple décret.

C'est sous ce régime que vit encore l'Algérie, et nous ne nous étendrions pas davantage sur l'étude de son fonctionnement si, à l'heure actuelle, il n'était en désaccord avec les règles admises en cette matière dans la métropole.

1. *Bulletin du gouvernement général*, n° 347; Ménerville, III, 190.

L'organisation du jury en France est aujourd'hui régie par une loi du 21 novembre 1872, qui, partant d'une conception toute différente de cette institution judiciaire criminelle, détermine d'une façon beaucoup plus restrictive les citoyens auxquels revient l'honneur assez problématique et, souvent très onéreux de collaborer à l'œuvre de la justice et de décider du sort de leur pairs.

Pourquoi cette loi, qui améliore sensiblement le niveau moral du jury, n'a-t-elle pas été promulguée en Algérie ? C'est ce qu'il est impossible de savoir. Toujours est-il que le législateur, apparemment bien informé dans son omniscience des besoins de la colonie, a considéré que l'organisme, mauvais pour la France qu'il éprouvait le besoin de modifier, était excellent pour l'Algérie.

C'est à ce silence de la loi de 1872 que nous devons d'être régis par le décret de 1848. Et nous avons à étudier les différences légales qui séparent le jury algérien du jury métropolitain.

Le principe même sur lequel est basée l'institution diffère essentiellement. D'après la conception du législateur de 1848, le droit d'être juré se confond avec celui d'électeur : il en est une des parties intangibles.

C'est un des modes d'intervention du citoyen dans les rouages du gouvernement.

« En principe général, écrivait le garde des
« sceaux Marie dans sa circulaire du 10 septem-
« bre 1848, la liste du jury comprend, sauf les cas
« d'incapacité ou de dispenses, tous les Français
« agés de 30 ans, et jouissant des droits civils et
« politiques.... C'est l'application la plus large
« qui ait été faite en cette matière du principe dé-
« mocratique. Le jury doit exprimer le sentiment
« du pays. Il faut donc qu'il puisse être considéré
« comme le pays lui-même ; il faut que ses raci-
« nes s'étendent au loin, que chaque accusé puisse
« reconnaître ses pairs dans ses juges, que les in-
« térêts particuliers s'effacent dans sa compo-
« sition, de manière à ne laisser de voix qu'aux
« intérêts généraux de la Société. Les incapacités,
« les dispenses qui rejettent de la liste une partie
« des citoyens, loin d'affaiblir cette règle ne
« font que l'affermir, car elles ne restreignent pas
« le cercle où se puisent les jurés, elles ne font que
« déclarer les empêchements individuels qui font
« obstacle, dans l'intérêt seul de la justice, à ce que
« certains individus participent aux jugements ».

Pour le législateur de 1872, le principe est tout autre : il n'y a plus là un droit civique que seule peut enlever une disposition légale précise. C'est désormais une fonction, nécessitant des capacités

et des aptitudes que reconnaîtront des commissions diversement composées.

« Nous considérons, dit le garde des sceaux Du-
« faure dans l'exposé des motifs de la loi, qu'être
« juré n'est pas un droit, mais l'exercice d'une
« haute et difficile fonction, et que la condition
« sine qua non » pour en être investi, est d'être
« réellement capable de la bien remplir ».

Partant de cette base, de ce principe tout différent de celui du ministre de la justice de la deuxième République, la loi de 1872 exclut du jury toute une catégorie de citoyens qu'y admettait le décret de 1848. Sans doute, sur un grand nombre de points, les inaptes sont les mêmes dans les deux dispositions législatives. C'est ainsi que les mineurs de 30 ans, les individus ne jouissant pas des droits civils et politiques, ceux qui ne savent pas lire ni écrire en français, les domestiques et serviteurs à gages sont, aussi bien en France qu'en Algérie, éliminés des listes du jury. C'est ainsi encore que dans la colonie comme dans la métropole, il y a incompatibilité entre le ministère de juré et toute une catégorie de fonctions publiques qui sont les mêmes dans les deux mesures réglementaires et qu'indiquent, d'une part l'article 4 du décret du 7 août 1848 et, d'autre part l'article 3 de la loi du 21 novembre 1872.

De même encore, des deux côtés de la Méditerranée, sont dispensés de faire partie du jury, les septuagénaires et ceux qui ont besoin pour vivre de leur travail journalier. La loi de 1872 pourtant spécifie sur ce dernier point que le travail doit être manuel, alors que le décret de 1848 ne parle pas de cette dernière restriction.

Où les différences s'accusent, c'est en matière d'éliminations fondées sur l'incapacité. Certaines de ces incapacités sont communes, il est vrai : elles frappent également dans les deux cas les faillits non réhabilités, les interdits et les individus pourvus d'un conseil judiciaire, les individus en état d'accusation ou de contumace, les condamnés à des peines afflictives ou infamantes.

Il nous suffira maintenant d'indiquer toute une série de solutions opposées des deux lois.

Les militaires condamnés aux travaux publics, les notaires, greffiers et officiers ministériels destitués, les aliénés placés dans un établissement public en vertu de la loi du 30 juin 1838 peuvent théoriquement et par suite du silence du décret de 1848 être jurés en Algérie, alors que la loi de 1872 les déclare incapables.

C'est ainsi encore que sont frappés en France d'une incapacité permanente, les personnes condamnées à plus de trois mois d'emprisonnement,

pour quelque cause que ce soit, et même dans certains cas alors que la peine est inférieure à trois mois, tandis que l'exclusion n'est encourue dans la colonie, dans toutes les hypothèses que si la condamnation est supérieure à une année d'emprisonnement.

Ces quelques indications suffisent déjà à montrer quelles différences, en théorie tout au moins, crée entre l'Algérie et la France, cette dualité inexplicable de législation.

Le système de fixation des listes annuelles est d'ailleurs tout à fait dissemblable.

En France, d'après la loi de 1872, la liste annuelle est formée par deux commissions. La commission cantonale composée du juge de paix et des maires des diverses communes, arrête une liste préparatoire, double du nombre fixé par le préfet pour le contingent cantonal. Cette liste transmise au greffe du tribunal d'arrondissement est examinée, réduite, et arrêtée en liste définitive par une seconde commission formée du président du tribunal, avec voix prépondérante, des juges de paix, et des conseillers généraux de chaque canton.

En Algérie le système du décret de 1848 est tout autre. Ici plus de double épuration ; le préfet fixe en conseil de préfecture le nombre de jurés

attribués à chaque canton. La liste annuelle est formée par une commission composée du conseiller général du canton, président, du juge de paix, et de deux membres du conseil municipal de chaque commune.

Fidèles aux principes qui les ont dirigés dans leur conception différente du jury, le législateur de 1848 fait prédominer dans les commissions, l'élément électif ; celui de 1872, l'élément judiciaire.

Il y a là, on le voit par ce très court exposé, une infériorité très marquée des jurys algériens, en théorie tout au moins. Et l'on ne saurait mieux conclure, qu'en écrivant avec l'éminent rapporteur de la justice algérienne à la Commission sénatoriale des XVIII :

« Le maintien de ces différences constitue une
« anomalie qui a été souvent signalée. On a fait
« remarquer, il est vrai, que les commissions
« chargées de la préparation des listes annuelles
« ont soin d'éliminer toutes les personnes qui ne se
« trouveraient pas dans les conditions mêmes que
« la loi française a prescrites. Nous pensons qu'il
« n'y a aucune raison de s'en rapporter exclusi-
« vement sur ce point à la vigilance des commis-
« sions, quelque scrupuleuse qu'elle puisse être,
« et qu'il vaut mieux, pour le jury algérien lui-

« même, que son recrutement soit placé sous la
« protection des mêmes règles que celui du jury
« en France » (1).

Les projets de réforme que nous étudions plus loin sont d'ailleurs, unanimes à ce sujet (2).

Si nous nous arrêtons à ce moment de notre étude, et si après avoir interrogé le passé, nous fixons les règles actuelles des divers tribunaux criminels en Algérie, nous nous trouvons en présence de juridictions à compétences parfaitement fixes, déterminées, et dont il nous est facile de limiter en quelque sorte le domaine d'application.

En territoire civil, et on sait que depuis les arrêtés d'août 1880 ce territoire embrasse la presque totalité de l'Algérie, tous les crimes de non militaires sont déférés aux cours d'assises fonctionnant et jugeant comme dans la métropole.

1. Isaac. Rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner les modifications à introduire dans la législation et l'organisation des divers services de l'Algérie. *Justice française et musulmane*. Paris, 1893, p. 174-175.

2. Nous avons cru devoir placer ici cette partie de la critique du jury, alors que logiquement elle eût dû se trouver dans le chapitre suivant. Mais nous y avons vu d'abord un intérêt de clarté dans l'exposé, et aussi nous avons réservé le chapitre suivant surtout aux inconvénients du jury, appliqué aux indigènes, et aux charges dont il accable les colons algériens.

En territoire militaire les cours d'assises connaissent également des crimes, commis par des Européens ou Israélites. Les conseils de guerre jugent les crimes des indigènes.

Nous avons réservé, pour en parler dans ce chapitre, et sous forme d'appendice à notre trop long et néanmoins incomplet historique, l'examen succinct d'un très curieux organisme à la fois administratif et judiciaire, fonctionnant en pays militaire, parallèlement aux Conseils de guerre, dont il allège singulièrement la tâche : nous voulons parler des commissions disciplinaires. Bien qu'elles ne rentrent que d'une façon très indirecte dans notre sujet, nous ne pouvons les négliger à cause de certaines théories qui se sont produites, de certaines tendances qui se sont récemment manifestées et que nous devons plus tard discuter (1).

Dès les premiers temps de la conquête, l'administration, obligée de réprimer certains actes indéterminés, qui n'étaient ni des actes d'hostilité, ni des crimes bien établis, mais participaient des deux, adopta, vis-à-vis des indigènes, un système

1. Ce rouage judiciaire a fait l'objet d'un travail très intéressant et fortement documenté de M. Riun, conseiller de gouvernement, *Les commissions disciplinaires*, Alger, 1885, *Revue algérienne de législation et de jurisprudence*. M. Eon, *op. cit.*, p. 48 à 56, en donne une analyse des plus précises.

qui consistait à prononcer arbitrairement en pareil cas des amendes, des détentions ou des expulsions.

Cette pratique anormale fut réglementée dans une de ces circulaires sans autorité légale du gouverneur général, maréchal Bugeaud, qui reçurent pourtant pendant longtemps leur application.

Cette circulaire est du 12 février 1844 (1).

Elle n'infligeait que des amendes, même en matière d'assassinat commis par des indigènes sur des indigènes. L'internement et la prison continuaient d'ailleurs à être largement appliqués par les commandants territoriaux qui interprétaient le silence de la circulaire, comme une confirmation tacite de l'ancienne pratique.

Ces amendes étaient prononcées, suivant la gravité des cas (que déterminait l'arrêté) et suivant le montant de l'amende, par les Kaïds, les Agha, les Kalifas ou Bach-Aghas, et enfin les commandants français.

Quand les actes qu'elle punissait avaient été

1. *Bulletin officiel des actes du gouvernement*, 169; Ménerville, I, 63. Cet arrêté est également inséré en appendice à l'opuscule du maréchal Bugeaud, précité : *Exposé de l'état actuel de la société arabe, du gouvernement et de la législation qui la régit*.

commis par plusieurs individus, l'amende frappait collectivement la tribu.

Ces amendes étaient réparties de la façon suivante, 7/10 à la caisse locale ou municipale, et 3/10 aux chefs indigènes. En cas d'assassinat, outre l'amende, le coupable devait payer à la famille la « Dia » ou prix du sang.

Parmi les crimes ainsi punis arbitrairement, citons : le recel de déserteurs ou criminels, les vols qualifiés d'objets appartenant au gouvernement, aux troupes françaises ou aux contingents arabes auxiliaires, la révolte ou provocation à la révolte, la contrefaçon des cachets des autorités, les faux, les soustractions de dépêches, la fabrication ou émission de fausse monnaie, les assassinats d'indigènes par des indigènes.

Sans doute des juridictions de droit commun (Conseils de guerre ou cadis) existaient bien pour juger ces faits.

« Mais, comme l'écrit M. Rinn, en présence de
« la résistance persistante et calculée des indigè-
« nes qui se refusaient toujours à témoigner de-
« vant nos tribunaux, on était bien obligé, pour
« affirmer aux yeux de tous la répression immé-
« diate et sévère des infractions commises, de
« prononcer, sans jugement, l'emprisonnement

« ou l'internement des coupables apparents ou réels » (1).

Cette réglementation arbitraire subsista quatorze années.

Le 21 septembre 1858, le ministre de l'Algérie prenait un arrêté créant les commissions disciplinaires et leur donnant compétence pour connaître des actes d'hostilité, crimes et délits commis par des indigènes et qu'il est impossible de déférer aux conseils de guerre (2).

Dans une lettre circulaire aux généraux de division du 8 novembre 1858, le ministre précisait la nature de ce nouveau rouage administratif.

« Elle ne constitue pas, disait-il, une juridiction
« spéciale ayant mission de juger et de rendre
« des arrêts. La commission disciplinaire n'est
« en réalité qu'une sorte de conseil consultatif,
« qui assiste le commandant militaire dans la ré-
« pression des crimes et délits commis par les
« indigènes de territoire militaire et qui ne peu-
« vent être déférés à la justice ordinaire. Ces
« commissions prononcent des décisions admi-
« nistratives que le ministre peut toujours révi-
« ser. »

On le voit, c'était toujours le droit pour les com-

1. Rinn, *Les commissions disciplinaires*.

2. *Bulletin du ministère de l'Algérie*, 3.

missions disciplinaires de se substituer aux juridictions légales.

Comme l'a écrit très justement M. Eon : « Le rôle
« des commissions disciplinaires était de pro-
« noncer des condamnations là où les charges
« pouvaient paraître insuffisantes pour déter-
« miner la conviction des juges du conseil de
« guerre, de punir l'attentat plutôt que d'en attein-
« dre l'auteur. Il s'agissait avant tout de mainte-
« nir, par des décisions termées à l'égard des indi-
« gènes des territoires de commandement, notre
« autorité politique, que des acquittements, même
« justifiés, auraient pu affaiblir (1). »

Les commissions disciplinaires, complètement organisées par un nouvel arrêté ministériel du 5 avril 1860, faillirent en 1866 prendre un caractère de juridictions normales, à la suite d'un projet de réorganisation, concurremment étudié par la chancellerie et le ministère de la guerre.

Le gouverneur général s'y opposa.

On lit notamment dans son rapport du 18 décembre 1866 :

« Ces tribunaux spéciaux ne pourront pas
« répondre au besoin bien reconnu d'une représen-
« tation prompte, énergique, et surtout dégagée

1. Eon, *op. cit.*, p. 51.

« autant que possible, des formalités judiciaires » (1).

L'arrêté du 14 novembre 1874, a définitivement réglé cette institution qui fonctionne encore en territoire militaire. En réalité, elle n'a à juger guère que des délits ; et une circulaire du 4 janvier 1860, confirmée par une autre circulaire du 19 novembre 1874, donne la nomenclature énonciative de ces délits. Mais elle peut avoir compétence pour juger quelquefois ces délits transformés, par suite de circonstances spéciales, en crimes.

« Les mêmes faits, dit la circulaire, ayant
« acquis, par suite des circonstances dans lesquelles
« ils ont été commis, une gravité plus grande
« et paraissant exiger une répression plus forte,
« pourront être déférés directement à la commission
« subdivisionnaire, par le général commandant la
« subdivision, sur la demande du commandant
« supérieur du cercle.... »

« Pour les affaires non comprises dans les
« catégories précédemment indiquées, et particulièrement,
« *pour crimes et délits ayant entraîné mort d'homme*, les pièces de l'instruction vous
« seront transmises comme par le passé, et vous
« déciderez si les prévenus doivent être traduits

2. Rinn, *Les commissions disciplinaires*, p. 275.

« devant un conseil de guerre, ou devant une commission disciplinaire ».

Ces commissions disciplinaires continuent à rendre de très grands services à l'autorité militaire. Certains ont même songé à augmenter leur importance, et revenant au système projeté en 1866 à les rendre des juridictions normales pour les indigènes. Nous aurons à revenir sur ce sujet.

Nous voici arrivés au terme de l'étude historique de la législation criminelle en Algérie. Nous plaçant de haut et dominant toute la lente évolution de ce rouage, essentiel à tout pays civilisé, plus nécessaire encore, s'il est possible, à un peuple et à un territoire en voie de formation et de progression incessantes et inachevées, nous devons d'un coup d'œil rapide, repasser, dans une vue d'ensemble, tout ce patient travail des législateurs, quelquefois peu heureux, souvent incomplet, toujours, on doit le reconnaître, animé d'une bonne volonté sincère mais parfois mal inspirée.

Juridictions personnelles aux différentes nationalités avec l'arrêté de 1830, justice mixte avec l'ordonnance de 1834, juridiction criminelle purement française avec ses tribunaux de premier ressort et d'appel dans l'ordonnance de 1842; cours d'assises sans jury avec le décret de 1854; conseils de guerre

pour les civils avec l'arrêté de 1830 et les ordonnances de 1834 et de 1842 ; jury criminel avec le décret de 1870, tout a été essayé et rien ou presque rien n'a entièrement satisfait.

Depuis 69 ans l'Algérie est française. Elle s'est peu à peu rapprochée des conditions de la vie métropolitaine, et l'on tâtonne encore en cette matière et l'on hésite. Et bien des esprits sincères après avoir vu et rejeté les divers systèmes successivement employés, après avoir étudié ceux du passé, et les avoir trouvés médiocres, après avoir examiné ceux du présent et les avoir reconnus pires encore, se demandent avec anxiété, comment l'avenir, qu'ils interrogent et qu'ils préparent, résoudra ce difficile et angoissant problème, et donnera à l'Algérie une justice criminelle, appropriée aux différentes races qui l'habitent, justice sereine, équitable, et assurant à tous les garanties auxquelles ils ont droit, sans pour cela absorber le temps, et entraver les travaux des colons.

En présence de cette énigme, comme de bien d'autres, dont l'ensemble constitue cette question algérienne, si complexe, si insaisissable, si vivante en même temps, les esprits les mieux trempés se sentent troublés et se laisseraient aller au découragement, si le spectacle de l'essor rapide de la

jeune colonie et les prévisions certaines de son brillant avenir ne leur redonnaient une énergie et des forces nouvelles pour hâter et assurer par tous les moyens cette richesse et cette prospérité qui, de l'Algérie, fille aimante et unie, doivent rejaillir sur la mère-patrie qui l'a adoptée.

CHAPITRE VII

LES RÉSULTATS DU DÉCRET DE 1870 ET LA SITUATION PRÉSENTE

« La question la plus pressante que nous ayons
« ici à examiner est celle qui concerne le fonction-
« nement du Jury en Algérie », ainsi s'exprime,
dans son œuvre magistrale, l'éminent rapporteur
à la commission sénatoriale des XVIII (1).

Rien n'est plus urgent, en effet, pour quiconque
a étudié d'un peu près l'organisme judiciaire al-
gérien, que cette réforme, cette modification d'une
institution qui, dans ses cas les plus nombreux
d'applications, dans la réalisation quotidienne de
sa mise en pratique, n'a donné à ceux qui en at-
tendaient tant de bien et l'avaient si ardemment
désirée, que des mécomptes, des déboires et des dé-
senchantements (2).

On avait réclamé, avec quelle insistance nous l'a-

1. Isaac, *Rapport*, p. 149.

2. Voici comment M. Rinn, dans sa savante *Histoire de l'In-*
Foissin

vons précédemment montré, l'établissement de ce jury, comme si on eût espéré que de l'assimilation des institutions judiciaires naîtrait l'assimilation des justiciables ; et voici que de suite le rêve s'écroulait dans une réalité lamentable, et que dès 1872 aucune des anciennes illusions ne subsistait, que tous magistrats, hommes de loi, administrateurs, simples colons protestaient à l'envi et que seuls quelques esprits éminents, ne pouvant croire à ce désastre d'un principe cher à leur libéralisme, défendaient la nouvelle institution avec une énergie admirable autant qu'inutile.

Posons pourtant, dès l'abord, deux principes indiscutables et qu'admettent d'ailleurs tous ceux que préoccupe cette grave question, adversaires aussi bien que partisans du jury algérien.

C'est en premier lieu que, quoi qu'il arrive et aussi longtemps que le jury fonctionnera dans la métropole, il doit en Algérie juger les citoyens français et les étrangers dont les actes sont déférés à son appréciation.

sururrection de 1871, p. 93, qualifie le décret de Tours : « Ce décret était absurde : il faisait peser sur les colons une charge écrasante, et il aggravait singulièrement pour les Musulmans le côté fâcheux de la naturalisation des Israélites » M. Rinn, avec sa très haute compétence, n'hésite pas à faire de ce décret une des causes déterminantes de la terrible insurrection de 1871.

Ce point est hors de toute discussion, et nous verrons plus loin quel argument en ont tiré les partisans du maintien du *statu quo*, en matière de jury appliqué aux indigènes.

Pour les citoyens français en effet et les étrangers, le jury algérien offre toutes les garanties qu'ont voulu accorder aux accusés le Code d'instruction criminelle et les lois qui l'ont complété. Nous n'avons ici ni à examiner la question de savoir si le jury doit être maintenu en France, ni à prendre parti dans cette grave controverse (1). Mais il doit subsister en Algérie pour les catégories d'accusés que nous avons déterminées, tant que dans la métropole il sera maintenu en vigueur.

Le second point sur lequel tous sont aussi d'accord, c'est que le jury algérien, intégral ou réduit, doit être désormais régi par les mêmes règles que le jury français. Le décret de 1870, rétablissant celui de 1848, doit être abrogé, et la loi de 1872, étendue à l'Algérie.

Nous avons suffisamment indiqué, dans le précédent chapitre, quelles anomalies créait cette

1. On sait combien l'institution même du jury et son principe ont été attaqués, et à combien peu il a tenu qu'il ne soit supprimé lors de la discussion du Code d'instruction criminelle.

dualité de législation pour n'avoir pas à insister.

Ces deux points déterminés, et il était nécessaire, bien qu'ils soient hors de toute discussion, de les dégager nettement et de les mettre au-dessus de la controverse, il nous reste à montrer maintenant (la tâche est malheureusement aisée) à quels résultats néfastes a abouti le mouvement de générosité philosophique des signataires du décret de Tours.

Juges et justiciables, presque tous aujourd'hui sont unanimes à maudire le jury et à demander une réforme prompte et des remèdes énergiques.

Ceux-là mêmes qui réclamaient le plus instamment l'établissement du jury, les esprits très généreux qui dans les *Cahiers algériens de 1870* faisaient à l'avance le noble sacrifice de leur temps et de leurs travaux pour obtenir cette institution judiciaire, sont les premiers aujourd'hui à demander à être déchargés de ce fardeau, dont ils ne soupçonnaient pas le poids redoutable. L'excès d'honneur dont les a revêtus le décret de Tours les écrase, et ils ne souhaitent rien tant que l'abdiquer.

C'est qu'en effet la population justiciable des cours d'assises, n'a cessé de croître depuis cette époque d'une façon accablante pour les jurys.

En 1870, le territoire civil comptait environ 129.000 Français, 115.000 étrangers et 1 million d'indigènes. En 1880, le chiffre monte subitement de 1.417.879 à 2.344.208 habitants, à la suite des arrêtés d'extension d'août 1880.

Lors du dernier recensement, le 1^{er} janvier 1897, les chiffres officiels donnent comme habitant le territoire civil : 318.137 Français, 211.376 étrangers, 48.763 israélites naturalisés et 3.781.502 indigènes. Et pour administrer la justice à cette masse énorme de justiciables, les listes annuelles des quatre cours d'assises algériennes, après l'augmentation de la loi du 3 juillet 1881, portent seulement en tout 2 000 jurés inscrits, soit environ un juge pour 2.180 habitants (1).

Si l'on place en regard de ces chiffres, déjà singulièrement suggestifs, le grand nombre de crimes qui se commettent en Algérie, si l'on ajoute aux sessions ordinaires les trop nombreuses sessions extraordinaires, on voit de suite quelle charge intolérable devient la mission de juré pour ceux qui ont l'honneur de figurer sur les

1. Nous ne faisons pas entrer en ligne de compte les Européens et Israélites du territoire militaire qui, en vertu du décret de 1860, ressortissent aux Cours d'assises et aggraveraient encore cette moyenne.

listes. Quelques chiffres encore rendront plus frappant le poids de cette fonction dont ceux à qui on l'a imposé demandent à être au plus tôt déchargés.

De 1871 à 1876, la moyenne annuelle d'affaires jugées par les quatre cours d'assises algériennes est de 222 ; de 1876 à 1880, de 258 ; de 1881 à 1886, de 419 avec 603 accusés ; de 1887 à 1891, de 548 avec 744 accusés. Les chiffres n'ont fait que croître depuis.

Pour arriver à juger cette masse effrayante de causes criminelles, les cours ont dû tenir des assises supplémentaires en nombre inquiétant. D'une façon générale, elles siègent en permanence à Alger et à Constantine. Dans les autres ressorts, les sessions extraordinaires sont très fréquentes, et nous sommes, hélas ! loin des trois tenues réglementaires prévues par le décret de 1870 et des quatre prévues par la loi de 1881.

En 1891, il y a eu 14 sessions à Alger, 7 à Oran, 9 à Constantine et 4 à Bône. Pendant l'année judiciaire 1897-1898, il a été tenu à Alger 13 sessions. L'année courante (octobre 1898, -mars 1899), a déjà vu à Alger 6 sessions.

De 1887 à 1891, un calcul de moyennes donne par an 13 sessions pour Alger, 7 pour Oran, 10 pour Constantine, 5 pour Bône.

Si l'on veut bien, poussant plus avant les calculs, se rappeler que chaque liste de session doit porter, d'après la loi de 1881, en titulaires ou suppléants, 34 noms, on se heurte à des charges accablantes, que seule peut rendre supportables une bonne volonté d'autant plus méritoire qu'elle est plus onéreuse.

La moyenne des sessions étant, pour les quatre Cours, de 35 par an et chacune de ces sessions réquisitionnant 34 jurés, il y a par an environ 1.190 citoyens distraits de leurs occupations pour devenir des juges temporaires, il y a 1.190 algériens de toute classe qui, dans l'année, auront perdu, sans compter le temps des voyages, une quinzaine entière ; et pour des populations presque exclusivement composées de gens à travail quotidien intensif et sans loisir, on voit quelle perte énorme leur fait subir le platonique honneur de juger leurs pairs.

En réalité les jurés algériens supportent de 22 à 23 fois la charge de ceux de la métropole (1). Que cette charge vienne en grande partie des cau-

1. Cette proportion, rigoureusement exacte, a été établie dans l'opuscule : *Pétition sur l'organisation du jury en Algérie*, de M. Ménesson, ancien président du tribunal d'Oran, et elle n'a rien de surprenant, lorsqu'on examine les chiffres que nous avons relatés plus haut.

ses où les accusés sont Arabes, cela est hors de doute.

De 1887 à 1891, les cours d'assises algériennes ont eu à juger 565 affaires d'Européens avec 634 accusés, et 2.030 affaires d'indigènes avec 3.719 accusés. En 1897, la cour d'assises d'Alger a jugé 207 affaires avec 294 accusés : 53 étaient Européens, 241 indigènes. En 1898, le nombre des affaires est de : 184 avec 258 accusés, 55 Européens et 203 Arabes (1).

L'on ne saurait mieux conclure qu'en disant avec M. Eon : « L'éloquence brutale des chiffres suffit
« à elle seule pour établir que le colon algérien
« qui, tout en appréciant les prérogatives et l'honneur inhérents aux fonctions de juré, demande
« à être allégé des charges excessives qu'elles lui imposent, ne saurait être blâmé. Il lui faut, une
« fois tous les deux ans, quitter pendant quinze
« jours consécutifs, non compris le temps du
« voyage et cela au moment des cultures ou des
« récoltes, son village ou sa ferme, abandonner sa
« famille à l'insécurité, supporter des frais de sé-

1. Et ces chiffres devraient être de beaucoup supérieurs si l'on ne correctionnalisait à outrance le plus grand nombre de crimes possibles. Burdeau et M. Isaac, dans leurs rapports, critiquent ce procédé commode mais malheureusement illégal de simplification de la tâche déjà trop lourde des Cours d'assises.

« jour au chef-lieu du département (1), pour
« prendre part à des sessions d'assises, qui parfois
« ne concernent pas un seul Européen » (2).

On conçoit, en de telles circonstances, qu'une pareille charge soit pour les jurés peu fortunés véritablement ruineuse, et l'on en vient à comprendre cette idée de jurés d'Oran, qui avaient constitué une caisse commune pour venir en aide à ceux d'entre eux qui n'auraient pas assez de ressources pour subvenir personnellement aux frais de leur séjour au chef-lieu.

Comme l'écrivit humoristiquement, dans un très substantiel article, M. le professeur Colin : « Il y a la caisse contre le Jury, comme il y a la caisse contre les fléaux, contre le phylloxéra, ou les sauterelles, par exemple » (3).

Le nombre effrayant de crimes, déferés à des juridictions si peu nombreuses et si surchargées, n'a pas, comme seul résultat, de rendre intolérable la tâche de ceux que les listes annuelles investissent des fonctions de jurés.

Les affaires attendent un temps infini avant

1. Le juré n'a, en effet, droit à aucune indemnité de séjour ; il ne touche qu'une indemnité de déplacement de 2 fr. 50 par myriamètre.

2. Eon, *op. cit.*, p. 64.

3. M. Colin, *La réforme des cours d'assises en Algérie. Revue politique et parlementaire*, 1896, p. 346.

d'être jugées, et pour mieux assurer les garanties dues aux accusés, on est arrivé à leur enlever une essentielle : celle d'un prompt examen de leur cause.

On a pour mieux sauvegarder la liberté, violé cette même liberté dans ce qu'elle a de plus sacré, en prolongeant outre mesure la détention préventive, et par là même s'est produit, par voie de conséquence, un résultat tout aussi néfaste. On a, dans bien des cas, énervé et affaibli une répression nécessaire. Les accusés en Algérie attendent généralement de 5 à 8 mois, avant de comparaître devant les assises.

S'il peut nous être permis de faire, en cette matière, appel à notre modeste expérience professionnelle, nous dirons que du mois de novembre 1898 au mois d'avril 1899, nous avons eu la redoutable tâche de défendre devant la Cour d'assises d'Alger six accusés, cinq Arabes et un européen. La détention préventive moyenne de nos six clients avait été de près de sept mois. Le plus favorisé d'entre eux était depuis cinq mois sous mandat ; le plus délaissé depuis plus de huit mois. Et pour tous, sauf un, l'instruction proprement dite, tant devant le juge de paix que devant le juge d'instruction, n'avait guère duré plus de quinze jours à un mois au maximum.

On comprend, sans qu'il soit besoin d'insister combien la répression s'affaiblit par des jugements ainsi retardés. Chez les peuples primitifs, et les Arabes le sont au premier chef (1), ce qu'il faut assurer avant tout et sous peine de gravement compromettre et la sûreté et l'honneur de la justice, c'est une punition rapide. L'indigène ne comprend pas que pour un fait des plus simples en apparence, on attende des mois et des mois alors que les anciens juges du pays, soit sous la domination turque, soit dans les premiers temps de l'occupation, se souciaient avant tout de juger vite.

Etpuis, pour qui connaît l'esprit arabe, le mensonge arabe surtout (2), est-il possible de douter des conséquences qu'amènent au point de vue de la

1. « Les Arabes sont de grands enfants qu'il faut maintenir », disait à la séance du Conseil général d'Alger du 12 octobre 1891 M. le conseiller général indigène Ali Cherif Zahar.

2. Voir à ce sujet l'opuscule de M. L. Gensoul, ancien procureur de la République à Alger : *Etude sur l'application des codes criminels et la juridiction de la Cour d'assises en Algérie*, Alger, 1894, p. 7 à 9. Un éminent magistrat de la Cour d'appel, qui depuis longtemps a acquis par de nombreuses présidences d'assises une connaissance parfaite des témoins arabes, écrivait, dans une des poésies trop peu connues, par lesquelles il distrait ses loisirs, ces vers aussi spirituellement humoristiques que profondément vrais :

A tel point que si l'on élève une statue

Au mensonge, il faudra la couvrir d'un burnous.

certitude des verdicts, ces retards succesifs et cette attente nécessaire, malgré le concours indiscutable de toutes les bonnes volontés, par l'encombrement d'un rôle surchargé.

Il faut connaître ce pays comme le connaissent ceux qui l'ont toujours habité, avoir recueilli, soit par sa propre expérience, soit par celle des magistrats ou des avocats qui, depuis de longues années, observent les choses et les mœurs de l'Algérie criminelle, une masse de faits de corruption aussi pertinents qu'invraisemblables, pour soupçonner ce qu'il se noue et se trame d'intrigues, de machinations en vue de retourner l'esprit des témoins indigènes et de transformer des consciences toujours accessibles à la vénalité. Ainsi s'expliquent à l'audience ces dépositions tellement contradictoires à celles recueillies dans l'information, que ceux qui les font ne peuvent les expliquer qu'en soutenant n'avoir jamais dit le contraire, même lorsqu'ils ont signé leurs déclarations antérieures et opposées, en arguant même au besoin de l'infidélité de la traduction en français de leurs dires. Quant à ceux qui entendent et recueillent de tels témoignages, ils ne peuvent les retenir qu'en les appréciant à leur juste valeur.

Avec bien plus d'exactitude encore que dans le document officiel que nous citons, ne peut-on

dire aujourd'hui : « Au bout de cette détention prolongée, quand vient le jugement, qu'arrive-t-il ?
« Les témoins ont été inévitablement influencés par
« des cadeaux ou des menaces ; ils viennent opposer aux investigations du tribunal le silence
« ou le mensonge. L'accusé est acquitté. Son impunité encourage d'autres crimes.

« Si, par exception, des témoignages ont été
« portés contre l'accusé, ceux qui ont osé le faire
« sont désignés à la vengeance. Dans de telles
« conditions il est facile de se rendre compte
« que nos idées de légalité produisent un effet
« contraire au but que nous nous sommes proposé » (1).

De ce doute amené dans les esprits des jurés par la déformation des témoignages que facilite cette longue attente, de l'excès aussi de cette détention préventive, naît une conséquence non moins funeste aux intérêts de la justice et de la répression. Dans bien des cas, les jurés, par scrupule, arrivent à condamner trop peu ; et le motif de leur indulgence vient précisément des deux causes que nous indiquons.

Un des crimes les plus ordinaires des arabes

1. Dépêche adressée le 30 novembre 1859, par le général de Martimprey, commandant supérieur des forces de terre et de mer de l'Algérie, au ministre de la guerre.

et que les cours algériennes ont le plus fréquemment à juger, ce sont ces coups et blessures mortels, ayant entraîné la mort sans l'intention de la donner, que punit l'article 309 du Code pénal.

La violence de caractère des indigènes, leur facilité à se servir de la matraque, qu'ils portent tous, ou de la pierre, qu'ils ramasseront à leurs pieds, amènent tous les jours, en pays arabe, de ces rixes qui, nées le plus souvent d'un prétexte futile, se terminent par une mort d'homme.

On sait qu'en pareil cas le Code prononce une condamnation aux travaux forcés à temps et se borne aux peines de la réclusion ou de l'emprisonnement, lorsque le jury admet des circonstances atténuantes ou l'excuse de provocation.

Veut-on maintenant savoir à quelles conséquences pratiques aboutit le renvoi de pareils faits devant les assises? De 1887 à 1891, les quatre cours algériennes ont eu à juger 412 de ces affaires. Les verdicts ont amené 41 condamnations aux travaux forcés, 28 à la réclusion, 203 à l'emprisonnement et 170 acquittements.

Peine correctionnelle ou acquittement, voilà le résultat, dans la presque unanimité des cas, des longueurs d'une détention préventive exagérée que le jury, dans son humanité, considère comme une expiation suffisante.

Est-il besoin d'insister sur les néfastes conséquences d'une pareille absence de répression et sur l'impression qu'elle produit dans l'esprit des indigènes?

Pendant que le çof de l'accusé célèbre par des fêtes son retour à la tribu ou au douar, pendant qu'en son honneur les diffas se succèdent et la poudre ébranle les airs de ses salves de réjouissance, de l'autre côté, dans le çof de la victime, on aiguisse les couteaux, on arme les fusils ; et, d'ici peu, un second crime viendra réparer la mort de celui dont la mémoire crie vengeance et dont la justice n'a pas su faire expier le meurtre.

Charge intolérable pour les colons, violation de la liberté individuelle et souvent impunité et discrédit de notre autorité morale, voilà à quoi aboutit, semble-t-il, l'idéalisme philosophique des signataires du décret de Tours.

Et ces inconvénients ne sont pas les plus grands, nous le verrons bientôt.

Que ces impossibilités n'aient pas apparu du premier regard à ceux qui, en 1870, demandaient avec insistance l'établissement intégral du jury en Algérie, c'est ce dont nous avons déjà pu nous étonner.

Mais, dès les premiers jours de son fonctionnement dans ce pays, les réclamations s'élevèrent

et le concert des récriminations n'a fait que croître depuis.

Voici ce qu'écrivait, le 15 juillet 1872, moins de deux ans après le décret, le procureur général Rouchier dans un rapport au Garde des Sceaux. « Déjà
« la lassitude se manifeste de toute part. Il y a
« émulation générale non pour être juré, mais
« pour ne pas l'être. C'est à qui réussira à se faire
« récuser. Il en devait être ainsi par la force des
« choses dans un pays où les hommes de loisir
« sont une rare exception, où le temps est le principal patrimoine, où chacun est absorbé par les
« soins que réclament ses cultures, son négoce ou
« son industrie ». « Aussi est-il arrivé plusieurs
« fois que pour composer le personnel du jury,
« dans telle ou telle affaire, il a fallu épuiser non
« seulement la liste des jurés titulaires, mais même
« celle des supplémentaires. »

Et comme le dit M. Eon : « Cette émulation
« n'est pas allée en diminuant. Ce qui arrivait
« quelquefois alors, est devenu la règle, et nous
« comptons aujourd'hui, à Alger surtout, les
« sessions où il n'est pas nécessaire de procéder,
« dès le premier jour, à un tirage de jurés supplémentaires » (1).

1. Eon, *op. cit.*, p. 60.

En 1874, le mouvement protestataire était déjà tel, qu'un projet de loi abrogeant purement et simplement le décret de 1870 fut soumis au Conseil d'Etat. Cette haute assemblée émit, dans sa séance du 2 mai 1874, un avis favorable à cette suppression, en ajoutant que les conséquences de l'abrogation du décret de 1870 devraient être réglées non par une loi mais par un décret.

La réforme en reste là, et le projet de loi ne fut pas soumis à l'Assemblée Nationale.

Depuis cette époque, et à part la loi insuffisante du 30 juillet 1881, aucune mesure n'a été prise par le gouvernement pour remédier à cette intolérable situation. Mais il faudrait des volumes pour enregistrer les innombrables plaintes adressées au pouvoir central. Le conseil supérieur de gouvernement, les conseils généraux, la presse toute entière ont fait entendre sans répit leurs doléances. A maintes reprises les intéressés directs eux-mêmes, les jurés ont adressé leurs protestations à la Chancellerie ou au Chef de l'Etat, et il faudra, quoi qu'on fasse, en arriver à écouter ces plaintes trop légitimes.

Et quelque grave qu'apparaisse la situation, telle que nous venons de l'envisager au point de vue soit de la justice par l'arrêt des causes, la détention préventive exagérée et l'énervement de

la répression, soit des juges par la charge intolérable dont elle frappe les populations laborieuses de l'Algérie, ses résultats semblent encore pires, lorsque l'on examine les conséquences du décret de Tours et de l'établissement du jury, pour la très grande majorité des justiciables des cours d'assises : les accusés indigènes. « On dirait, « a-t-on pu écrire avec justesse, que les auteurs du « décret de 1870 ont oublié qu'il y avait une « population indigène » (1).

Quelle tristesse de songer à la hâte et au manque d'étude sérieuse qui précédèrent la promulgation du décret de Tours ! Les délégués du gouvernement de la Défense nationale, victimes eux aussi de cette théorie de l'assimilation immédiate et à outrance, avaient voulu étendre à l'Algérie ce principe de la juridiction par les pairs, qui est la base de notre droit criminel. « Considérant, « disent-ils dans l'exposé des motifs du décret de « 1870, que le jugement par jurés des causes criminelles est un des principes de notre droit « criminel..... »

Etait-il possible à l'esprit, même le moins instruit des choses algériennes, de voir dans l'indigène musulman, ignorant de nos coutumes, de

1. Note manuscrite d'un haut magistrat algérien, citée par M. Isaac dans son rapport, p. 147.

nos mœurs, de notre organisation et de nos lois, le pair même du paysan le moins instruit de France, qui connaît, en quelque manière, un peu de notre système législatif, de nos usages et de nos rouages judiciaires.

« On ne prenait pas garde, écrit M. Isaac, que
« le principe d'assimilation, si séduisant qu'il
« soit, peut être bon ou mauvais suivant les
« temps, les lieux et les circonstances de son
« application..... L'idée fondamentale de l'insti-
« tution du jury, c'est que les citoyens, quand il
« s'agit de faits qui sont de nature à troubler
« gravement la sécurité commune et qui par con-
« séquent entraînent les plus sévères châtimens,
« doivent être jugés par leurs pairs. Le colon
« français se trouvait bien, devant les assises,
« dans la situation résultant de l'application de
« cette idée, mais non pas l'indigène, puisque
« celui-ci ne rencontrait, parmi les hommes qui
« allaient statuer sur son sort, aucun représen-
« tant de son groupe spécial, aucun témoin de
« son existence. S'il est une haute considération
« morale qui justifie cette intervention des pairs,
« dans les procès criminels, c'est que des person-
« nes qui appartiennent à la même société que
« l'accusé, qui ont les mêmes traditions nationa-
« les, les mêmes origines, et, s'il faut le dire, les

« mêmes préjugés, sont aptes à apprécier, non
« seulement le préjudice général que son acte a
« pu causer, mais encore les circonstances qui
« peuvent expliquer cet acte, en atténuer ou en
« accentuer la culpabilité. Cette sorte de commu-
« nauté de conception n'existe pas dans la plu-
« part des cas entre le juré français et l'indigène
« algérien. Tel fait qui, d'après nos mœurs,
« devrait être considéré comme absolument inex-
« cusable, peut se présenter au regard de la
« société musulmane sous un autre aspect. Il
« serait trop facile de citer ici des exemples.
« Comment donc le colon, dans le système de la
« législation du jury, pourrait-il être considéré
« comme le juge naturel du musulman » (1).

C'est la même idée qu'exposait M. le député Saint-Germain lorsqu'il disait : « L'indigène,
« sujet français ou étranger, a des mœurs, des
« habitudes qui lui sont propres. Il n'a pas la
« moindre communauté d'origine, de nationalité
« et de sentiments avec le Français ; il est aujour-
« d'hui ce qu'il était au début de la conquête de
« l'Algérie en 1830. L'établissement du jury vis-
« à-vis de l'indigène ne peut pas être considéré
« comme une juridiction de pairs. L'indigène

1. Isaac, *Rapport*, p. 148-149.

« n'est pas le pair du colon : il se passera de longues années avant qu'il le devienne, en admettant (ce qui est loin d'être démontré) qu'il puisse un jour arriver à une transformation aussi complète de son individu » (1).

Dès 1872, le procureur général Rouchier écrivait dans ce rapport que nous avons eu déjà l'occasion de mentionner : « Les Arabes indigènes se plaignent d'un système qui, sous la décevante dénomination de justice rendue par leurs pairs, leur donne pour juges des hommes parmi lesquels ne figure aucun de leurs coreligionnaires, mais qui comptent en revanche dans leurs rangs des israélites, c'est-à-dire des membres d'une race pour laquelle les musulmans ont une invincible antipathie » (2).

Rien de plus vrai que ces considérations ; la distance qui nous sépare de la quasi-unanimité des Arabes reste infranchissable. Nous sommes encore

1. Saint-Germain, alors député d'Oran. Proposition de loi sur le jury en Algérie, déposée au nom de la représentation algérienne le 4^{er} décembre 1892, *J. off.*, Chambre des députés, documents parlementaires, 1892, II, p. 2343, ann. 2437.

2. Nous nous rappelons avoir assisté à une audience d'assises où comparaissait un Arabe. Parmi les jurés siégeait un vieil Israélite, revêtu encore du costume indigène : on ne peut se figurer le regard de mépris que jeta au juré l'accusé, lorsqu'il vit ce représentant d'une race abhorrée prendre place parmi ses juges.

moralement presque aussi loin d'eux que le jour du débarquement de Sidi-Ferruch. Qu'il ait été possible de combler le fossé qui est creusé toujours aussi profond entre les deux races, c'est là un fait certain. Mais on n'a pas su ou pas voulu le faire, et il n'en existe pas moins : « Les Arabes se « mélangent : ils ne se confondent pas » (1).

Si l'on en veut des preuves absolues, les chiffres vont encore venir à notre aide.

En 1892, le Conseil général du département d'Oran eut l'idée aussi heureuse que nouvelle et hardie de consulter directement les notabilités indigènes des centres arabes sur toutes les grandes questions si discutées à l'heure actuelle : 398 questionnaires avaient été envoyés.

Sur la question de la naturalisation en masse des indigènes, de cette naturalisation que certains des parlementaires actuels voudraient imposer aux Arabes, 370 réponses parvinrent à l'autorité départementale. *A l'unanimité*, les indigènes repoussaient l'idée de cette naturalisation en masse. Interrogés aussi sur la question du jury, 223 groupes répondirent et presque tous formulèrent des critiques contre le système en vigueur.

Ce n'est pas à ce simple point de vue d'incompatibilité morale que les indigènes ne trouvent pas,

1. Eon, *op. cit.*, p. 68.

dans ce semblant de jugement par leurs pairs, les garanties auxquelles ils devraient avoir droit.

Non seulement le colon juré et l'indigène accusé sont à deux pôles de civilisation opposés, mais tout contribue à faire d'eux plus que des indifférents, des ennemis, tout au moins des êtres instinctivement hostiles l'un à l'autre.

Que cette haine du colon contre le malfaiteur indigène soit justifiée, c'est ce que comprendront sans aucune peine tous ceux qui ont étudié cette question si angoissante de la sécurité en Algérie. Il n'est pas de jours que, dans toute l'étendue de la colonie, des plaintes ne s'élèvent, que des travailleurs, amants jaloux de la terre qu'ils ont fécondée, des récoltes qu'ils ont amassées aux prix de quelles peines inconnues dans la métropole, des troupeaux qui constituent leur seule richesse, ne soient privés du fruit de leur dur labeur, en une nuit, par des voleurs indigènes, dont le crime reste trop souvent impuni.

Comment veut-on que ces hommes, qui tous ont eu à souffrir de ces déprédations, qui sentent les leurs, isolés et sans protection dans leurs fermes éloignées, pendant qu'ils siègent, puissent retrouver, en prenant place au banc du jury, toute l'impartialité sereine, que l'on serait en droit d'exiger de leur justice !

« Peut-on, écrivait M. le député Letellier, de-
« mander à un juré que l'on a enlevé à ses occu-
« pations, exposant ainsi sa famille à la misère
« et au danger, de juger en conscience ces indigè-
« nes, qu'il considère souvent comme des ennemis
« et à l'égard desquels il est porté par nature à
« user d'une sévérité qui semble tenir à un sys-
« tème de représailles ?

« Or, les neuf dixièmes des crimes soumis aux
« cours d'assises d'Algérie, ont été commis par
« des indigènes. Est-il surprenant que le jury
« trahisse son énervement et sa lassitude par des
« verdicts trop rigoureux ou des acquittements
« du plus mauvais effet moral sur les populations
« soumises à notre domination (1) ».

Assez indulgent lorsque la victime du crime est un indigène, le jury devient trop souvent féroce lorsque c'est un Européen qui en a souffert.

Nous sera-t-il permis de citer ici des exemples qui montreront à quel point peut atteindre parfois ce manque de garanties pour les indigènes.

Nous les empruntons à l'ouvrage d'un algérien qui les a lui-même pris parmi les verdicts de la cour d'assises de Bône (2).

1. Projet de loi sur le jury en Algérie, déposé le 30 juin 1893, par M. Letellier, alors député d'Alger, *J. off.*, Chambre des députés, documents parlementaires, 1893, p. 1029, ann. 2784.

2. Louis Khoudja, défenseur oukil près la Mahakma, de Bône,

« Un M. X... est traduit devant la cour d'assises,
« en août 1890, sous l'accusation d'assassinat sur la
« personne d'un Européen comme lui. Les anté-
« cédents sont déplorables ; il avait déjà tenté de
« donner la mort dans d'autres circonstances à un
« indigène et à un Français. Il reconnaît le cri-
« me, mais prétend avoir été provoqué à le com-
« mettre par un coup de poing que lui aurait
« porté la victime ; les témoins français, dignes de
« foi, lui donnent un démenti formel sur la provo-
« cation qu'il allègue, et même l'un d'eux ajoute
« que, loin de manifester le moindre repentir, l'ac-
« cusé, qui avait enfoncé son couteau dans le ventre
« de la victime, aurait tenu le propos suivant : « Si
« tu n'en as pas assez, il y en a encore pour toi »,
« en s'adressant à la victime étendue à terre et
« mourante. Ces faits révoltants méritaient une
« peine sévère ; il s'est trouvé pourtant un jury
« pour rapporter un verdict d'acquiescement.

« Le même jour devant la même cour, compa-
« raît un indigène, accusé d'assassinat sur la
« personne d'un de ses coreligionnaires au cours
« d'une fête nocturne. Il nie les faits, excipe d'un
« alibi et n'est accusé que par les parents de la
« victime, témoins intéressés. Le jury rapporte

« *La question indigène par un Français d'adoption* », cité par
M. Colin, *op. cit.*, p. 347 et par M. Isaac, *Rapport*, p. 152-153.

« un verdict affirmatif, et l'indigène est con-
« damné à la peine capitale.

« Dans une autre session, deux voleurs sont
« déferés à la cour d'assises. L'un Français, em-
« ployé dans une compagnie financière, est accusé
« d'avoir commis successivement plusieurs détour-
« nements au préjudice de cette compagnie à l'aide
« de fausses écritures. Il reconnaît les faits à l'ins-
« truction, avoue son crime à l'audience, et cepen-
« dant il est acquitté et sort du palais la tête haute.

« Le second, un Arabe, accusé d'avoir volé avec
« effraction, mais en plein jour, au préjudice d'un
« cantonnier et en son absence, un fusil estimé
« 40 francs et un porte-monnaie contenant 1 fr. 65
« comparait devant la cour. Il nie le crime et le
« jury rapporte un verdict affirmatif tant sur la
« question principale que sur les circonstances
« aggravantes, qu'il mitige cependant par les cir-
« constances atténuantes. L'Arabe est condamné
« à six ans de travaux forcés. »

Ces exemples sont malheureusement assez fré-
quents pour qu'il ne soit pas possible de les consi-
dérer comme des erreurs exceptionnelles de jurys
anormaux.

Les considérations relatives à la nationalité
du coupable ou de la victime sont invoquées
à tout moment, soit par le ministère public, soit

par les avocats, et il suffit d'avoir suivi quelques sessions d'assises pour savoir quelle influence elles ont sur les verdicts. Le défenseur du célèbre bandit Areski ben el Bachir insistait sur ce fait que si on condamnait à mort son client qui n'avait tué que des Kabyles, on ne voit pas quel châtimement pourrait être réservé à l'indigène qui frapperait un colon.

Dans certains cas, on a vu le jury dépasser la sévérité des réquisitions du ministère public et condamner à mort quatre accusés, alors qu'il ne demandait la peine capitale que contre un seul (affaire de l'assassinat de la ferme du Chélat-Oran, 1894), ou envoyer à l'échafaud quatre indigènes contre lesquels l'accusation elle-même déclarait ne pouvoir relever aucune charge certaine (affaire du courrier d'Inkermann).

On a vu par contre le jury acquitter des individus qui avaient torturé d'une façon abominable deux indigènes pour leur faire avouer un vol qu'ils n'avaient pas commis (affaire A... Alger, mai 1894). Et cet acquittement, qui provoqua une grande émotion et, hâtons-nous de le reconnaître, de vives protestations, aussi bien en Algérie qu'en France, avait été amené, en grande partie, par une pétition du maire, des conseillers municipaux

et des colons notables de Mouzaïville demeure de la famille A... (1).

Dans ce document vraiment extraordinaire cet acte de torture est qualifié de la sorte : « M. A... ou-
« trepassant peut-être les droits que les lois fran-
« çaises faites pour les Français lui octroyaient,
« alla jusqu'à faire avouer son vol à l'indigène.

Les violences atroces (le certificat des médecins ne laisse aucun doute) sont appelées « un incident
« grossi à plaisir par des gens aussi peu colons
« que possible et remplis d'un sentimentalisme
« outré ».

Les colons déclarent « protester énergiquement
« contre l'existence de l'état d'esprit actuel de nos
« fonctionnaires judiciaires » et concluent en de-
mandant l'acquittement des accusés, « non seule-
« ment dans l'intérêt de la famille A... mais en-
« core par raison supérieure de sécurité pour
« l'Algérie » (2).

N'est-ce pas le cas de conclure avec M. Colin :
« Que penser des garanties que peut offrir à un
« indigène la juridiction des cours d'assises de la

1. Cette lettre est reproduite en entier dans l'article précité de M. Colin, p. 350. M. Isaac a aussi raconté en détail cette affaire dans son rapport, p. 153.

2. Après cet acquittement, les coupables furent renvoyés devant la juridiction correctionnelle et condamnés à des peines variant de dix-huit mois à deux ans de prison.

« colonie, pour peu qu'y siège un jury recruté
« parmi les signataires de cette lettre » (1).

Nous nous en voudrions pourtant de laisser croire qu'il y a là de la part de ces juges éphémères une volonté déterminée d'opprimer, de condamner toujours et quand même les indigènes. Mais en présence de l'insécurité dont tous ont souffert, en présence aussi de cette entente des Arabes entre eux pour tenter de sauver toujours les leurs d'une répression souvent insuffisante, les jurés lorsqu'ils tiennent un coupable, le frappent rudement à titre d'exemple et laissent ainsi trop souvent, leur instinct de défense et de conservation parler plus haut que l'impartialité de leur devoir de magistrats temporaires.

Et c'est ainsi qu'après ces développements, on peut dire que l'institution du jury en Algérie est considérée par presque tous comme une plaie, un fléau auxquels il faut plutôt porter remède.

Le décret de 1870 a arraché les colons et les travailleurs à leurs occupations et entravé leur labeur. Il a eu dans certains cas comme conséquence l'énervement de la répression. Il a violé la liberté individuelle en prolongeant les détentions préventives ; il a privé les indigènes des garanties né-

1. Colin, *op. cit.*, p. 351.

cessaires qu'ils avaient autrefois et qu'il prétendait augmenter.

Résultat plus funeste encore : il n'a pas su assurer la sécurité en Algérie, cette sécurité matérielle que le maréchal Bugeaud définissait rudement « l'assurance de conserver sa tête sur ses épaules » et de ne pas se voir ravir sa femme, ses enfants « et les récoltes qu'on a semées » (1), cette sécurité dont un gouverneur général disait, il y a bientôt vingt ans : « Vous l'aurez » et que la colonie anxieuse attend encore, cette sécurité idyllique de l'époque, aujourd'hui lointaine, où un grand chef affirmait qu'une jeune fille, parée de bijoux, pourrait traverser l'Algérie entière sans avoir rien à craindre, et où en 1859, un colon malade laissait pendant quinze jours un troupeau nombreux errer sans gardien en pleines montagnes du Djendel, sans qu'après ce temps une seule tête de bétail manquât (2).

Il suffirait de rappeler ici l'accroissement effrayant de criminalité, que nous révélait au début de ce chapitre une statistique rigoureusement exacte, de parcourir les plaintes insérées aux procès-verbaux de la commission sénatoriale des

1. Bugeaud, *Quelques réflexions sur trois questions fondamentales de notre établissement en Algérie*, p. 25.

2. Lettre de M. Brénot, publiée par le *Petit Colon* en 1893.

XVIII, de citer les innombrables brochures et articles qui montrent le danger croissant chaque jour, d'évoquer enfin les délibérations de tous les corps élus de l'Algérie (1), et notamment le cri d'angoisse jeté par la commission interdépartementale de la sécurité en décembre 1893, pour faire comprendre le caractère terrible de ce que Jules Ferry appelait justement : « Une plaie sociale dont les doléants ces populaires n'exagèrent pas la gravité » (2).

Une citation, que malgré sa longueur nous n'hésitons pas à faire à cause de son éloquente vérité et de sa navrante exactitude, peindra le mal dans toute son horreur (3).

« Qui de nous, goûtant un repos passager dans
« quelque retraite champêtre du cher pays de
« France, n'a pas éprouvé tout à coup, devant la
« sérénité d'un beau soir, le sentiment, intense
« jusqu'à la sensation, d'une sécurité de la vie
« agricole, incomparable à l'existence tourmentée
« des campagnes algériennes.

1. Voir Isaac, *Rapport*, annexe n° 4, p. 400 à 416.

2. J. Ferry. *Rapport au Sénat sur l'organisation et les attributions du gouvernement général de l'Algérie*, p. 37.

3. Ces pages sont extraites du discours de rentrée de 1897, prononcé à la Cour d'Alger par M. le substitut du procureur général, Durieu de Leyritz : *La sécurité et la justice répressive en Algérie*, p. 14-18. Cette mercuriale, qui est un chef-d'œuvre de grande éloquence, est l'exposé le plus complet et le plus exact de cette délicate question.

« A ces heures crépusculaires dont certaines
« toiles immortelles ont fixé le charme recueilli,
« l'anxiété ne descend pas dans le vallon avec
« l'ombre des collines, une douce quiétude flotte
« dans l'air où s'épand le parfum des foins ; le bé-
« tail rentre à pas lents vers le sûr abri de l'étable,
« sous l'œil insoucieux du bouvier, et dans un
« sommeil sans alerte, l'homme va se reposer
« avec la terre — Terre, non de violence, mais
« de paisible sécurité, comme chantait le poète
« célébrant la paix romaine, terre pacifiée par la
« tutélaire justice ; *justissima tellus, segura*
« *quies* (1).

« Alors, en cette claire nuit d'été, défilent comme
« dans un songe les souvenirs professionnels de
« l'Algérie rurale.

« Voilà une veuve, de petits orphelins, un vieux
« père éplorés autour du cadavre sanglant de celui
« qui, dans la force de l'âge, était l'âme de la fa-
« mille, agriculteur intelligent et actif, nature
« généreuse, honorée d'universelles sympathies.
« Au déclin du jour, on l'avait amicalement sa-
« lué. L'obscurité à peine faite, on procédait aux
« constatations légales du crime qui lui ôtait la
« vie. Explorant son domaine de l'œil vigilant du

1. Virgile, *Georg.*, II, 460-467.

« maître dans sa ronde du soir, il s'était avancé
« vers une forme indécise, tapie dans l'ombre à
« quelques pas de sa maison. Homme ou bête, il
« ne savait. Et de cette masse suspecte, un coup
« de feu était parti, lui déchirant les entrail-
« les (1).

« Une image de ruine succède à cette vision de
« meurtre. C'est un couple d'honnêtes cultiva-
« teurs, qu'une série de rapines audacieuses dé-
« pouillent, en dix-huit mois, de tout un capital
« d'exploitation et réduisent, avec quatre enfants
« en bas âge, à une extrémité voisine de l'indi-
« gence. Un jour, leur berger européen est saisi en
« pleins champs par des maraudeurs arabes, li-
« gotté, pendu par les pieds à un arbre ; mais une
« intervention inespérée le sauve et rassemble le
« troupeau dispersé. C'est le prélude. A quelques
« semaines de là huit ânes disparaissent. Bientôt
« après le grenier, rempli des céréales de la der-
« nière moisson, est mis à sac par des pillards in-
« digènes, venus avec des bêtes de somme et favo-
« risés par la connivence des gardiens nocturnes,
« leurs congénères. Puis tous les instruments agri-
« coles sont détruits ou soustraits dans une seule
« nuit de janvier. En juillet, un autre berger, indi-

1. M. C... fils, arrondissement de Guelma.

« gène celui-là, est encore assailli par des brigands
« de sa race, qui s'emparent du fusil que lui avait
« confié son maître. En septembre, trois ânes sont^t
« volés; en octobre, trois bœufs; en novembre, leurs
« deux derniers ânes, une vache et son veau. La
« série s'achève au mois de mars, et l'œuvre de
« spoliation est consommée; tout le bétail subsis-
« tant un taureau, deux vaches et cinq veaux sont
« razziés en deux fois à quelques jours d'inter-
« valle (1).

« Au tour des malheureux fellahs ! Dans une
« même fraction, et au cours d'un seul hiver,
« quarante têtes de bétail enlevées, unique
« fortune de plus de trente familles (2). Et com-
« bien d'autres calamités ! Dans tel centre, vingt-
« cinq petits propriétaires européens, volés en
« un an (3). Ailleurs, colons et khammès,
« tués ou blessés pendant la veillée nocturne des
« moissons; vignobles entiers saccagés, récoltes
« coupées en vert par la malveillance, arbres ab-

1. Epoux P..., arrondissement de Blidah.

2. Fraction N.... du douar O S...., arrondissement de Blidah.

3. A N...., arrondissement de Guelma. M. de Leyritz ne parle que de faits dont il a eu personnellement à connaître comme magistrat dans les parquets de Guelma et de Blidah. Les autres circonscriptions judiciaires de l'Algérie sont tout aussi dévastées.

« battus, meules incendiées. Enfin, les innombrables méfaits du maraudage : les vergers dévastés, les plates-bandes fouillées, l'espoir de longs soins, ravi en une nuit au besogneux maraicher qui, pour acheter son pain, doit vendre chaque jour à la ville quelques légumes ou fruits de son jardin.

« Et avec les réminiscences personnelles d'une intervention judiciaire récente encore dans tant de meurtres et de déprédations, combien de souvenirs de seconde main viennent peupler, pour le magistrat algérien, la tranquille vallée normande ou dauphinoise que parcourt en sécurité le bœuf intangible d'Horace !

« Familles entières égorgées dans les fermes parfois à quelque centmètres des villes ! Assassinats horribles, précédés de viols hideux ! La malfaisance sous toutes ses formes ! Les instincts d'homicide, de luxure et de pillage dans un furieux déchainement ! Voilà le contraste formidable de l'état respectif de la criminalité en Algérie et en France que les statistiques les plus consciencieuses sont incapables de refléter ».

Quels commentaires ne seraient inutiles après ce tableau énergique et désolant de la situation.

Sans doute les causes de cette insécurité qui arrête l'Algérie dans son magnifique développe-

ment sont multiples. L'absence de forces de police suffisantes, le manque de poursuite d'office dans bien des cas et par suite l'impunité, un système pénitentiaire trop doux pour l'indigène, qui bien souvent aspire au bienfait de l'emprisonnement, viennent concourir à rendre le danger plus grand encore, s'il est possible, et les rapports parlementaires le proclament à l'envi (1).

« Une procédure criminelle essentiellement for-
« maliste, dont la rigueur ne compose ni avec
« l'immensité des espaces, ni avec les lenteurs
« des communications, ni avec l'indigence des
« preuves matérielles, ni avec la duplicité des
« preuves testimoniales. Des juridictions encom-
« brées par l'entassement des informations pro-
« cédurières, entravées par les exigences de l'ins-
« truction orale, perpétuellement indécises entre
« l'évidence qui manque de démonstration et la
« fiction qui se pare des preuves légales du vrai ;
« une répression tardive, inégale, incertaine,
« plus semblable pour le condamné à un coup
« du sort qu'à un décret de la raison, souvent
« intérieure à la gravité du méfait, parce que les
« compétences ont fléchi sous la poussée formida-
« ble des masses criminelles, parfois négative

1. Voir Burdeau, *Rapport sur le budget de 1892, Service de l'Algérie*, p. 84 et suiv., et Isaac, *Rapport*, passim.

« devant un forfait avéré parce que, commun
« chez les fellahs du Tell et des Hauts-Plateaux,
« il est inconnu parmi les paysans de la Beauce
« ou des Cévennes pour qui le Code pénal a été
« fait; — des pénalités médiocrement afflictives
« pour l'indolence d'un tempérament contempla-
« tif, mal proportionnées à l'exceptionnelle nui-
« sance qu'empruntent au milieu et à la race,
« certaines infractions moins préjudiciables en
« France à la communauté, un système péniten-
« tiaire fondé sur des principes de pédagogie
« morale inconnus en Europe même il n'y a pas
« cent ans, et inintelligibles à l'âme musulmane:
« tel est l'appareil répressif dérisoirement délicat
« et débile, qu'opposent nos institutions de droit
« commun à une criminalité brutale, moins faite
« de corruption que d'animalité, plus propre à
« être domptée d'autorité que châtiée avec mé-
« thode » (1).

Si le mal est grand, et nous l'avons montré surabondamment, ses causes, on vient de le voir, sont multiples. Mais n'oublions pas, pour rester dans les limites spéciales auxquelles nous nous sommes borné, que le jury appliqué aux indigènes en est une des principales. Nous répétons,

1. Durieu de Leyritz, *op. cit.*, p. 62-63.

comme l'éminent magistrat que nous aimons à citer avec une respectueuse affection et une entière admiration : « La jurisprudence indécise, versatile, contradictoire du jury, n'est point faite pour un peuple où la violence gouverne encore les rapports sociaux et dont l'idéal judiciaire, inséparable de l'idéal politique, ne dépasse pas la notion d'une autorité unique, immuable et forte. Notre sécurité nous commande de n'oublier jamais que, pour les esprits primitifs, les idées sont des actes, que déconcerter chez les indigènes la conception du pouvoir, c'est déjà provoquer à l'insoumission. La justice aléatoire du jury a été certainement depuis 1870 le facteur le plus actif de l'insécurité. Elle a exaspéré les vendettas par l'acquiescement inattendu de coupables avérés ou par une répression dérisoire, voisine de l'impunité. Elle a enhardi les malfaiteurs par l'inconstance de ses verdicts, attributifs souvent dans une même session, et parfois dans une même journée, d'un sort si différent à des culpabilités identiques » (1).

Nous avons terminé cet examen des résultats déplorable qu'a entraînés pour l'Algérie l'institution du jury. Que des réformes soient nécessai-

1. Durieu de Leyritz, *op. cit.*, p. 76.

res, c'est un point qui nous semble maintenant évident. Qu'elles soient nombreuses, c'est encore là un sujet hors de discussion. Ce qu'il faut à la colonie, c'est un Code d'instruction criminelle et un Code pénal spéciaux. Mais ce qu'il importe de modifier au plus tôt, et c'est à ce terrain spécial que nous bornerons notre examen, c'est l'organisation de la justice criminelle. Là est le besoin le plus pressant, le mal qu'il faut au plus tôt réparer.

Si l'on veut que l'Algérie puisse encore vivre et progresser, si l'on veut que ce pays, rendu plus sacré encore par tout ce qui s'y est dépensé de labeur français, par tout ce qui s'y est perdu de vies françaises, arrive aux destinées auxquelles il a droit, il faut avant tout réorganiser ce rouage essentiel à tous les peuples civilisés et aux colonies particulièrement. Le reste viendra par surcroît et à son heure. « Il est temps, disait Jules Ferry, de
« comprendre la leçon des choses, et sur la voie
« fausse où nous nous sommes engagés, non seu-
« lement de nous arrêter, mais, s'il le faut, de
« rebrousser chemin » (1).

1. Jules Ferry, *Rapport*, p. 37.

CHAPITRE VIII

LES DÉFENSEURS DU RÉGIME ACTUEL

Il s'est trouvé que la situation désolante, trop longuement exposée par nous dans le chapitre précédent, a rencontré des incrédules, ou tout au moins que certains de ceux qui étudient les moyens de faire progresser ce pays, tout en reconnaissant les faits indéniables d'insécurité que révèle l'expérience quotidienne, ont prétendu en trouver la cause ailleurs que dans les motifs auxquels nous avons cru devoir l'attribuer.

Leur conviction est que tout changement du système actuel de juridiction criminelle algérien aurait des conséquences néfastes, et ils adoptent comme devise cette phrase du grand sceptique répétée par l'un d'eux. « Il y a grand doute s'il se peut trouver si évident proufit au changement d'une loi receue, telle qu'elle soit, qu'il y

« a de mal à la remuer, d'autant qu'une police,
« c'est comme un bastiment de diverses pièces
« jointes ensemble d'une telle liaison qu'il est
« impossible d'en esbranler une que tout le corps
« ne s'en sente » (1).

Pour eux l'organisme du jury, qu'ils qualifient presque de parfait, a donné à la justice criminelle algérienne, la forme définitive, aussi bonne que possible, à laquelle il faut s'arrêter ; et, entraînés par des raisons que nous allons essayer d'analyser, et qui, d'une réfutation facile, se fondent et se basent en somme sur des considérations de sentimentalisme philosophique pur, ces conservateurs outranciers d'un ordre de chose déplorable ne veulent pas qu'on y touche et qu'on porte atteinte à ce jury, palladium intangible, à leur avis, de notre système judiciaire répressif.

Loin de nous, certes, est la pensée de railler ou de tourner en ridicule ces partisans d'une opinion opposée. Ils comptent parmi eux des esprits éminents ; certains nous sont liés par des liens personnels d'un respect et d'une affection que nous ne songeons pas à cacher ; mais leur doctrine, inspirée de sentiments très élevés et très louables, doit être d'autant plus énergiquement combattue,

1. Montaigne, *Essais*, liv. I, ch. XXII.

que ceux qui la représentent sont plus distingués, et que nous ne pouvons admettre qu'après avoir, au siècle dernier, perdu des colonies au nom d'un principe, nous ruinions ici et notre crédit moral, et nos devoirs de civilisateurs et notre domination de conquérants au nom d'un autre principe, si noble et si vrai soit-il en théorie.

Ils la comprennent, au surplus, si bien tous, cette imminence du danger, et ils en sont si intimement persuadés au fond, qu'après avoir reconnu le mal, en partie tout au moins, ils en cherchent comme nous les remèdes, et que ne voulant pas en venir hardiment aux solutions nécessaires, ils se cantonnent dans des réformes fragmentaires et errent parmi des demi-mesures inutiles et insuffisantes.

Leur système de défense des institutions existantes se borne en grande partie à attaquer les innovations proposées, et, sur ce terrain spécial, nous les retrouverons lorsque, dans un prochain chapitre, nous étudierons les grands projets soumis à l'examen des pouvoirs publics. Mais sur le terrain même des purs principes, ils luttent, et c'est ici le lieu de discuter leurs théories spéculatives aussi élevées qu'inexactes.

Deux d'entre eux se sont particulièrement distingués dans cette lourde et difficile mission ; et

c'est à détruire leurs arguments que nous borne-
rons notre tâche. Tout d'ailleurs les désigne plus
particulièrement à ce rôle de protagonistes de la
défense, et leur haute valeur personnelle et la
compétence très spéciale que leur donne de notre
matière leur expérience de hauts magistrats (1).

Nous avons, à maintes reprises, reproché au
législateur de 1870 d'avoir considéré l'Algérie
comme prête à recevoir avec profit toutes les insti-
tutions de la métropole et de s'être laissé leurrer
par le dangereux mythe d'une assimilation tout
au moins prématurée. S'il faut en croire les défen-
seurs du système actuel, nous étions assimilés, et
c'eût été un crime de retarder plus longtemps
cette fusion, cette identification des deux législa-
tions, rendue nécessaires d'après eux par l'arri-
vée du peuple conquis à un état moral voisin de
celui du conquérant.

Nous nous demandons si, après les explications
précédemment fournies, nous avons à discuter
même un instant cette thèse. Les assimilés de
1870 se révoltaient en 1871 dans une insurrection
formidable, et le décret de Tours, nous l'avons vu,

1. M. Eyssautier, conseiller doyen de la Cour d'Alger, nu-
méros de *La Loi* des 14 et 15 novembre 1895 et *Journal des tri-
bunaux algériens* des 1^{er} décembre 1895 et 25 décembre 1898 et
M. Vandier, substitut du procureur général de la Cour d'Alger,
op. cit., p. 29 à 37.

a eu quelque part à cette levée de boucliers, qui faillit nous faire perdre l'Algérie.

Depuis cette époque, et loin de se rapprocher, les deux races se sont encore plus éloignées.

Les Arabes ont montré qu'ils n'étaient prêts ni à comprendre cette forme raffinée du jury, ni à en apprécier les mérites assez négatifs pour eux. Ils ont vu simplement qu'avec ce nouveau système judiciaire, on les faisait juger sans apparât par des hommes qu'ils considèrent instinctivement comme des ennemis, s'ils sont Français, comme des inférieurs détestés, s'ils sont israélites, qu'on les gardait indéfiniment dans une détention préventive dont ils ne s'expliquaient pas la prolongation, qu'on les frappait trop ou trop peu, suivant que leurs victimes étaient européennes, ou indigènes, les poussant ainsi dans les deux cas à des représailles ou à des vengeances souvent féroces.

Les colons, arrachés à leurs travaux, livrés à une insécurité croissante de jour en jour, exaspérés par des vols et des rapines sans cesse plus inquiétants, se sont laissé énerver par tant de malheurs et on frappé à faux, involontairement sans doute, mais sans aucune mesure.

Et de part et d'autre, on s'est éloigné davantage sur ce terrain d'une justice d'égaux, et l'assimila-

tion factice de 1870 est aujourd'hui plus imaginaire et plus chimérique encore.

Qu'importe après cela que l'on vienne comparer le jury criminel au jury d'expropriation si souvent demandé pour l'Algérie ; et faut-il ici s'étendre sur la démonstration des différences qui séparent ces deux institutions, alors qu'à l'esprit le moins préparé elles apparaissent au premier coup d'œil dans toute leur évidence précise.

Et si de cette idée inexacte, émise par les défenseurs du jury, nous passons à l'examen des principes mêmes qui servent de base à leur ardente et loyale discussion, nous constatons qu'elle repose sur une série de considérations toujours vraies en théorie, mais toujours fausses au point de vue de la pratique algérienne.

La base de l'institution du jury, disent-ils, est double : l'accusé doit être jugé par ses pairs, et et surtout par des non-magistrats.

En Algérie, rien ne permet de soutenir que l'indigène ne soit pas le pair du Français. Les décret de 1870 l'ont décidé, et, de plus, il faut dans son intérêt même, qu'il ne soit pas jugé par des hommes que leur habitude de la répression peut rendre involontairement passionnés, et qui, voyant toutes choses sur l'aspect spécial de leur esprit juridique, sont moins à même de laisser

parler les sentiments d'hommes qui animeraient des étrangers aux choses du droit, moins à même d'apprécier à leur exacte valeur des motifs humains, atténuants au point de vue de la conscience ordinaire, inexcusables au point de vue de la raison légale.

Telle est la thèse, et la diviser nous en rendra plus facile la réfutation.

Le Français, pair de l'Arabe, et cela parce que les membres de la délégation de Tours l'ont décidé ! Il faudrait d'abord être sûr que cette considération a pesé sur l'esprit des rédacteurs d'un décret, qui, semble-t-il, n'ont pas même songé à l'existence d'une race indigène. Mais eussent-ils été guidés par cette idée d'une égalité de sentiments entre le juge et l'accusé, ce dont nous doutons absolument, qu'il n'en faudrait pas moins soutenir que leur imagination les a entraînés au delà de la vérité et qu'ils ont pris leur rêve, aussi beau que malheureusement éloigné, pour une réalité, hélas impossible avant longtemps.

L'indigène pair du Français, c'est dire que le serf du ^{xii}^e siècle est l'identique du paysan du ^{xix}^e. Est-il ici besoin de répéter ce que nous avons surabondamment démontré des différences essentielles qui nous séparent.

N'est-ce pas d'ailleurs, tomber dans un préjugé

pire encore que de soutenir que les Arabes ont plus d'intérêt à être jugés par des citoyens que par des magistrats ; et l'accusé indigène n'est-il pas cent fois plus éloigné du juré européen que l'accusé français du juge français.

Qu'y a-t-il de commun de ces choses humaines étrangères à nul homme entre l'arabe et le colon ; et tout, préjugés de races, traditions locales, préceptes de religion, conceptions morales, ne les rendent-ils pas dangereusement inconnus l'un à l'autre, d'une ignorance d'autant plus grande, que la culture intellectuelle de l'un et de l'autre est moins élevée. C'est par l'étude, c'est par l'expérience que s'acquiert la connaissance des idées d'une autre race, et nul, mieux que les magistrats, n'est désigné pour ce rôle.

Faut-il maintenant soutenir que la loi criminelle doit être une et s'étendre à tous ceux qui habitent le territoire, même les étrangers ; et les faits eux-mêmes ne viennent-ils pas détruire cette nouvelle objection, puisque, en territoire militaire, les accusés indigènes sont encore justiciables des conseils de guerre.

L'unité de la loi criminelle n'est d'ailleurs ici nullement en cause : ce qu'il s'agit de modifier présentement c'est le rouage qui l'applique ; on ne

veut pas changer la machine tout entière, mais simplement en perfectionner une partie mal construite.

Et c'est ainsi, que de déroute en déroute, les partisans du jury actuel, n'ont plus comme ressource que la plate-forme, facile autant qu'illusoire en l'espèce, des grands mots et des grandes théories philosophiques.

Toucher au jury, disent-ils, c'est attenter à la liberté et introduire en plein XIX^e siècle, des distinctions fondées sur des différences de religion.

Le maintenir, répondrons-nous, c'est mettre en danger la justice elle-même, et nous l'avons démontré.

Qu'au surplus la liberté soit intéressée au maintien de cet organisme judiciaire, trop hâtivement introduit dans la colonie, c'est ce que nous dénions absolument. Elle est tous les jours violée, cette liberté, par les détentions préventives prolongées ; elle est violée par les résultats, quelquefois scandaleux et souvent regrettables, des verdicts que nous avons examinés. La justice, elle-même, dans sa majesté insoupçonnable est trop fréquemment offensée et mise en doute par ceux à qui on l'applique à faux, et cette considération devrait suffire (1).

1. Un magistrat d'un parquet algérien, grand admirateur du *statu quo*, nous disait récemment : « Pourquoi vous plai-

Que la différence des religions intervienne, ici il le faut, car nulle part plus que pour le musulman, n'est vraie, cette parole profonde du penseur : « Les religions sont des races ».

Mais que l'on dise comme M. Vandier : « Pour
« les étrangers catholiques, protestants, israëli-
« tes, fétichistes du Dahomey ou Hindous, adora-
« teurs du feu, le juge sera le jury. Pour les
« étrangers musulmans, cessera la cour criminelle
« sans jury. De sorte qu'à la fin du xix^e siècle en
« Algérie, ce qui fixerait la compétence en ma-
« tière criminelle, ce serait une question de reli-
« gion » (1). C'est là une argumentation aussi
facile à ruiner qu'à établir.

Nous ferons simplement observer tout d'abord que les étrangers catholiques, protestants ou israëlites sont généralement des Européens et soumis à ce titre, de l'avis de tous, au jury. Quant aux Dahoméens, Hindous ou Parsis, s'il s'en est jamais égaré quelques individualités en Algérie, ils sont des minorités, infimes d'ailleurs, que l'on doit soumettre au juge de droit commun.

« gnez-vous du jury ? Avec lui, on obtient, vous des acquitte-
« ments, et nous, des condamnations, que nous n'aurions
« jamais sans lui ! » N'est-ce pas le condamner de la façon la
plus absolue ?

1. Vandier, *op. cit.*, p. 34.

Comme le dit justement M. Isaac : « Nous esti-
« mons que les musulmans étrangers trouveront
« un réel avantage à être justiciables des cours
« criminelles que nous venons de définir. Sans
« doute la France n'a pris aucun engagement vis-
« à-vis d'eux; elle ne leur doit en définitive rien
« autre chose, dans ces matières que l'applica-
« tion intégrale de sa propre loi. Cependant il est
« rationnel de tenir compte de l'état du milieu et
« des différences qui peuvent exister, au point de
« vue de l'appréciation morale de certains faits,
« entre la conscience musulmane et la conscience
« française. Un musulman étranger ne serait pas
« poursuivi en Algérie, ni même en France, pour
« bigamie par exemple, bien qu'il ne soit pas
« fondé à se recommander de la promesse contenue
« dans la capitulation d'Alger. On est donc obligé
« de reconnaître, étant donné qu'il y aura en Al-
« gérie des tribunaux français où figureront des
« musulmans, que ces tribunaux seront mieux
« placés que le jury européen pour déterminer le
« degré de culpabilité d'un acte commis par un
« musulman étranger. Nous n'oublions pas qu'il
« est de principe, en droit international, qu'en de-
« hors des questions de statut personnel, les
« étrangers doivent être régis pour leurs crimes
« et délits, par la loi générale du pays qu'ils habi-

« tent. Mais nous faisons remarquer que l'orga-
« nisation dont nous nous occupons, plus favora-
« ble d'ailleurs que celle qui existe actuellement,
« deviendra précisément le droit commun des mu-
« sulmans français ; et pour ces raisons, nous esti-
« mons que c'est aux nouvelles cours criminelles
« que devront être déférés les crimes commis par
« les musulmans étrangers » (1).

Nous nous trouvons en résumé en présence, d'une part d'une agglomération considérable de justiciables et d'autre part de juges qui ne leur conviennent pas : doit-on laisser subsister une situation intolérable sous prétexte de ne pas faire intervenir une différence de religion qui n'a rien à voir ici !

Qu'importe après tout cela, que l'on vienne dire que, sans doute il faut des réformes de détail prudentes à une institution, que l'on ne peut en rien justifier et dont tous les arguments de défense, nous venons de le voir, s'effondrent à l'examen le plus superficiel.

M. Hugues (2) propose de réduire le jury de 12 à 8 membres. C'est alléger insensiblement la population française, en ramenant de 1190 à 910 le

1. Isaac, *Rapport*, p. 169.

2. M. Hugues, conseiller doyen honoraire de la Cour d'Alger.

nombre des jurés réquisitionnés chaque année mais ne parer en rien aux autres inconvénients de l'institution.

M. Eyssautier voudrait que les 12 jurés délibèrent en commun, sous la direction du président des assises (1). C'est ne porter remède à aucun des vices du jury et y ajouter les dangers de l'intervention d'un magistrat professionnel, combattue au nom des principes par les défenseurs même du jury algérien.

M. Vandier demande une refonte du Code pénal algérien. Nous sommes sur ce point d'accord avec lui. Cette réforme générale viendra à son heure : Elle est nécessaire ; mais son importance même exige qu'elle soit très longuement préparée ; et nous ne pouvons attendre.

M. Ménesson voit le remède dans une indemnité aux jurés, dont la charge serait ainsi pécuniairement allégée, et dans une diminution des incapacités, qui ouvrirait plus largement les listes actuelles. Mais l'intérêt budgétaire et le souci du bon recrutement du jury, s'opposent à l'adoption de ce projet.

D'autres voudraient voir instituer des cours

1. Cette réforme, qui aurait peut-être un réel intérêt en France, a été défendue par l'éminent M. Cruppi, ancien avocat général à la Cour de cassation, député, dans son ouvrage : *La Cour d'assises*.

d'assises d'arrondissement avec jury : c'est simplement diminuer du temps du voyage l'absence si onéreuse des jurés : et c'est trop peu.

Ces indications sont l'indice sans doute d'esprits soucieux d'améliorer la justice criminelle algérienne. Mais toutes ces demi-mesures ne sauraient suffire.

Ce qu'il faut tout d'abord attaquer c'est cette institution néfaste du jury, créée sans études, appliquée à faux à des populations immenses et inassimilées, et qui au nom de prétendus principes de justice et de liberté, viole, tout à la fois, et la liberté et la justice.

Ce qu'il faut, c'est ne pas se laisser bercer par les grands mots creux et les grandes théories vagues, et ne s'hypnotisant pas dans la contemplation d'un idéalisme philosophique déplacé, regarder plus attentivement la vérité prosaïque des faits quotidiens ; donner enfin à cette Algérie, qui la mérite, une organisation plus rationnelle de la justice criminelle, sans laquelle elle est près de succomber, sous le fardeau trop lourd de l'honneur fait à ses juges temporaires, sous le discrédit qui frappe son autorité morale et sous le danger angoissant d'une insécurité sans cesse croissante.

CHAPITRE IX

LA JURIDICTION CRIMINELLE DANS LES AUTRES COLONIES FRANÇAISES

Puisqu'il faut agir au plus tôt, puisqu'à cet organisme du jury, trop perfectionné pour les populations indigènes de l'Algérie, il faut substituer un rouage moins compliqué, moins onéreux pour les colons, plus juste et plus adéquat à la mentalité encore enfantine des Arabes, plus approprié à leurs mœurs différentes et souvent antinomiques des nôtres, notre devoir est maintenant de rechercher quelle forme de justice criminelle remplira le mieux toutes ces conditions, satisfera également ces besoins si complexes, et, n'étant pas encore le parfait, sera tout au moins le mieux ou le moins mal.

Bien des conceptions ont été présentées : nous les examinerons sous peu.

Mais avant d'étudier ce que l'on propose, ne

nous serait-il pas utile d'examiner d'un coup d'œil rapide ce que la France a déjà fait dans les cas analogues, et comment dans nos autres colonies, s'administre la justice criminelle ?

Nous n'avons certes pas la prétention d'instituer ici une discussion approfondie de législation comparée : un tel titre serait trop ambitieux, et nous nous rappellerions les critiques, spirituelles autant que vraies, adressées par notre éminent maître, M. le professeur Saleilles, à cette forme de législation comparée, spéciale aux thèses, qui consiste à entasser quelques textes étrangers sans les coordonner ni en voir les relations ou les différences essentielles (1).

Dans ce court exposé des mesures législatives qui régissent notre matière en pays colonial, il nous sera permis de remarquer dès l'abord, et cette constatation a une importance capitale, qu'en aucun des pays soumis à notre domination et où subsiste encore une population autochtone non fusionnée, le jury n'existe sous sa forme française et algérienne, et que, partout, il est remplacé par un système d'assessorat réduit où prennent place, dans une mesure plus ou moins grande, les

1. Saleilles, *Cours de droit criminel comparé*, professé à la Faculté de Paris pour le doctorat en 1897-1898, 1^{re} leçon.

représentants de la race à laquelle appartient l'accusé.

Un seul groupe de nos possessions coloniales bénéficie du jury. Ce sont nos territoires des Antilles : Guadeloupe, Martinique et Réunion et encore cette institution n'y a-t-elle été établie que tout récemment, et par une loi du 27 juillet 1880.

Jusqu'alors, en vertu des ordonnances des 30 septembre 1827 et 24 septembre 1828, les cours d'assises des Antilles se composaient de trois magistrats assistés de quatre assesseurs ; ces assesseurs, pris sur une liste arrêtée par le Gouverneur et sanctionnée par le Roi, participaient à la décision sur la culpabilité et à l'application de la peine.

Ainsi donc, voici des colonies, françaises depuis plusieurs siècles (1), dont les populations indigènes ont fusionné avec les nôtres, ont pris notre religion, une partie de nos coutumes, nos mœurs, presque notre langue, et fournissent des représentants, de sang mêlé il est vrai, mais qui, élevés parmi les traditions de la race autochtone, n'en sont pas moins des hommes éminents (2). Et

1. La Guadeloupe et la Martinique ont été occupées pour la première fois par les Français en 1635, la Réunion en 1642.

2. Nous n'en voulons citer qu'un exemple, celui de M. Isaac, sénateur de la Guadeloupe, dont nous avons déjà eu maintes fois à citer le remarquable rapport.

c'est lentement et très tard que, malgré une assimilation incontestable, le pouvoir central leur applique, avec une sagesse qu'il n'a pas toujours, les institutions métropolitaines dont leurs progrès les ont rendu dignes.

Et voici d'autre part cette Algérie, dont les indigènes, hostiles malgré tout à notre récente domination, sont éloignés de nous par tout ce qui les retient enfermés dans leur individualité farouche de race ennemie, différents de nous par leurs mœurs, qui souvent nous révoltent, par leur vie quotidienne, qui ne peut se plier encore à aucune de nos grandes lois économiques, par leurs traditions qui font de nous des usurpateurs, obéis mais redoutés plutôt qu'aimés, par leur religion qui leur promet le Paradis, pour chaque assassinat d'un Roumi ; et c'est à ces peuples que, brusquement et sans préparations, après quarante ans de conquête, et pour bien des points du territoire quelques années à peine d'occupation effective, nous avons donné un système judiciaire dont ils ne peuvent ni comprendre le haut libéralisme et la conception philosophique, ni sentir la protection tutélaire !

N'avons-nous pas réalisé à nos dépens l'axiome du grand penseur anglais ? « Si avec trop de lenteur, on ne réalise aucun progrès, avec trop de

« de précipitation, il n'y aura plus de sécurité » (1). Et ne pouvons-nous retirer de ce parallèle, en lui-même trop éloquent, une leçon qu'il faut comprendre et mettre en pratique.

Partout ailleurs, dans l'application de sa justice criminelle à ses territoires coloniaux, la France en est encore à cette période préparatoire et traditionnelle de l'assessorat réduit, et nulle part, même après une longue période d'occupation, elle n'a cru devoir accorder le jury à ses possessions éloignées.

En Afrique, et pour des populations identiques de religion, au Sénégal et en Tunisie, c'est l'assessorat qui fonctionne.

Au Sénégal, en vertu du décret du 15 mai 1889, quatre assesseurs assistent les trois conseillers qui composent la cour. Délibérant et prononçant sur la culpabilité avec les magistrats, ils ne statuent pas sur l'application de la peine. Le corps des assesseurs est pris, sous le bénéfice des conditions légalement requises, parmi tous les habitants des communes de plein exercice, sans distinction d'origine, de religion ou de statut personnel, et l'on sait que la majorité de la population est musulmane.

1. Sir Henry Sumner Maine, *Etudes sur l'histoire du droit. L'Inde et les idées de l'Europe moderne*, p. 344 de la trad. fr.

En Tunisie, l'organisme de l'assessorat, institué par la loi du 27 mars 1883 et complété par le décret du 29 novembre 1893, fonctionne dans des conditions de libéralisme remarquable. Nous devons les indiquer avec d'autant plus de détails, que la nature des populations, les mœurs, les coutumes, tout rapproche la Tunisie de l'Algérie, et que notre colonie aurait bien souvent à bénéficier des exemples et des leçons de notre protectorat.

Les crimes, après arrêt de renvoi de la chambre des mises en accusation de la cour d'Alger, sont jugés en dernier ressort par les deux tribunaux de Tunis et de Sousse, avec adjonction de six assesseurs, tirés au sort sur une liste annuelle et participant au jugement, tant sur la culpabilité que sur l'application de la peine.

Cette liste, composée de 230 noms pour le tribunal de Tunis et de 195 pour celui de Sousse, est divisée en trois catégories : listes des assesseurs français, des assesseurs étrangers, et des assesseurs indigènes.

Chaque catégorie comprend 65 noms, sauf celle des Français de Tunis qui est de 100 noms. Chaque liste partielle est arrêtée par une commission mi-partie judiciaire et administrative, mi-partie constituée par des représentants de l'élé-

ment de race qu'elle doit comprendre. Si l'accusé ou l'un des accusés est Français, les six assesseurs doivent être Français ; s'il est étranger, trois sont Français et trois étrangers ; s'il est indigène, trois sont Français et trois indigènes. D'ailleurs les accusés étrangers ou indigènes peuvent toujours renoncer à être jugés par leurs compatriotes et réclamer un jury exclusivement français.

N'est-ce pas là, dans toute son expression la plus étendue, le principe du jugement par les pairs et quelle sécurité, aussi parfaite que l'on peut l'espérer avec la nature humaine, l'étranger ou l'indigène ne doit-il pas ressentir, en se voyant jugé par des gens qui connaissent sa vie, son caractère propre et ses mœurs, qui sont mieux à même de pénétrer ces motifs déterminants de son acte, si importants au point de vue de l'appréciation juste de sa vraie culpabilité.

Est-il besoin maintenant de nous étendre sur le régime de nos autres colonies où partout fonctionne, nous l'avons dit, un système d'assessorat basé sur les mêmes principes ?

Dans l'Inde française, les cours d'assises se composent de trois magistrats avec quatre assesseurs, pris sur des listes où sont inscrits sans distinction des Français et des natifs (décret du 12 juin 1883).

En Cochinchine la justice criminelle est administrée par des cours siégeant à Saïgon, Mytho, Vinh-Long et Long-Xuyen. La cour de Saïgon, à laquelle sont déférés tous les crimes commis par des Français ou des Européens, se compose de trois conseillers à la cour de Saïgon et de quatre assesseurs pris sur une liste de notables français ou d'assesseurs indigènes suivant la nationalité de l'accusé. Les cours de Mytho, Vinh-Long et Long-Xuyen, qui ne jugent que des accusés indigènes, se composent d'un conseiller, de deux magistrats du siège local et de deux assesseurs indigènes. Devant ces quatre cours, si l'accusé ou l'un des accusés est Français, les assesseurs sont Français. S'il est Annamite ou Asiatique, les assesseurs sont natifs du pays. Ce jury réduit délibère avec les magistrats sur la culpabilité, mais ne prend point part à la décision sur l'application de la peine (décrets des 17 mai 1895 et 25 décembre 1896).

Au Cambodge, les crimes commis par les Cambodgiens au préjudice d'un étranger à quelque nationalité qu'il appartienne, et par des étrangers autres que des Français au préjudice de Cambodgiens, sont jugés par la cour criminelle de Pnom-Penh, composée d'un conseiller, de deux magistrats locaux et de deux assesseurs indigènes pris sur une liste composée de notables Cambodgiens.

Les crimes commis par des Français ou au préjudice de Français sont toujours jugés par la cour de Saïgon (décret du 6 mai 1898).

Au Tonkin, même système d'assessorat ; mais ici en raison de notre conquête toute récente, le gouvernement n'a pas cru devoir encore appeler, au jugement des causes criminelles, des indigènes d'un pays trop nouvellement pacifié, (décret du 28 février 1890).

Dans la Guinée française (décret du 11 mai 1892), au Dahomey (décret du 16 juillet 1894), à la côte d'Ivoire (décret du 16 décembre 1896), et au Congo français (décret du 28 septembre 1897), fonctionne un système à peu près analogue. La justice criminelle est administrée par un conseil d'appel composé du gouverneur ou son délégué et de deux fonctionnaires ou officiers. Lorsque des Européens ou assimilés sont impliqués dans l'affaire, ce tribunal s'adjoint deux assesseurs supplémentaires, ayant voix délibérative sur la seule question de culpabilité, et choisis sur une liste de notables et de fonctionnaires français. Le tribunal juge sans assesseurs lorsque le crime a un caractère politique ou est de nature à compromettre l'action de l'autorité française.

Les îles de Saint-Pierre-et-Miquelon sont régies au point de vue criminel par une législation ana-

logue et d'établissement déjà ancien (ordonnance du 26 juillet 1833). Les affaires d'assises sont jugées par le conseil d'appel constitué en tribunal criminel avec adjonction de quatre assesseurs désignés par le sort sur une liste de notables. Depuis le décret du 21 mai 1896, les assesseurs peuvent être choisis parmi les fonctionnaires ou les officiers en service dans la colonie.

Dans la Guyane, la cour d'assises se compose de trois magistrats de la cour d'appel et de quatre assesseurs ; ceux-ci ne délibèrent que sur l'appréciation du fait, (décret du 16 décembre 1896).

En Nouvelle Calédonie, l'organisation judiciaire criminelle est à peu près semblable depuis les décrets des 28 février 1882 et 15 novembre 1893.

A Madagascar enfin, en vertu des décrets des 28 décembre 1895, 9 juin 1896 et 23 octobre 1898, les cours criminelles de Tananarive, Tamatave, Majunga, Diego-Suarez et Fianarantsoa sont assistées dans toutes leurs opérations par deux assesseurs habitant la localité. Pour une raison d'ordre public, analogue à celle qui a guidé le législateur au Tonkin mais encore plus péremptoire dans ce pays, encore non entièrement soumis, les listes de l'assessorat se composent exclusivement de Français.

Que l'assessorat soit une institution parfaite

dans les nombreuses colonies où il est établi, c'est ce que nous ne voulons point soutenir. Il nous suffira de dire ici que, nulle part, il n'a soulevé la réprobation extraordinaire qui accueille le jury en Algérie. En Tunisie notamment, des renseignements personnels, qui émanent d'un magistrat du protectorat, nous permettent d'affirmer que les populations qui en sont justiciables ne se plaignent nullement de son fonctionnement.

Sur ces assesseurs en nombre réduit, l'opinion des magistrats avec lesquels ils participent à l'administration de la justice, a sans doute une influence assez considérable. Mais, à tout envisager, nous sommes loin de considérer cela comme un mal, et pour qui connaît les traditions de haute conscience et les soucis de justice humaine, dont font à tout moment preuve les juges professionnels, il y a là une garantie peut-être plus sérieuse, que dans l'appréciation d'un jury souvent versatile et généralement dirigé par celui qu'on appelle le juré meneur (1).

1. M. Cruppi, *op. cit.*, p. 93 et suivantes, décrit les perplexités d'un jury délibérant sous la main d'un meneur.

CHAPITRE X

LES PARTISANS DU RETOUR AUX JURIDICTIONS MILITAIRES.

Si nous avons, dans un précédent chapitre, combattu les esprits généreux autant que timides, qui, par amour des principes philosophiques et vénération des formes traditionnelles, se refusent à en venir aux solutions énergiques et s'arrêtent trop prudemment à des réformes insuffisantes, nous estimons que l'on doit, avec tout autant d'énergie, repousser les projets de réaction trop violente et les propositions excessives.

En cette matière, plus qu'en toute autre, il faut rester dans ce juste milieu qui convient le mieux aux choses humaines. Nous pensons avec l'un des plus distingués de nos anciens, « qu'à côté de la « répression méritée, il faut réclamer en faveur « des indigènes des garanties d'impartialité et de « défense (1) ».

1. M. Broussais, bâtonnier de l'ordre des avocats à la Cour
Foissin

C'est en effet une opinion assez répandue dans ce pays-ci que pour retrouver et le calme et la sécurité nécessaires, il faille recourir à des juridictions d'exception, que l'on s'imagine plus sévères et plus inflexibles, et remettre en quelque manière les indigènes du territoire civil sous l'empire de la juridiction criminelle militaire.

Cette théorie, que pour notre part nous repoussons énergiquement, est assez excusable de la part de ceux qui, sans aller au fond des choses, admirent avec envie l'état de sécurité dont bénéficient les territoires de commandement, et qui, le comparant à la situation dangereuse faite aux colons isolés de la région civile, croient trouver l'explication de cette disparité incontestable dans la seule différence des juridictions, sans se rendre compte des causes multiples qui facilitent et l'administration de la justice, et la répression des infractions, et les mesures de police judiciaire dans toute la partie de la colonie encore soumise au régime militaire.

Et c'est ainsi que, excédés par cette insécurité navrante du territoire civil, exaspérés par les rapines, les déprédations ou les attentats contre

d'Alger, président du Conseil général, séance du 15 avril 1893 (Conseil général) et du 15 décembre 1893 (Commission inter-départementale de sécurité).

les personnes dont ils ont eu tous à souffrir, des hommes de sens éminemment droit pourtant, mais égarés vers des motions excessives par ce souci, hélas ! trop légitime de la sécurité, réclament, dans l'intérieur, l'attribution de compétence aux conseils de guerre de tous les crimes commis par les indigènes, aussi bien du territoire civil que du territoire du commandement.

Chose plus curieuse encore, on a vu des Arabes affirmer qu'eux aussi préféreraient la juridiction des tribunaux militaires à celle du jury, et cette singulière théorie a pu trouver un écho jusqu'à la tribune du Sénat (1).

Par quelques arguments pratiques que se puisse recommander cette opinion, nous n'hésitons pas un instant à la repousser. Que dans cette partie de l'Algérie du Sud encore indéterminée où l'on peut craindre à tout instant des révoltes ou des mouvements insurrectionnels on ait laissé l'appréciation des crimes arabes aux conseils de guerre, c'était là une mesure d'intelligente prudence et de sage précaution. Les attentats des indigènes en ces pays depuis moins longtemps soumis révèlent tous, encore plus l'expression indivi-

1. Discours prononcé par M. le général Arnaudeau, sénateur de la Vienne, à la séance du 15 juillet 1889. *J. O.*, Sénat, Débats parlem., 1889, p. 1035.

duelle d'un état général d'hostilité atavique que la manifestation personnelle d'un tempérament criminel.

Mais en territoire civil, l'importance d'une infraction au point de vue général, la mesure même et la forme dans laquelle elle doit être punie se présentent sous un tout autre aspect. Que la moralité du délinquant, que ses coutumes, ses traditions, ses mœurs et sa religion le rendent différent de l'Européen, et que par cela même ses actes criminels revêtent un autre caractère, c'est un fait indéniable; mais nul, plus que des magistrats de carrière, n'est à même de tenir justement compte de ces mentalités dissemblables et d'en faire l'exacte appréciation dans le prononcé de sa sentence.

C'est à des hommes qui, dans cette pratique quotidienne, dans cette sorte de clinique criminelle, ont acquis une expérience aussi délicate que nécessaire, qu'il convient de laisser le jugement des indigènes du territoire civil.

Si nous refusons de nous associer à cette tentative de réaction, de retour à la juridiction des conseils de guerre et au système de l'arrêté de 1830, nous repoussons tout aussi énergiquement l'établissement, réclamé par certains publicistes, de commissions disciplinaires, calquées sur celles

qui fonctionnent en territoire militaire et auxquelles seraient déferés les crimes et délits des indigènes (1).

Les partisans de cette réforme n'en ont d'ailleurs que faiblement indiqué les lignes générales, se bornant presque à poser le principe ; et cette indécision rend assez vague la connaissance exacte de leur projet.

S'ils songent à un organisme judiciaire nouveau en territoire civil, et s'inspirant des projets mis en l'étude en 1866, dont nous avons plus haut relaté l'insuccès, s'ils veulent créer un corps judiciaire spécial, nous répondrons que c'est là surcharger inutilement l'organisation déjà trop complexe des tribunaux algériens, et que de pareilles juridictions, faisant double emploi avec celles qui existent et fonctionnent déjà, seraient au moins inutiles, sinon nuisibles à la bonne administration de la justice. Comme le disait M. le député Saint-Germain : « Les juridictions multiples
« abondent en Algérie, et tout le monde est d'ac-
« cord pour demander autant que possible leur
« unification. Le moment nous paraît donc mal

1 C'est à la création de Commissions disciplinaires qu'avait conclu en 1893 la Commission interdépartementale de sécurité. Un délégué indigène, M. Bouthiba el Hadj Benyamina, en a demandé l'institution à la séance plénière des délégations financières du 30 décembre 1898.

« choisi pour en faire naître une nouvelle » (1).

Que si les partisans de ces commissions disciplinaires civiles entendent les copier exactement sur l'organisation de celles qui fonctionnent en territoire militaire, nous croyons qu'il suffira de se reporter à ce que nous avons indiqué du caractère de ces juridictions administratives (2).

Comme on l'a écrit : « Le rôle des commissions
« disciplinaires était de prononcer des condamna-
« tions là où les charges pouvaient paraître insuf-
« fisantes pour déterminer la conviction des ju-
« ges du conseil de guerre, de punir l'attentat
« plutôt que d'en atteindre l'auteur » (3).

Que des considérations d'ordre politique, que des besoins de commandement autorisent, dans des pays récemment conquis, ces condamnations d'indigènes présumés coupables, c'est une nécessité d'autorité que personne ne peut songer à discuter. Mais nous ne voulons pas admettre un seul instant qu'en territoire civil, dans une zone où le droit commun constitue la règle, les indigènes voient leur liberté et l'appréciation de leurs actes

1. Saint-Germain, Exposé des motifs de la proposition de loi sur l'organisation des Cours d'assises et du jury criminel en Algérie. *J. off.*, Chambre, Documents parlem., 1892, II, p. 2346, ann. 2437.

2. Voyez *suprà*, p. 120 et suivantes.

3. Eon, *op. cit.*, p. 51.

régis par d'autres principes que ceux que l'on applique aux Européens (1).

Aucun magistrat au surplus ne se déciderait à juger ainsi et à appliquer une peine à des accusés dont la culpabilité ne lui apparaîtrait pas comme certaine.

« Le magistrat se décide sur des preuves, et non
« sur des vraisemblances ; il condamne sur des
« certitudes et non sur des probabilités. Sa mis-
« sion, son rôle le rendent impropre à rendre des
« services dans des commissions, qui, quelque
« nom et quelque compétence qu'on leur donne,
« ne seront jamais des juridictions » (2).

Dès l'origine, les chefs militaires ont d'ailleurs combattu l'introduction de magistrats dans les commissions disciplinaires et se sont opposés à leur transformation en juridictions spéciales, ayant pour devoir de juger et non simplement de faire acte d'exemplarité.

Dans une lettre qu'adressait le 30 novembre

1. M. Broussais s'élevait énergiquement, à la séance de la Commission interdépartementale de sécurité du 15 décembre 1893, contre le rétablissement de ces organismes de justice sommaire. « Je ne m'associerais jamais, disait-il, à une mesure que je considère comme indigne de la civilisation française, qui permettrait à un tribunal de statuer sans débats, sans appel ni recours et dont les décisions seraient immédiatement exécutoires. »

2. Eon, *op. cit.*, p. 74.

1859, au général de Martimprey, commandant supérieur des forces de terre et de mer de l'Algérie, le général Yousouf, commandant la division de Constantine, nous lisons ce passage absolument concluant : « Je demande que les commissions
« soient composées de membres compétents.....
« Comment admettre qu'un magistrat, s'il n'a sa
« conviction parfaitement établie sur les faits
« reprochés à un prévenu, puisse prononcer contre
« lui une pénalité quelconque ? L'essence de son
« métier est de demander des témoignages irrécusables. Le rôle des membres de la commission
« est de punir sur des probabilités : j'en exclurais
« donc le juge de paix ».

Et quelques jours après le 3 décembre, le général de Martimprey lui-même insistait dans le même sens et écrivait au ministre de l'Algérie :
« Que feront le chef du parquet, le sous-intendant et les autres officiers, étrangers en général au pays, à son administration et aux mœurs
« indigènes, et qui n'ont pas à juger d'après une
« loi, mais à apprécier des circonstances déclarées d'avance insuffisantes pour éclairer un conseil de guerre.... La présence d'un magistrat
« civil offre le danger de créer une sorte d'antagonisme entre le commandement militaire et la
« magistrature, entre l'homme du fait pratique et

« l'homme de l'abstraction légale. Le soin d'avoir
« choisi un membre du parquet n'écarte pas le
« danger ».

Ces appréciations justifiées d'hommes très compétents suffisent à montrer l'impossibilité de l'application des commissions disciplinaires à la justice ordinaire des criminels indigènes.

Comme nous l'avons déjà dit et en dehors des territoires de l'Extrême Sud, les Arabes ne doivent pas être gouvernés par d'autres grands principes judiciaires que ceux qui forment à la fois et la garantie de justice impartiale, et la certitude de répression exacte des accusés européens.

Ce n'est pas dans un retour aussi violent en arrière, dans des projets aussi excessifs qu'il faut chercher le remède nécessaire au mal qui ronge l'Algérie.

Il suffit, par anticipation sur les grands changements de législation qui sont indispensables et que nous avons laissés pressentir, de transformer l'organisme seul de la justice criminelle. Dans cette limitation exacte du sens des réformes d'ailleurs, l'accord n'est pas fait et les divers projets dont est saisi le Parlement le prouvent.

C'est à les étudier que nous emploierons la fin de ce modeste travail.

CHAPITRE XI

LES GRANDS PROJETS DE RÉFORME

Si l'on veut résumer en une formule concise et lapidaire le but poursuivi par tous les projets de réformes, montrer en quelques mots le quadruple remède à apporter à tous les vices de l'organisation judiciaire déjà signalés, on ne saurait mieux faire qu'emprunter encore à M. le sénateur Isaac une phrase d'un de ses rapports magistraux, et dire avec lui :

« 1° Faciliter, dans l'intérêt de la sécurité générale, la répression des crimes par une organisation susceptible d'imprimer plus d'activité aux poursuites.

« 2° Soulager les jurés algériens de la lourde charge des procès indigènes et donner ainsi satisfaction aux vœux fréquemment exprimés.

« 3° Assurer un meilleur fonctionnement de la

« justice criminelle à l'égard des indigènes en
« créant pour ceux-ci, en dehors du jury, à la
« formation duquel ils ne participent pas, une
« institution spéciale qui pût leur procurer des
« garanties équivalentes.

« 4^o Fortifier le jury français et en assurer la
« bonne composition par la mise en vigueur en
« Algérie des règles de recrutement applicables
« dans la métropole » (1).

C'est là le minimum des réformes urgentes.
C'est à satisfaire à ces nécessités que s'appliquent
les différents projets soumis à l'examen des pou-
voirs publics.

Le Parlement a eu ou aura dans un très bref dé-
lai à en examiner *cinq*.

Ce sont par ordre de date :

1^o « La proposition de loi, relative à l'organisa-
« tion des cours d'assises en Algérie », présentée
par M. Saint-Germain et ses collègues de la dépu-
tation de l'Algérie, déposée à la séance de la Cham-
bre du 1^{er} décembre 1892, et renvoyée à la Com-
mission d'Instruction criminelle (2) ;

1. Isaac, Rapport fait au nom de la Commission chargée
d'examiner la proposition de loi adoptée par la Chambre des
députés, relative à l'organisation des Cours d'assises et du
jury en Algérie. *J. off.*, Sénat, S. O. de 1898, Documents par-
lementaires, p. 143, ann. 103, séance du 15 mars 1898.

2. *J. off.*, Chambre, 1892, Docum. parlam., p. 2345, ann.
2437.

2° « La proposition sur le même sujet » présentée par M. Letellier, déposée à la séance de la Chambre du 3 juin 1893 et renvoyée également à la Commission d'Instruction criminelle (1) ;

3° « Le projet de cette commission » déposé et rapporté par M. Flandin, à la séance du 3 décembre 1894 (2).

Cette dernière proposition, adoptée en première lecture le 15 juin 1896, l'a été définitivement le 25 octobre 1897. Transmise au Sénat le 27, présentée à la séance du 4 novembre, elle a été renvoyée à la Commission de l'Algérie (3).

4° « Le projet de cette Commission », concluant à l'adoption de celui de la Chambre, a été déposé sur rapport de M. Isaac, le 18 mars 1898 (4) ;

5° Enfin, en réponse, les sénateurs de l'Algérie ont opposé « un contre-projet » présenté, en décembre 1898, et renvoyé à la Commission de l'Algérie (5).

1. *J. off.*, Chambre, 1893, Docum. parlam., p. 1029, ann. 2784.

2. *J. off.*, Chambre, 1894, Docum. parlam., p. 2043, ann. 1045.

3. *J. off.*, Sénat, 1897, S. E., Docum. parlam., p. 574, ann. 6.

4. *J. off.*, Sénat, 1898, S. O., Docum. parlam., p. 143, ann. 105.

5. *Journal des tribunaux Algériens* des 25 et 28 décembre 1898.

Ajoutons pour être complet « une dernière proposition » exposée par M. le Gouverneur général Laferrière, à la séance plénière des Délégations Financières du 30 décembre 1898 et adoptée à l'unanimité moins une voix par cette haute assemblée (1).

Disons, dès l'abord et pour éviter toute confusion postérieure que tous ces projets sont d'accord sur deux points. L'extension à l'Algérie de la loi du 21 novembre 1872 et le maintien du jury actuel pour le jugement de tous les crimes où comparait soit comme seul accusé, soit comme co-auteur ou complice, un français ou un étranger non musulman. Sur ce point, aucun doute possible ; et nous n'avons pas à insister sur les raisons de cet accord, que nous avons exposées dans un des chapitres précédents (2).

C'est donc sur le système juridictionnel à appli-

1. Compte rendu officiel communiqué à la presse locale et publié par le journal la *Dépêche Algérienne* du 1^{er} janvier 1899.

2. Un vœu émis par le Conseil Supérieur à la séance du 31 mars 1898 conclut à l'application de la loi de 1872. Un projet de décret préparé par les chefs de la Cour d'Alger a été soumis, après examen du Conseil de gouvernement, au ministre de la justice par le Gouverneur Général le 19 janvier 1899. Ce projet applique à l'Algérie les articles 1, 2, 3, 5, § 1 et 2, et 20 de la loi de 1872, sous la réserve que les fonctions de juré sont incompatibles avec celles de fonctionnaire ou de préposé d'un service actif dans la colonie.

quer aux accusés musulmans indigènes et étrangers que l'entente ne s'est pas faite, et qu'il nous faut maintenant juger les propositions et prendre parti dans tel ou tel sens.

Au milieu du grand nombre des projets que nous venons d'énumérer et qui apparaissent au premier abord comme formant un labyrinthe assez inextricable, on peut nettement dégager cependant deux grandes théories fondamentales, deux courants, si nous pouvons ainsi dire : le courant algérien et le courant français, caractérisés par des idées toutes différentes, des vues identiques sur la nécessité des réformes, opposées sur leur principe et leur application.

Au premier se rattachent les propositions Saint-Germain, Letellier et des sénateurs algériens (1).

Au second, celle des commissions de la Chambre et du Sénat, plus communément appelée le Projet Flandin.

Enfin, participant des deux, ne se rattachant à aucun, méritant les critiques élevées contre l'une et l'autre, le projet nouveau de M. le Gouverneur Général Laferrière qui ne nous paraît guère acceptable et dont nous ferons dans la fin de ce chapitre, un prompt examen.

1. Ajoutons-y les vœux exprimés par les Conseils généraux d'Oran, séance du 14 octobre 1893, et d'Alger, 9 avril 1894.

Toutes les propositions algériennes, partant de ce fait que le jury ne doit pas être appliqué aux crimes d'indigènes, le suppriment purement et simplement pour donner compétence aux Tribunaux judiciaires, composés de seuls magistrats.

Toutes les propositions françaises remplacent au contraire le jury actuel par un système d'assessorat analogue en principe à celui qui fonctionne dans nos diverses Colonies et que nous avons succinctement exposé dans un précédent chapitre.

La doctrine algérienne, lorsqu'on en suit les différentes manifestations parlementaires de 1892 à 1893, s'est elle-même développée, par une amélioration progressive des divers projets, modifiés à la suite des critiques soulevées à la tribune ou dans la presse.

La proposition Saint-Germain avait été déposée au nom de tous les députés algériens, moins un (1). Elle était donc l'exposé des théories de la majorité des Algériens.

Au point de vue des accusés indigènes, elle repose essentiellement sur une distinction dans la nature des crimes commis par les Arabes, et la nationalité des victimes. Outre les affaires d'Eu-

1. Le projet est en effet signé de MM. Saint-Germain et Etienne, députés d'Oran, Letellier et Bourlier, députés d'Alger et Thomson, député de Constantine.

ropéens, les cours d'assises, assistées du jury, continuent à connaître de tous les crimes commis par des musulmans indigènes ou étrangers en territoire civil, portant atteinte à la chose publique, ou dont les victimes sont des particuliers français ou étrangers non musulmans. Sont déférés au contraire aux cours d'assises, jugeant sans jury et constituées comme en matière de contumace, tous les crimes commis en territoire civil par les musulmans indigènes ou étrangers contre les particuliers musulmans indigènes ou étrangers.

Quelques passages, extraits du long et très sérieux exposé des motifs de la proposition, en expliqueront les tendances et les idées directrices :

« Ce qu'il faut avant tout en Algérie, c'est assurer la suprématie de l'autorité française et du Français sur l'indigène. Tous les crimes qui peuvent porter atteinte à cette autorité doivent être jugés par des Français et des Français seuls, magistrats et jurés. Le colon ne doit pas être diminué : c'est lui qui doit distribuer la justice française à tout criminel, que celui-ci soit Arabe ou Européen, Musulman ou non Musulman, dès l'instant où un Européen est intéressé dans l'affaire, soit comme complice, soit comme victime du crime commis. »

« Quand nous parlons de la chose publique,

« nous entendons aussi bien la chose publique
« exclusivement française que la chose publique
« indigène..... L'indigène qui violente le magis-
« trat indigène, qui diffame le fonctionnaire indi-
« gène, qui détruit les pièces de l'autorité indi-
« gène, qui les falsifie, sera jugé par le jury. La
« France ayant confié une parcelle de son auto-
« rité à un indigène, c'est au jury français que
« l'indigène qui portera atteinte à cette autorité
« devra rendre compte....

« Nous laissons donc au jury français toute sa
« puissance et toute sa force. Nous ne le dimi-
« nuons pas, et nous ne donnons pas au juré
« français un collègue, un collaborateur qui ne
« soit pas comme lui citoyen français. »

Et après avoir indiqué combien le jury est inu-
tile dans les affaires purement arabes, où les accu-
sés ne le comprennent et ne l'apprécient pas,
l'exposé des motifs continue : « En faisant la dis-
« tinction que nous avons indiquée, en faisant
« juger l'indigène par le Français lorsque des
« intérêts français ou européens sont en jeu et
« qu'ils ont été lésés par des indigènes, nous fai-
« sons au juré français la situation élevée qui lui
« convient. En enlevant à ce juré le jugement des
« autres crimes, nous ne le diminuons pas. Nous
« lui conservons par cette différence marquée une

« prédominance morale sur l'indigène que ne lui
« donne pas la législation actuelle.....

« Quant à l'autorité de la justice française, nous
« ne lui portons aucune atteinte. Ce sont les ma-
« gistrats français seuls qui siègent et jugent.
« Nous ne leur donnons pas pour collègues des
« indigènes à l'effet de remplir avec eux cette
« mission redoutable et élevée de rendre la jus-
« tice. »

C'était, on le voit en somme par cette distinction, le retour au système de l'ordonnance de 1834; et il n'y a guère lieu de s'étonner de l'insuccès qui a accueilli cette proposition devant la Commission et devant le Parlement.

M. St-Germain et ses collègues avaient surtout eu comme préoccupation d'alléger la trop lourde tâche, imposée actuellement aux colons algériens par le jury intégral. C'est sans doute un des objectifs les plus importants de la réforme attendue ; mais ce n'est pas le seul, et la proposition ne songeait guère aux autres.

Le reproche capital, adressé au projet, était cette distinction, entre les crimes commis contre des indigènes ou contre des Européens.

Nous avons vu que justement en ce cas plus qu'en tout autre, les verdicts des jurys algériens sont souvent suspects d'une partialité aussi invo-

lontaine que regrettable. C'est la perpétuation de pareils faits qu'il faut avant tout éviter, et la proposition Saint-Germain en rendait le retour fatal.

Sans aller aussi loin que le grand penseur anglais, n'y a-t-il pas en Algérie, une certaine vérité à dire. « Lorsqu'un peuple en gouverne un
« autre, les individus du peuple gouvernant, qui
« vont dans le pays étranger pour faire fortune,
« sont entre tous ceux qu'il faut contenir le plus
« fortement. Ils sont toujours une des principales
« difficultés du gouvernement. Armés du prestige
« et pleins de l'arrogance de la nation conqué-
« rante, ils ont tous les sentiments inspirés par le
« pouvoir absolu, moins le sens de la responsa-
« bilité.... » Ils regardent le peuple du pays comme
« de la boue sous leurs pieds : il leur semble mons-
« trueux que les droits des indigènes barrent le
« chemin à leurs moindres prétentions. Le plus
« léger acte de protection envers les habitants, con-
« tre tout acte de pouvoir de leur part, qu'ils peu-
« vent regarder comme utile à leurs intérêts com-
« merciaux, ils l'appellent et l'estiment réellement
« une injustice (1) ».

Sans doute les colons algériens, ne regardent pas les Arabes comme de la boue sous leurs pieds,

1. Stuart Mill, *Du gouvernement représentatif*, p. 396.

mais ils se montrent trop souvent féroces dans la répression des attentats d'indigènes contre les Français ; et c'est à cette sévérité exagérée en certains cas qu'il fallait remédier sur le terrain des purs principes.

« Cette différence, écrit M. Letellier dans l'ex-
« posé des motifs de son projet postérieur, du
« traitement auquel on veut soumettre les indigè-
« nes, suivant la nationalité de leurs victimes, ne
« semble justifiée que par le désir de donner une
« sanction de répression, de défense, nous ne
« dirons pas de vengeance, de la société dont un
« membre a été frappé. Cette dualité de juridic-
« tions pour des crimes passibles des mêmes pei-
« nes est contraire au principe d'égalité qui est la
« base essentielle de toute justice. »

Et dans son rapport sur la proposition de loi, M. Flandin concluait :

« La commission ne croit pas qu'il soit admis-
« sible de créer des juridictions différentes, sui-
« vant qu'il s'agit de crimes commis contre un
« musulman ou un non musulman. Le légis-
« lateur, d'accord avec la loi morale, considère
« le crime en lui-même, et il en punit l'auteur,
« quelle que soit la race, la nationalité ou la
« religion de sa victime. Un crime, ni aux yeux
« de la loi positive, ni aux yeux de la loi natu-

« relle, ne saurait revêtir un caractère différent,
« selon qu'il serait commis contre un Européen
« ou contre un indigène. Réserver exclusivement
« aux jurés français la connaissance des crimes
« perpétrés sur des victimes de nationalité euro-
« péenne, ce serait, à notre avis, donner à la
« répression un caractère de représailles incom-
« patible avec les principes de la justice. »

Cette distinction inacceptable n'était pas le seul motif de rejeter la proposition Saint-Germain. Les crimes d'indigènes contre des indigènes, on se le rappelle, sont déférés par lui aux cours d'assises, jugeant en dernier ressort et sans assistance du jury. Cette compétence suprême introduisait une étrange anomalie dans l'organisation des juridictions répressives. Alors qu'un indigène, coupable d'un délit même de la plus minime importance, a la garantie d'un deuxième degré de juridiction et peut, après le jugement des trois magistrats de première instance, déférer leur sentence à l'examen des cinq conseillers de la cour, le même indigène, accusé d'un crime et peut-être en danger de condamnation à mort, aurait été jugé par trois magistrats, sans autre recours que le pourvoi en cassation, également accordé dans le premier cas.

Comme l'écrivit M. Colin : « Ce serait, en réalité,

« le renversement de toutes les règles de notre
« Code d'instruction criminelle, qui, avec raison,
« exige pour la défense de l'accusé, des garanties
« d'autant plus sérieuses, que la peine est plus
« redoutable » (1).

Devant les nombreuses critiques soulevées par l'inacceptable projet Saint-Germain, le courant algérien subit une légère transformation que nous révèle l'année suivante le projet de loi de M. Letellier, alors député d'Alger. Voulant remédier en matière indigène aux reproches adressés à la précédente proposition, M. Letellier fortifie les garanties accordées aux Arabes et supprime la distinction antijuridique basée sur la différence de nationalité des victimes.

Dans sa théorie, tous les crimes de musulmans, Algériens ou étrangers, sont enlevés à la juridiction du jury, et déférés à des cours criminelles formées de magistrats et différemment constituées suivant l'importance de l'infraction.

Quand les crimes sont passibles de la peine de mort, ils sont jugés par des cours d'assises, sans assistance du jury, et composées d'une façon identique aux cours établies par le décret de 1854, c'est-à-dire de cinq conseillers à Alger, et de trois

1. Colin, *op. cit.*, p. 354.

conseillers et deux magistrats du siège local dans l'intérieur.

Les autres crimes d'indigènes sont soumis au tribunal correctionnel, mais avec faculté d'appel devant la Cour.

Ce nouveau système, on le voit, remédiait en grande partie aux inconvénients signalés dans celui qui l'avait précédé. Il allégeait de plus d'une façon tout aussi notable le poids trop onéreux que supportent les colons inscrits sur les listes du jury.

S'il faut en croire les chiffres donnés par M. Letellier dans son exposé des motifs, voici comment pour la période de 1887 à 1891, les 1.057 affaires soumises à la cour d'assises d'Alger se seraient réparties parmi les différentes juridictions qu'il propose de créer. 238 auraient été jugées par les cours d'assises avec jury : soit une moyenne de 47 par an ; 221 par les cours d'assises sans jury : soit annuellement 44 ; et enfin 598 par les tribunaux criminels d'arrondissement : soit 120 par an.

Sans présenter autant de défauts que le projet Saint-Germain, la proposition Letellier prêtait encore matière à trop de critiques pour qu'elle pût être ainsi acceptée sans améliorations.

Il nous suffira de rappeler ici les difficultés

d'administration de la justice par la cour d'Alger qu'avait créées le décret de 1854 (1) et d'indiquer que les quatre cours d'assises sans jury auraient enlevé aux chambres civiles, surchargées pourtant de besogne, quatorze conseillers, cinq à Alger, trois dans chacune des autres cours, et que de plus, les sessions d'assises avec jury en auraient encore distrait six de leurs travaux ordinaires.

Là n'était pas le seul défaut du projet Letellier. Sans doute, il donnait aux accusés passibles de la peine de mort des garanties plus grandes qu'aux autres; mais il supprimait pour eux le double degré de juridiction, déférant de prime abord le jugement, pourtant plus important de leurs actes, au corps judiciaire qui n'en aurait connu qu'en second ressort, si leur crime avait été moins grand. Plus rationnelle que la distinction de la proposition Saint-Germain, elle n'était guère plus acceptable en fait.

Un pas vers l'amélioration était encore nécessaire. Il semble avoir été réalisé par le contre-projet des trois sénateurs algériens (2) auquel se

1. Voir *suprà*, p. 90.

2. Le projet est présenté par MM. Jacques, sénateur d'Oran, Paul Gérente, sénateur d'Alger et Alcide Treille, sénateur de Constantine.

sont ralliées, en séances séparées du 29 décembre 1898, les délégations financières des colons et des non-colons (1).

En matière indigène, le projet simplifie la proposition Letellier en ne laissant subsister que deux organes de justice criminelle, au lieu de trois : la cour d'assises avec jury et le tribunal criminel d'arrondissement, sans jury ni assessorat.

La distinction, entre les crimes punis de la peine de mort et les autres, est maintenue. Les premiers sont déférés aux cours d'assises actuelles; les autres sont jugés par les tribunaux de première instance avec droit d'appel devant la cour.

Cette nouvelle et dernière manifestation de ce que nous avons appelé le courant algérien serait des plus heureuses au point de vue pratique. Si l'on ne veut pas tenir compte des aspirations à une juridiction par les pairs rendue effective grâce à un assessorat, (peut être encore un peu prématuré mais que nous croyons pourtant possible), il est certain que ce projet répond d'une façon très satisfaisante aux divers buts que se sont proposés les réformateurs successifs.

1. Compte rendu officiel communiqué à la presse et publié dans la *Dépêche Algérienne* du 31 décembre 1898.

Il facilite la répression, en supprimant pour une bonne partie des affaires, l'intervention de la chambre des mises en accusation « en moyenne par an et pour Alger, 120 sur 241 » et en imprimant ainsi plus d'activité aux poursuites. Il soulage dans les mêmes proportions les jurés algériens.

Il assure aux indigènes une juridiction de magistrats, et paraîtrait aux points de vue purement pratique bien près de l'idéal sans cette distinction maintenue entre les crimes passibles de la peine de mort et les autres.

Chose singulière à noter : cette distinction aujourd'hui repoussée, nous le verrons par M. le député Flandin, était jadis préconisée par M. le procureur général Flandin, dans le projet primitif soumis par lui à la Chancellerie, et dont M. l'avocat général Eon avait exposé les grandes lignes dans l'œuvre éminente que nous avons si souvent citée.

M. Eon s'exprime en ces termes : « Il est nécessaire de conserver ici la solennité de la cour d'assises, afin d'assurer une ampleur plus grande, une publicité plus large, aux graves débats qui mettent en jeu la vie de l'accusé. Il faut ici maintenir au jury le droit de statuer sur cette catégorie de crimes, et cela à un double point de vue : D'abord, pour indiquer, comme par un jalon,

« placé sur la route de l'avenir, que, quand la so-
« ciété indigène se sera transformée, par suite de
« la diffusion de l'instruction, de l'abandon de ses
« préjugés, du contact persistant de l'élément eu-
« ropéen, se sera en un mot assimilée, la juridic-
« tion du jury deviendra la juridiction ordi-
« naire. Ensuite pour assurer le prestige mo-
« ral de nos concitoyens vis-à-vis des popula-
« tions musulmanes ; il est utile en effet que les
« indigènes sachent, dans l'intérêt de la sécurité
« des Européens, que les colons qui habitent des
« fermes isolées, qui tous les jours sont à leur
« merci, dans la broussaille de la montagne
« comme sur les sentiers déserts de la plainte,
« dont l'existence est si souvent menacée par le
« bandalisme arabe, sont leurs seuls juges dans
« les causes capitales » (1).

Nous pensons, contrairement à l'opinion dont nous venons de transcrire l'expression, que cette distinction, entre les crimes passibles de la peine de la mort et les autres, doit disparaître. Nous avons signalé les dangers d'une répression, insoucieuse des circonstances atténuantes, qui risquerait de frapper trop rudement les indigènes dont la victime serait européenne. Ajoutons avec M. Isaac :

1. Eon, *op. cit.*, p. 79.

« Cette restriction, relative aux crimes passibles
« de la peine de mort, n'est guère plus dégagée
« de l'idée de représailles, et elle ne témoigne pas
« plus de confiance à l'égard des tribunaux de
« magistrats. Si le jury est déclaré mauvais lors-
« qu'il est appelé à connaître des crimes commis
« par les indigènes, il ne se peut pas qu'il de-
« vienne meilleur quand il aura à statuer sur des
« faits qui entraîneront la plus terrible de toutes
« les peines, celle où les conséquences de la pas-
« sion ou de l'erreur seront les plus irrépara-
« bles » (1).

C'est là croyons-nous, le seul reproche qu'il soit possible d'adresser au projet des sénateurs, en nous plaçant toujours au seul point de vue pratique ; et il serait très facilement réparable à notre avis.

Pour enlever au jury les accusés arabes passibles de la peine capitale et en même temps leur donner des garanties plus complètes encore que pour les accusés d'autres crimes, pourquoi ne pas les déférer eux aussi au tribunal criminel d'arrondissement, assisté d'un magistrat indigène de l'endroit, et en appel à la cour, complétée par les deux assesseurs musulmans qui siègent à une des chambres civiles ?

1. Isaac, *Rapport de 1895*, p. 165.

Une disposition en ce sens ferait disparaître cette défectuosité du contre projet et le rendrait, croyons-nous, très acceptable, s'il était possible de ne pas préférer encore cette idée très haute de l'assessorat indigène, si séduisante au point de vue des principes.

C'est cette création d'un assessorat indigène substitué au jury, de ce rouage usité dans nos autres colonies et que M. Letellier appelle un peu trop dédaigneusement « un semblant de l'institution du jury », qui constitue le haut intérêt en même temps que la base fondamentale des projets de réforme, expression de ce que nous avons appelé le courant français.

Dessinée très complètement par M. le procureur général de la cour d'Alger Flandin dans ses propositions à la Chancellerie, esquisée dans les conclusions du rapport au Sénat de M. Isaac, au nom de la commission algérienne de XVIII, reprise ensuite d'une façon moins heureuse dans ses détails par M. Flandin, devenu député, la proposition qui synthétise ce courant français, a été adoptée par la commission d'instruction criminelle, votée par la Chambre et la commission sénatoriale s'y est ralliée. Elle porte plus ordinairement le nom de projet Flandin.

Le projet Flandin défère tous les crimes, exclu-

sivement imputables à des indigènes musulmans non naturalisés ou à des étrangers musulmans, à des cours criminelles, siégeant au chef-lieu de chaque arrondissement.

Ces cours se composent, à Alger, de trois conseillers, et dans l'intérieur, d'un conseiller et de deux juges du tribunal local.

Dans les deux cas, les trois magistrats sont assistés de deux assesseurs-jurés citoyens français et de deux assesseurs-jurés indigènes musulmans.

Magistrats et assesseurs délibèrent ensemble tant sur l'examen de la culpabilité que sur l'application de la peine.

Les assesseurs français sont pris sur la liste des jurés, établie désormais conformément à la loi de 1872. Les assesseurs-jurés indigènes qui seront âgés d'au moins 25 ans, majeurs d'après la loi musulmane et capables de comprendre la langue française, seront choisis sur une liste, qui se composera de dix noms au moins et de vingt au plus, par arrondissement.

Le projet prévoit qu'au cas où dans un arrondissement ne se trouveraient pas dix indigènes remplissant les conditions de capacité nécessaires, la liste pourra être complétée transitoirement et exceptionnellement par l'adjonction de noms in-

digènes empruntés aux arrondissements voisins.

Les sessions, de quinze jours, ont lieu chaque trimestre. La liste de sessions se compose de quatre assesseurs européens et de quatre assesseurs musulmans. En cas d'empêchement d'un d'entre eux, on le remplace par des assesseurs de sa catégorie habitant la localité. L'assesseur ayant siégé dans la précédente session est de droit dispensé. Enfin les récusations peuvent s'étendre jusqu'à deux assesseurs de chaque classe.

Ces jurés prêtent le serment prescrit. Le vote sur la culpabilité a lieu au scrutin secret, et la cour prononce à la majorité des voix. Sur l'application de la peine, les assesseurs sont d'abord interrogés dans l'ordre de tirage au sort, les Français parlant les premiers (1).

Ce qui domine cette réglementation très détaillée, c'est l'institution de l'assessorat. Nous reviendrons sur cette innovation théorique et essentielle du projet Flandin, dans notre prochain chapitre. Mais nous voulons, dès à présent, montrer ses avantages et ses inconvénients pratiques. Nous ne reprendrons pas ici les chiffres que nous avons

1. Ajoutons pour être complets que le projet supprime la Cour d'assises de Bône. La procédure d'instruction, de renvoi et d'audience est la même que devant les Cours d'assises actuelles.

cités plus haut. Mais on se rendra compte de l'allègement qu'il apporte aux populations laborieuses de l'Algérie. Il rend également plus sûre la justice appliquée aux indigènes, et dans un ordre d'idées purement budgétaire, il diminue considérablement les frais de justice criminelle.

Quelque grands pourtant que soient les avantages du projet Flandin, quelque certain que soit également son prochain triomphe, si l'on tient compte de son succès à la Chambre et à la Commission du Sénat, il n'en présente pas moins des inconvénients pratiques considérables, qu'il serait croyons-nous, facile d'éviter, mais qui le rendront très difficilement applicable, s'il est voté sans modifications.

Les critiques très sérieuses qu'il soulève en son état actuel ont été admirablement indiquées dans le très remarquable exposé des motifs du contre-projet des sénateurs algériens, et nous allons essayer de les résumer aussi brièvement qu'il nous sera possible. Il demeure bien entendu que nous réservons la question théorique de l'utilité de l'assessorat indigène et du recrutement des assesseurs musulman pour la retrouver bientôt.

Le premier défaut du projet Flandin est de désorganiser et de rendre impossible le service des audiences normales de la Cour d'appel d'Alger :

3 conseillers au siège de la Cour, 15 dans les autres arrondissements, 3 à la cour d'assises d'Alger et 2 pour les deux cours : tel est le nombre de magistrats que lui enlève la nouvelle réglementation, si l'on suppose des tenues simultanées des différentes juridictions. 23 conseillers seraient ainsi pris par le service criminel, et la Cour n'aurait plus pour le jugement des trop nombreuses affaires civiles, dont elle est déjà actuellement surchargée qu'un premier président, quatre présidents de chambre et un conseiller.

Sans doute, les sessions auraient lieu à des dates échelonnées ; mais le roulement n'empêcherait pas un nombre assez considérable de conseillers d'être absents d'Alger, et il faudrait augmenter d'une chambre, sinon deux, la cour d'Alger. qui en a déjà quatre.

Autre défaut non moins grave, celui-ci au point de vue du discernement avec lequel jugeraient les assesseurs indigènes.

Le projet appelle à la formation des listes, les musulmans majeurs de 25 ans, alors que les Français devront être au moins âgés de 30 ans, en vertu de la loi de 1872.

Il semble que si une différence d'âge devait être établie entre les deux catégories, elle eût été plus justement appliquée aux Français que leur

éducation, leurs coutumes et leurs traditions rendent plus tôt aptes à comprendre la grave mission que leur imposent ces fonctions temporaires et à embrasser tous les détails souvent si complexes d'un procès criminel.

Troisième défaut : en cas d'empêchement d'un des quatre assesseurs de l'une ou l'autre classe, portés sur la liste de session, le projet dit qu'il sera procédé à son remplacement par le tirage au sort de jurés résidant dans la localité où siège de la cour criminelle.

Sera-t-il facile dans ces conditions de trouver sur place non pas les assesseurs français (le fait se passe presque à chaque session avec le jury actuel), mais les assesseurs indigènes ? Et par suite, ne sera-t-on pas obligé de renvoyer indéfiniment dans nombre de cas, les affaires à une prochaine session ?

Le projet qui aboutirait ainsi à une prolongation encore plus grande de ces détentions préventives reconnues par tous excessives aujourd'hui, ne les abrège guère d'ailleurs, même en supposant que les affaires puissent être jugées à la session où elles sont appelées. Elles n'y reviendraient en effet qu'après renvoi de la Chambre des mises en accusation, et les pertes de temps, amenées par la procédure devant cette juridiction surchargée,

sont la principale cause de la lenteur actuelle des jugements et des inconvénients qui en découlent.

Le grand nombre des cours criminelles, créées par le projet Flandin, rendra de plus délicate et presque dangereuse la mission des assesseurs jurés. Il leur sera bien difficile de se soustraire aux influences locales, et, jugeant des accusés habitant le même arrondissement qu'eux, n'y aura-t-il pas lieu de craindre qu'ils ne soient exposés à des représailles des parents du condamné ?

Enfin si l'on s'en rapporte aux auteurs du contre-projet, la diminution des charges imposées aux colons ne serait pas aussi forte qu'on le croit. « Si l'on se réfère aux statistiques annexées au rapport de M. Flandin, en effet, on voit qu'il estime à quatorze le nombre des sessions d'assises, qui seraient annuellement supprimées, soit $14 \times 34 = 476$ jurés qui ne seraient plus appelés à siéger. Mais comme, d'autre part, les seize cours criminelles tiendraient $16 \times 4 = 64$ sessions annuelles et que quatre assesseurs seraient requisitionnés pour chacune, la nouvelle juridiction occuperait par an 256 colons. La différence ne serait plus que de 220 Algériens, qui bénéficieraient de la nouvelle loi ».

Est-il possible, en présence de ces inconvénients multiples, de ne pas conclure avec les sé-

nateurs algériens « Toutes ces difficultés, qui
« paraissent avoir échappé à M. Flandin, ren-
« draient sa proposition inéxecutable, si elle était
« votée, et le gouvernement se trouverait à très
« brève échéance dans la nécessité d'en demander
« l'abrogation ».

Nous croyons cependant d'une façon très ferme
que le projet Flandin, modifié en partie d'après les
données des rapports de son auteur alors ma-
gistrat à la Chancellerie, est la vraie solution du
problème qui nous a si longuement et si vivement
préoccupé.

L'organisme qu'il crée, excellent en théorie, a
simplement besoin d'être modifié et adapté aux
besoins pratiques de la situation.

C'est là, croyons-nous, une tâche relativement
facile et nous nous efforcerons de le démontrer
dans notre prochain chapitre.

Mais avant d'en arriver là, le souci d'une étude
approfondie nous oblige à mentionner le projet
présenté à l'approbation des délégations finan-
cières par M. le gouverneur général Laferrière.

Voici comment il est résumé dans le compte
rendu communiqué à la presse :

« Il suffirait de transformer le tribunal correc-
« tionnel en tribunal criminel spécial et d'accom-

« gagner ce changement de nom d'une légère
« modification à la composition de ce tribunal...
« M. le gouverneur général estime que, dans une
« préoccupation de compétence et de haute jus-
« tice, ce tribunal gagnerait à l'adjonction de
« deux éléments visant précisément le justiciable
« indigène et comprenant, l'un, l'administrateur
« qui vit en contact journalier avec l'indigène et
« connaît bien ses mœurs et ses habitudes, et
« l'autre, un assesseur musulman, qui serait un
« cadi, un adjoint indigène ou un notable, repré-
« sentant la race à laquelle appartient le justicia-
« ble. Cette collaboration ne doit pas être repous-
« sée, car si tout le monde a trouvé juste en
« France l'institution de la délégation indigène,
« on ne s'étonnerait nullement de voir introduire
« un indigène dans le nouveau tribunal. »

Nous ne nous arrêterons pas longtemps à discuter cette réforme qui se rattache à tous les systèmes proposés. Elle tient de la commission disciplinaire par la présence de l'administrateur, du projet Flandin par l'assesseur unique, du projet des sénateurs par les magistrats qui auront en somme la majorité. Il n'a pour avantage que de supprimer le jury français.

Mais il concentre tous les inconvénients révélés

par l'étude des autres propositions. C'en est assez pour que nous le repoussions (1).

1. Aucun des projets ne s'occupe de la question assez curieuse de savoir si le jury conservera à l'égard des indigènes ses attributions dans les cas particuliers de procès de presse.

Nous dirons avec M. Isaac (rapport de 1895, p. 170) : « La loi du 29 juillet 1881 a été déclarée applicable à l'Algérie, sans aucune restriction à l'égard des indigènes. Nous ne pensons pas qu'il y ait lieu de modifier, sur ce point, la législation existante et d'enlever au jury, l'appréciation de faits qui relèvent, en définitive, de l'opinion publique française. Il faut ajouter que le changement de juridiction, entraînerait une modification assez profonde de la loi du 29 juillet 1881. L'intérêt de la question est au surplus assez négligeable : la presse indigène ne paraissant pas en voie de développement. »

CHAPITRE XII

COMMENT LE PROBLÈME DOIT ÊTRE RÉSOLU

Nous avons longuement étudié les réformes proposées aux pouvoirs publics, et l'heure est venue maintenant pour nous de conclure, et d'indiquer où apparaît, à notre modeste avis, le remède, trop longtemps attendu, à ces maux dont souffre l'Algérie.

Nous avons exposé avec la bonne foi la plus absolue tous les inconvénients pratiques que présente, en l'état, le projet Flandin auquel nous nous rallions, sous bénéfice des modifications nécessaires que nous examinerons tout à l'heure.

Nous avons envisagé tous les avantages pratiques du projet des sénateurs algériens que nous n'adoptons cependant pas. Et nous voudrions maintenant justifier les raisons de nos préféren-

ces au point de vue théorique et au point de vue pratique.

Car, au-dessus de toute la discussion, plane cette grave question de l'admission des indigènes parmi nos juridictions criminelles, et c'est au sujet de cet assessorat que la bataille a été particulièrement acharnée.

Nous ne croyons pas, pour notre part, qu'il y ait un danger quelconque à donner ainsi chaque jour et à mesure qu'ils s'en rendent dignes une délégation raisonnable des droits et des devoirs civiques à certaines classes éclairées des sujets musulmans de ce pays. Nous avons dit longuement à quels tristes résultats aboutit trop souvent ce manque de points de contacts intellectuels entre le juge ou le juré européen et l'accusé indigène. Il existe des différences si profondes entre la mentalité des deux peuples, entre leurs coutumes, leurs traditions, la valeur morale des mêmes actes chez l'un ou chez l'autre que tel crime qui nous apparaît comme des plus graves, quelquefois des plus odieux, n'est pour l'Arabe que l'exercice d'un droit légal (1).

1. La polygamie, par exemple, ou le viol commis par un Arabe sur sa femme même non nubile, et l'on sait que le rite ibadite permet le mariage avec une enfant encore en nourrice et décide qu'en ce cas, l'épouse devra être conduite à son mari toutes les fois « qu'il y trouvera son agrément. ».

Ne voit-on pas de suite tout l'avantage qu'il y aura, dans un intérêt de vraie justice, à faire participer aux jugements criminels des hommes, qui, par la communauté de race, d'éducation, sauront faire comprendre aux jurés français, dans l'infraction à punir, les excuses nées des motifs déterminants, spéciaux à l'accusé indigène et essentiellement constitutifs de sa culpabilité; et qui d'ailleurs, grâce à leurs notions acquises de notre civilisation, pourront, par un juste départ, concilier les besoins de la répression et les indulgences dues à ces consciences éloignées des nôtres.

La justice elle-même présentera aux yeux de nos sujets musulmans une garantie d'appréciation exacte de leurs fautes bien plus grande et bien plus élevée, lorsqu'ils y verront participer leurs coreligionnaires, témoins de leur vie, reflet de leurs pensées, de leurs préjugés même (1).

N'est-ce pas là réaliser dans la plus large mesure possible, ce principe si noble de la justice rendue par les pairs, non plus en le faussant comme avec le jury actuel, mais en l'interprétant justement dans toute son étendue.

1. Lire à ce sujet le très curieux mémoire adressé à la Commission des XVIII par Si Abd-Ur-Rhaman, traducteur aux affaires étrangères, Isaac, *Rapport*, ann. 2, p. 395.

Burdeau, qui dans son remarquable rapport a formulé tant d'idées profondes et quasi-prophétiques, concluait déjà en 1891 à l'admission dans les jurys, pour juger l'accusé indigène, d'une minorité formée par ses concitoyens. « On
« trouverait, écrivait-il, chez les jurés indigènes
« un concours qui ajouterait aux yeux des Ara-
« bes à l'autorité des arrêts, et on leur donnerait
« une marque, dont beaucoup d'entre eux sont
« dignes, de notre confiance dans leur esprit de
« justice » (1).

Sans doute des esprits timorés, et M. Pourquery de Boisserin en a exprimé la crainte au sein de la commission de la Chambre, pourraient redouter que cette idée d'admettre dans nos juridictions des indigènes et de les investir de la mission redoutable de juger au nom de la France ne constituât un amoindrissement de notre souveraineté aux yeux des Arabes.

Mais nous ne croyons pas qu'il faille s'arrêter à une semblable idée, aussi respectable que peu justifiée. Elle n'avait pas retenu le législateur de 1834, à une époque où pourtant notre domination dans ce pays était bien chancelante. Elle ne l'a pas empêché davantage d'appeler à l'assessorat les indigènes de nos autres colonies.

1. Burdeau, *Rapport*, p. 122.

En Algérie même et avec les progrès de la civilisation, les musulmans des classes élevées sont appelés de jour en jour à participer un peu plus à la vie publique et à l'exercice de la souveraineté française (1). Depuis longtemps ils figurent dans les conseils généraux et municipaux. Tout récemment encore les décrets d'août 1898 ont créé dans les délégations financières une classe spéciale qui leur est exclusivement réservée, et l'intelligence dont ils ont fait preuve, lors de la première session de ce nouveau et très heureux rouage, dû à M. le gouverneur général Laferrière, est de nature à nous rassurer sur la conscience et la justice qu'ils apporteront à remplir leurs nouvelles fonctions d'assesseurs jurés.

Si le principe même de l'assessorat est admis, et nous ne voyons pas quelles autres objections on y pourrait faire, une question tout aussi grave se pose. Trouvera-t-on, en Algérie, un nombre de jurés musulmans suffisamment au courant de la langue et de l'esprit français pour pouvoir utilement siéger ?

Ne l'oublions pas : avec le projet Flandin et ses 16 cours criminelles, ce sont 160 indigènes au moins et 320 au plus qui devront être inscrits sur les listes annuelles.

1. M. Cambon, alors gouverneur général, avait déjà proposé cette remarque à l'examen de la Commission.

La colonie possède-t-elle actuellement ce chiffre d'hommes non seulement capables de comprendre le français, mais aussi sachant le lire, car ils devront avoir sous leurs yeux toutes les pièces de la procédure, et sachant l'écrire, car ils voteront au scrutin secret sur la question de culpabilité ; il ne peut être ici question ni de bulletins écrits en caractères arabes, qui ôteraient au vote tout son secret et nécessiteraient la présence d'un interprète dans la chambre des délibérations, ni de bulletins imprimés qui amèneraient des erreurs permanentes.

Là réside, nous ne nous le dissimulons pas, à la fois tout le danger et peut-être toute l'impossibilité de l'adoption immédiate du projet Flandin.

Avec les bienfaits de l'instruction que le gouvernement prodigue si libéralement aux jeunes générations indigènes, il y aura bientôt un grand nombre d'Arabes capables d'être inscrits sur les listes de l'assessorat. En est-il de même aujourd'hui ? Nous ne le savons pas ; mais il serait facile à l'autorité supérieure de s'en rendre compte, et d'autre part nous ne pouvons supposer qu'une pareille impossibilité n'ait pas apparue à M. Flandin, après les longues études préparatoires de son sujet, qu'il a faites sur place, et qu'elle ne l'ait pas

arrêté, s'il n'avait acquis la certitude qu'elle n'existe pas.

Nous sommes persuadé qu'en inscrivant sur les listes les délégués aux conseils généraux, municipaux ou financiers, les magistrats et les auxiliaires de la justice, les notables des villes, on obtiendrait un corps d'assesseurs aussi sérieux et aussi compétent qu'on peut le désirer. Et cela malgré l'élévation de l'âge minimum des jurés musulmans qui, à notre avis, doit être porté à 30 ans, comme pour les jurés français.

Ces principes admis, il va nous être maintenant facile, croyons-nous, d'indiquer de quelle manière on pourrait remédier aux inconvénients très réels du projet actuel et qui en rendraient la mise en pratique impossible, s'ils n'étaient aisément réparables.

Nous reprendrons toutes les critiques soulevées dans l'avant-projet des sénateurs et nous verrons comment nous les réduisons à néant par de très légères modifications de l'organisme proposé par M. Flandin.

Tel qu'il sera présenté à l'examen du Sénat par sa commission, le projet distrait un nombre trop considérable de magistrats de la cour. Pourquoi ne pas faire présider le tribunal criminel par le président du tribunal de première instance de l'en-

droit ? Croit-on que le fait de voir un magistrat revêtu d'une robe noire au lieu d'une robe rouge diminuerait le respect des indigènes pour la cour criminelle ; et ne doit-on pas avoir pleine confiance pour la direction des débats, rendue plus délicate encore qu'avec le jury, dans des magistrats investis de fonctions aussi importantes et depuis longtemps dans la carrière ?

Que l'on maintienne après cela à Alger, siège même de la cour d'appel la présidence du tribunal criminel à un conseiller (1), nous n'y voyons ni avantages, ni inconvénients et plutôt l'avantage de ne pas rendre trop lourdes les fonctions déjà surchargées du premier magistrat du tribunal civil.

Cette présidence, attribuée au plus haut magistrat local, faisait partie des projets primitifs de M. Flandin. C'est également lui qui nous indique le remède aux lenteurs excessives de la procédure, que maintiendrait le renvoi des pièces de l'instruction devant la chambre des mises en accusation.

Il suffirait de supprimer purement et simplement ce renvoi et de saisir directement le tribu-

1. Le tribunal criminel à Alger même, devrait d'ailleurs à notre avis être composé, en dehors du président, de deux magistrats de première instance.

nal criminel par une simple ordonnance du juge d'instruction avec faculté d'opposition pour le ministère public ou l'accusé.

M. Eon, qui, dans cette partie de son discours, donne, sous l'inspiration même de M. Flandin, les détails les plus précis du projet primitif, écrit : « Par
« une dérogation importante aux règles de notre
« Code d'instruction criminelle, le tribunal crimi-
« nel serait saisi non par un arrêt de la chambre
« des mises en accusation, mais directement par
« l'ordonnance du juge d'instruction. Cette innova-
« tion aurait pour objet de mettre fin aux lenteurs,
« incompréhensibles pour l'indigène, de notre
« procédure criminelle, de faire disparaître les
« abus de la détention préventive, d'assurer en
« même temps la promptitude, et, par suite, l'exem-
« plarité de la répression. Introduite en faveur de
« l'accusé en même temps que dans l'intérêt so-
« cial, des précautions seraient prises pour qu'elle
« ne tourne pas à leur préjudice. Le procureur
« général, le procureur de la République et l'ac-
« cusé auraient le droit de faire, devant la cham-
« bre des mises en accusation, opposition à l'or-
« donnance du juge d'instruction. Ce droit serait
« illusoire pour l'accusé indigène qui n'est pas au
« courant de notre législation pénale, si des me-
« sures n'étaient édictées en vue de le mettre à
même de l'exercer en connaissance de cause.

« Dans les quarante-huit heures qui suivent
« l'ordonnance du juge d'instruction, un défen-
« seur serait nommé par le président à l'accusé ;
« et c'est à partir de cette désignation d'un conseil
« que commencerait à courir un délai de cinq
« jours, accordé à l'accusé pour faire opposition
« à l'ordonnance, s'il jugeait cette opposition
« utile à ses intérêts et l'intervention de la cham-
« bre des mises en accusation cesserait d'être obli-
« gatoire pour devenir facultative (1) ».

Une autre modification au projet Flandin, exprimée par M. Isaac dans son rapport de 1895 (2), et dont il regrette dans le rapport de 1898 que l'on n'ait pas suivi l'indication, consisterait à réduire le nombre de ces tribunaux criminels.

Au lieu de seize, admis par la proposition actuelle, on pourrait n'en créer que neuf, entre lesquels on répartirait les différents arrondissements judiciaires actuels. M. Isaac désirait même n'en voir instituer que sept. Ce nombre serait à notre avis insuffisant et il faut éviter de trop surcharger les sessions des nouvelles cours criminelles.

1. Eon, *op. cit.*, p. 81. La loi de décembre 1897 sur l'instruction rend cette désignation d'un conseil inutile, puisque généralement l'accusé en aura un depuis le début de l'instruction.

2. Isaac, *Rapport*, p. 170.

Sans doute, il faudrait, pour éviter un retard dans l'examen des affaires civiles, augmenter de deux magistrats, un juge et un juge-suppléant, le personnel des tribunaux de première instance, où fonctionnerait également la juridiction criminelle : mais cette légère dépense budgétaire serait largement compensée par les économies effectuées sur les frais de justice aujourd'hui si élevés.

Quant aux avantages de cette modification, ils nous apparaissent comme multiples et à plusieurs points de vue.

Elle diminue ces entraînements possibles des influences locales contre lesquelles il faut protéger la justice. Les jurés, tant européens qu'indigènes, pris dans des circonscriptions aussi étendues que celles que nous proposons de créer, n'auront à juger des accusés de leur village ou de leur tribu guère plus souvent qu'avec le système actuel. Leur verdicts y gagneront une autorité plus grande, en même temps que disparaîtra la crainte de représailles toujours à redouter surtout dans le monde indigène.

Là, n'est pas la seule utilité de la réduction des tribunaux criminels, que nous proposons. Les charges des jurys restreints seront moins lourdes, puisque une même session ouverte dans toute l'Algérie n'emploiera plus (avec les chiffres que

nous indiquerons tout à l'heure) que 54 assesseurs de chaque catégorie au lieu de 64.

Mais par cela même que les cours criminelles seraient moins nombreuses, nous proposerions un léger relèvement du nombre des membres des listes annuelles indigènes et des listes de session.

Pour les listes annuelles indigènes, les chiffres de 10 au moins et 20 au plus pourraient être de 15 au moins, sans limitation de maximum, et avec faculté, au cas d'une insuffisance peu probable, d'emprunter aux habitants des circonscriptions voisines (1). Nous sommes persuadé que, sur l'étendue de territoire assez vaste qui constituera le ressort d'un tribunal criminel et surtout dans le grand centre où il siègera, il sera possible de trouver assez d'indigènes réunissant les conditions exigées des assesseurs musulmans.

On éviterait ainsi de faire retomber trop souvent la charge de siéger sur les mêmes assesseurs, en même temps, qu'on ne serait pas exposé, comme avec le projet actuel, à créer une sorte de nouvelle classe de fonctionnaires indigènes, particulièrement exposés aux corruptions et aux vengeances de leurs concitoyens.

1. Même ainsi augmentées les listes annuelles ne comprendraient au minimum que 135 noms au lieu des 160 nécessaires avec le projet Flandin.

Les listes de session elles-mêmes devraient être légèrement augmentées et se composer de six noms au lieu de quatre dans chaque catégorie. Nous y verrions tout d'abord l'avantage de faire siéger moins souvent les mêmes assesseurs dans le cours de la session. De plus, on éviterait plus facilement le danger d'avoir à requérir, par suite d'empêchement des titulaires, des jurés supplémentaires locaux, qu'il ne serait pas toujours facile de trouver, nous l'avons vu, au siège du tribunal criminel.

En résumé, les tribunaux criminels, tels que nous les voudrions voir établir, au nombre de neuf dans la colonie seraient composés du président du tribunal local, de deux juges, de deux assesseurs jurés français et de deux assesseurs jurés-indigènes, ces derniers sachant lire et écrire en français, majeurs de 30 ans, pris sur une liste annuelle de 15 noms au moins pour la circonscription. Les tribunaux seraient saisis sur simple ordonnance du juge d'instruction, susceptible d'opposition, soit du ministère public, soit de l'accusé.

Pour le reste de l'organisation, nous adoptons le projet Flandin, sauf une légère augmentation des listes de sessions qui comprendraient six noms au lieu de quatre dans chaque classe.

Nous croyons, par les modifications que nous

venons d'exposer, avoir remédié à tous les inconvénients pratiques du projet de M. Flandin, et si laissant de côté les détails d'importance secondaire, nous nous demandons lequel des deux projets, des sénateurs ou de M. Flandin, répond le mieux, après les modifications que nous avons proposées aux deux, aux vrais besoins de l'Algérie, nous nous sentons hésitant, tant au simple point de vue pratique ils nous paraissent acceptables l'un et l'autre.

Nous croyons cependant de la façon la plus absolue que les avantages théoriques du projet Flandin, transformé tel que nous le voudrions, doivent le faire triompher. S'il répond aux besoins matériels des réformes dont nous avons démontré l'urgence et la nécessité, il présente un caractère spécial qui l'élève dans la région pure des principes bien au-dessus du contre-projet des sénateurs. Il est l'expression aussi précise que possible de cette idée très élevée, qualifiée par certains d'utopie, mais qui n'en est pas moins belle, d'une justice d'hommes aussi semblables, aussi proches que possible de l'accusé; par la pensée, les coutumes, les mœurs, la religion, les traditions, les préjugés même, ses pairs en un mot.

En même temps qu'il donne une certaine part de nos droits et de nos devoirs civiques à ceux des

indigènes qui les méritent, il relève notre justice aux yeux de nos sujets musulmans, en les associant aux arrêts qu'elle rend, en enlevant aux verdicts le caractère quelquefois violent de représailles trop rudes pour ne leur laisser que leur signification exacte de décisions élevées. Il associe les arabes à l'administration de la justice, part essentielle de la souveraineté nationale, mais il conserve tout ensemble au colon devant l'indigène le prestige de son concours protecteur à l'action répressive et aux Français l'assurance de la majorité dans les délibérations. Est-il possible ensuite de ne pas se décider et de ne pas se rallier à un projet si séduisant au point de vue des principes théoriques, si acceptable au point de vue des résultats pratiques ?

Mais nous déclarons, avec autant d'énergie, que si le Sénat, comme le lui propose sa commission, devait adopter le projet Flandin sans modifications, il réduirait la justice criminelle de ce pays à des impossibilités qui détermineraient un nouvel et prompt changement de législation déplorable aux yeux des indigènes.

Nous n'hésitons pas en ce cas à déclarer que mieux vaudrait de beaucoup voter le contre-projet des sénateurs algériens, qui, s'il ne se présente pas sous des dehors aussi élevés au point de vue

des principes théoriques, possède au moins l'incontestable avantage d'être parfaitement pratique.

Nous voici, par ces conclusions, arrivé au terme d'une étude forcément incomplète, mais que nous nous sommes efforcé, dans la modeste mesure de nos faibles moyens, d'accomplir avec la bonne volonté la plus absolue.

La situation désolante dans laquelle les idées d'assimilation ont plongé en matière de justice criminelle la première colonie française va bientôt, nous l'espérons, s'améliorer. Les pouvoirs publics réduiront sous peu le jury à la seule mission qui lui puisse ici incomber : celle de juger les affaires, où des citoyens français ou des étrangers non musulmans seront impliqués.

Mais il faut plus encore pour donner à la Nouvelle France l'organisation judiciaire complète qui lui permettra de poursuivre ses grandes destinées avec l'assurance d'une justice répressive, appropriée aux populations hétérogènes qui l'habitent et aux besoins sociaux particuliers qui la caractérisent.

La réforme du jury n'est et ne doit être qu'une pierre d'attente, la préface, le prélude des grandes mesures légales qui créeront pour l'Algérie le Code pénal, le Code d'instruction criminelle et le système pénitentiaire spéciaux, dont elle a un besoin

absolu. Il faut redire avec M. Béhic : « Si l'Algérie
« a le même droit que la France à être placée
« sous la sauvegarde et l'autorité des lois, il ne
« s'ensuit pas qu'elles puissent l'une et l'autre
« obéir aux mêmes Codes » (1); avec Paul Bert :
« Avant tout, que la colonisation soit protégée....
« s'il le faut par des lois spéciales » (2).

C'est là la requête dont on ne doit pas se lasser
d'importuner les pouvoirs publics jusqu'au jour
où ils l'accueilleront.

Nous savons que la tâche sera délicate ; mais le
Parlement qui l'accomplira aura fait une grande
œuvre ; il aura bien mérité de l'Algérie, dont il
aura fixé l'avenir par la certitude d'une sécurité
entière et d'une justice absolue, bien mérité
aussi de la France, dont il aura augmenté la ri-
chesse, en assurant la prospérité de la plus admi-
rable de ses colonies.

Espérons que les législateurs comprendront
cette grande mission et qu'ils donneront bientôt à
l'Algérie ce bienfait inappréciable et cette preuve
nouvelle de l'intérêt et de l'affection de la métro-
pole pour sa fille aimante et unie.

1. Béhic, « *Rapport sur le projet d'un sénatus-consulte réglant
« la Constitution de l'Algérie en 1870* », annexé au volume des
dépositions recueillies par la Commission des XVIII, p. 325.

2. P. Bert, *Politique algérienne*, p. 74.

VU,

Le professeur, président de la Thèse

ESTOUBLON.

VU,

Le Doyen de la Faculté,

GLASSON.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Préface	1
Chapitre premier. — La justice criminelle dans l'ancienne régence d'Alger	7
Chapitre II. — Les débuts de l'organisation judiciaire (1830-1834)	24
Chapitre III. — Premières grandes mesures du pouvoir central (1834-1842)	44
Chapitre IV. — L'ordonnance de 1842 (1842-1854)	63
Chapitre V. — Les Cours d'assises sans jury (1854-1870)	86
Chapitre VI. — L'institution du jury. La législation criminelle actuelle de l'Algérie	107
Chapitre VII. — Les résultats du décret de 1870 et la situation présente	129
Chapitre VIII. — Les défenseurs du régime actuel	168
Chapitre IX. — La juridiction criminelle dans les autres colonies françaises.	182
Chapitre X. — Les partisans du retour aux juridictions militaires	193
Chapitre XI. — Les grands projets de réforme	202
Chapitre XII. — Comment le problème doit être résolu.	231

